

Les combats font rage au Liban

De nouveaux contingents syriens seraient arrivés

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F
Abonnés : 1 an : 130 F, 6 mois : 70 F, 3 mois : 35 F, 15 jours : 10 F.
Tarif des abonnements page 31
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La pâle rencontre de Porto-Rico

Décidément, les « sommets » se succèdent et se ressemblent. La lecture du communiqué publié lundi après-midi, la fin de la conférence que les sept grands du monde industrialisé à l'économie de marché (Etats-Unis, France, Allemagne fédérale, Royaume-Uni, Italie, Japon, Canada) ont tenue pendant deux jours à Porto-Rico, donne, en plus de la même impression de répétition, une déception de plus. Le texte rédigé en novembre dernier par les Six (les mêmes moins le Canada) à Rambouillet. Il reste visiblement à trouver un style à ce genre de réunion. Celle qui vient d'avoir lieu à San-Juan, montée à la hâte par le président Ford pour des motifs trop manifestement électoraux, pouvait difficilement en fournir l'occasion.

A Rambouillet, on avait, au moins l'espace de quelques semaines, créé l'illusion qu'une sorte d'engagement solennel avait été pris de ramener un minimum de stabilité monétaire dans le monde, les banques centrales ayant été conviées par les chefs d'Etat et de gouvernement à se rencontrer, par leurs interventions, les « fluctuations erratiques » de change. Le malheur, ou plus prosaïquement la simple logique des faits, en a vite décidé autrement. Le communiqué de San-Juan croit pouvoir observer que « depuis novembre le rapport entre le dollar et la plupart des principales monnaies a été d'une stabilité remarquable ». Mais cette stabilité, dans la mesure où elle vise surtout le taux de change entre la devise américaine et la principale monnaie européenne, à savoir le deutschemark, existait déjà avant la réunion de Rambouillet. Et les fibres déclaratoires faites à l'occasion de cette dernière n'ont pas empêché, et le premier trimestre de cette année, lire et livre de chuter beaucoup plus profondément que ne l'aurait exigé la simple « correction » des fluctuations nationales, et cela bien sûr sous l'effet des coups « erratiques » de la spéculation ou de la panique pré-électorale. Cependant, certaines monnaies ont éprouvé des fluctuations substantielles et, reconnaître un peu plus souvent le communiqué de Porto-Rico, comme pour consacrer l'échec du précédent « sommet ».

On dira que l'objet principal de la nouvelle réunion était ailleurs. Mais, alors qu'elle est achevée, la question se pose toujours de savoir où il se trouvait exactement. S'agissait-il, après Natoire, de redonner une certaine cohésion aux thèses souvent divergentes défendues par les pays industrialisés en ce qui concerne leurs relations avec le tiers-monde ? Toute discussion approfondie a, semble-t-il, été évitée, le président Ford ne pensant, en réalité, qu'à convaincre l'opinion publique américaine de la convergence des points de vue entre les Etats-Unis et leurs alliés. S'agissait-il de mettre en garde contre les dangers d'une reprise trop rapide propre à faire retomber le monde dans l'inflation « à deux chiffres » ? Huit jours auparavant, s'était tenue à Paris une réunion ministérielle des pays de l'O.C.D.E. préparée depuis plusieurs mois par le secrétariat général de cette organisation. Elle était précisément consacrée à cette angoissante question, qu'il aurait peut-être été utile de reprendre, si les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient donné le peine de présenter leur propre analyse de la situation en cherchant à combler les dangereuses lacunes de celle dont les conclusions ont été adoptées par vingt-quatre ministres des finances (dont ceux des Sept), au château de la Muette. L'objectif visé par l'O.C.D.E. est un taux de croissance de 5,5 % en terme réel d'ici à 1980. Un tel taux, même en tenant compte de l'effet de rattrapage, est-il soutenable pendant plusieurs années, alors que, pendant la période de démarrage qui ne s'est pas encore achevée, les prix montent en moyenne dans les pays industrialisés de plus de 8 % l'an ?

(Lire nos informations page 33.)

Les chefs de vingt-neuf P.C. européens sont réunis à Berlin-Est

Un entretien Brejnev-Tito a précédé l'ouverture de la conférence

D'abord prévue pour le début de l'été de 1975, la conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe s'est ouverte ce mardi matin 29 à 9 heures (10 heures, heure française), à Berlin-Est, dans une grande salle de l'hôtel Stadt-Berlin. Le premier orateur, M. Honecker, le chef du parti est-allemand, a prononcé quelques paroles de bienvenue. « Les délégations de vingt-neuf partis communistes et ouvriers présentes représentent plus de vingt-neuf millions de communistes », a-t-il notamment affirmé. Les orateurs suivants ont été M. Saarinen, pour le parti communiste de Finlande, M. Murv, pour le P.C. autrichien, ainsi que le représentant du parti Akel de Chypre. M. Brejnev devait en principe être le quatrième orateur de la journée.

Le maréchal Tito, qui depuis son conflit avec Staline en 1948 n'avait pas assisté à une réunion internationale du mouvement communiste, est présent à Berlin-Est. Il s'est entretenu lundi avec M. Brejnev.

De notre envoyé spécial

Berlin-Est. — Les dirigeants des partis représentés à la conférence se sont retrouvés à l'hôtel Stadt-Berlin, transformé en forteresse pour l'occasion. La séance de mardi matin a été ouverte par M. Erich Honecker, secrétaire général du parti est-allemand.

Une partie des journalistes présents à Berlin-Est ont été autorisés à assister au début de la conférence, qui se déroule dans une grande salle lambrissée. Les délégations sont installées autour d'une immense table. A l'ouverture de la conférence, chaque délégué pouvait trouver à sa place un recueil relié de rouge, de petit format, sur la couverture duquel on pouvait lire : « Pour la paix, la sécurité, la coopération et le progrès social en Europe - Berlin-Est - Juin 1976 ». C'est le texte du document final qui doit être adopté à l'issue de la conférence. Ce texte, en français, compte quarante-cinq pages.

L'atmosphère, au début des travaux, était plus au-dessus qu'à la déconcentration, à l'exception du maréchal Tito, parfaitement en forme, vêtu de son traditionnel complet blanc, et qui était engagé dans des conversations animées avec ses voisins. M. Brejnev, au contraire, ne paraissait pas d'humeur bavard.

Près de lui se trouvait M. Marchais.

M. Enrico Berlinguer doit prendre la parole mercredi.

Le secrétaire général du parti communiste italien était arrivé à Berlin-Est lundi en début d'après-midi à la tête d'une des plus importantes délégations : le « numéro un » du P.C.I. a passé le reste de la journée à donner des interviews et à terminer le texte de son discours. De source italienne, on affirme que cette intervention, qui ne durera que trente minutes — puisque chaque orateur ne dispose que de ce temps — sera faite dans l'histoire du mouvement communiste. Ce discours sera plus important que celui prononcé par M. Berlinguer au congrès du parti communiste soviétique en février dernier à Moscou, affirmé-t-on dans les couloirs de la conférence (1).

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 3.)

(1) M. Paletta, avant de quitter Rome pour Berlin-Est, avait déclaré que « les temps du Komintern et du Komintern étaient révolus ». Il a annoncé que la délégation italienne soutiendra « le problème de l'union nécessaire de toutes les forces populaires inspirées par le communisme, le socialisme et le christianisme ».

Les partis de gauche concluront des accords dès le premier tour des élections municipales

Lors de leur rencontre - au sommet - au siège du P.C.F., communistes, socialistes et radicaux de gauche sont parvenus, lundi 29 juin, à un accord. Des négociations vont s'ouvrir entre leurs organisations locales et départementales en vue d'établir des listes communes dès le premier tour des élections municipales. Une nouvelle rencontre - au sommet - est prévue pour l'automne.

Lorsque les dirigeants de l'union de la gauche se sont retrouvés, lundi 29 juin peu après dix heures au siège du parti communiste, pour conclure leurs négociations en vue d'arrêter une tactique commune dans la perspective des élections municipales, de climat était bien au socialisme. Si les socialistes et les radicaux de gauche, en tout cas, n'avaient l'impression qu'un accord pourrait sortir de cette rencontre, chaque parti étant resté sur ses positions.

Comme l'a rappelé à l'ouverture des négociations, M. Georges Marchais, le comité central du P.C.F. avait, par exemple, réitéré, lors de sa session des 21 mai et 1er juin, sa demande d'accord national et proposé, pour la constitution des listes communes, l'application de la représentation proportionnelle au sein de la gauche sur la base des résultats des élections législatives de 1973. Réponse qui avait été tout aussitôt refusée par les socialistes et les radicaux de gauche, soucieux de tenir compte des dernières élections cantonales et des scrutins partiels.

Persuadés que les discussions resteraient bloquées, les interlocuteurs se sont séparés, chacun préparant à aborder d'autres sujets de discussion comme la renégociation éventuelle du programme commun. Ainsi, M. Robert Fabre, après avoir rappelé la position de son parti en ce qui concerne les élections municipales, devait-il indiquer qu'il traiterait ultérieurement les autres sujets.

C'est à partir d'une phrase de M. Fabre, cependant, que s'est toudain dégelé : le premier secrétaire du P.S. s'étonne que le P.C.F. puisse considérer que les socialistes refusent un accord national alors qu'ils se sont toujours déclarés prêts à inviter leurs organisations locales à engager des négociations avant le premier tour de scrutin dans toutes les communes où les partis de gauche sont représentés.

M. Georges Marchais, après avoir fait répéter la phrase, explique qu'il y a, de ce fait, une possibilité d'accord. Il avait d'ailleurs, dans son intervention initiale, affirmé : « Depuis la signature du programme commun, nous ne sommes jamais détournés de notre seul, de notre unique souci : consolider notre union. Nous ne nous en déviersons pas. Nous n'avons qu'une ligne, qu'une stratégie. L'union, encore et toujours l'union, voilà ce qui nous anime ». Les choses secondaires peuvent se régler facilement. Ce qui compte, nous semble-t-il, c'est la volonté politique. Nous l'avons ».

À première vue, le P.C.F. s'incline et accepte le point de vue de ses alliés : les négociations auront lieu « à la base », comme l'avait demandé, en mai à Dijon, le congrès extraordinaire du P.S. À cela les négociateurs communistes répondent qu'ils ont obtenu une concession de taille, puisque la négociation aura lieu dans toutes les communes dès avant le premier tour. Dans l'éditorial de l'Humanité du 29 juin, René Andrieu rappelle que la motion de Dijon « s'étendait longuement sur les « élections partielles », « les élections cantonales », « la possibilité de constituer des listes socialistes homogènes ou des listes U.G.D.S. - Radicaux ».

THIERRY PFISTER.
(Lire la suite page 7.)

Éric Tabarly vainqueur de la « Transat »

Eric Tabarly a franchi le premier la ligne d'arrivée de la course transatlantique en solitaire, le mardi 29 juin, à 9 heures G.M.T. C'est au moment où l'on commençait à s'inquiéter du sort de Pen-Duick-VI — l'état-major de la marine nationale avait fait lancer des recherches — que le navigateur français est sorti des brumes de Neupoit, dérangé par son grand rival Alain Colas.

Ce dernier, qui, à l'encontre de Tabarly, a toujours fait connaître sa position, se trouvait à quelques milles du port et annonçait son arrivée pour l'après-midi du 29 juin. S'il en était ainsi, la victoire se sera jouée en quelques heures.

Pour avoir pas été l'objet d'un record de vitesse, cette cinquième édition de la course transatlantique en solitaire n'en aura pas moins été la plus riche en émotions.

Pour la deuxième fois

Moins brillante que ne le prévoyait Tabarly lui-même — il pensait de dix-huit jours au maximum, or il lui en a fallu vingt-quatre — cette deuxième victoire dans une épreuve d'un caractère et d'une sévérité exceptionnels n'en constitue pas moins un exploit qui sera difficile à égaler.

Avant le départ, certains avaient un peu trop parlé des 20 ou 25 records que pouvait atteindre leur bateau dans des circonstances optimales. Sur une longue distance, les résultats obtenus sont plus modestes. Rappelons que le record de vitesse à la voile a été battu en Grande-Bretagne en octobre dernier. Crossbow a été chronométré à 31,9 nœuds, soit 59 kilomètres-heure. Il s'agit d'un engin spécial, très léger et très volé, ne pouvant naviguer que dans de eaux abritées.

YVES ANDRÉ.
(Lire la suite page 14.)

UN FEUILLETON DE VACANCES

Le Monde

commencera jeudi 1^{er} juillet (numéro daté du 2) la publication en feuilleton de

« UN TRAIN D'OR POUR LA CRIMÉE »

UN ROMAN DE MICHAEL CRICHTON

Deux interprétations du programme commun

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (*)

« 1978 : Mitterrand : 1980 : Bigard ? » L'application du programme commun de gouvernement de l'union de la gauche n'entraînerait-elle pas un processus économique semblable à ceux qui se sont déroulés au Chili de 1970 à 1973 et au Portugal en 1974 et 1975 ? Ce serait le cas, alors, nous voyez, si elle se réalisait avec une augmentation substantielle des salaires, qui pourrait être imposée par des mouvements populaires comme en

1936 et en 1968. Le drame se dévalise ainsi. Premier acte : les salaires montent fortement, accroissant substantiellement le pouvoir d'achat des travailleurs. Deuxième acte : les prix les rattrapent, les dépassent, faisant retomber les revenus réels. Troisième acte : la politique purement interventionniste et met fin à la tentative de gauche d'augmenter les salaires, mais elle ne rattrape pas les revenus d'achat moyens eurent, en descendant, traversé leur niveau de départ. L'ensemble dure de neuf mois à trois ans.

Avant de préciser ces comparaisons et mécanismes, indiquons la conclusion à laquelle cette analyse aboutit, la philosophie centrale de la question. Il y a, dans les politiques tentées en cause, une impossibilité, plus précisément une contradiction interne entre les deux objectifs ou moyens suivants : d'une part, effectuer une redistribution forte et rapide des revenus ; d'autre part, le système des marchés reste le mode principal de réalisation économique. D'où deux conclusions logiques : ou bien il faut beaucoup moins redistribuer, ou bien il faut changer le système économique beaucoup plus profondément et beaucoup plus vite.

Le programme commun véritablement est-ce deux conditions ? (1) Il n'y a guère de doute en ce qui concerne le marché, notamment quant à son phénomène-élé : « les entreprises publiques et privées fléchiront leurs prix » (2-3). « Un important secteur privé » subsistera (id.). Les « entreprises nationales » seront très autonomes et, même si le profit maximum n'est pas leur objectif, elles voudront certainement que leurs ventes leur permettent au moins de payer

leurs salaires aux niveaux fixés nationalement. Et les salaires, rémunérations marchandes du travail dépeçées sur des marchés, seront l'outil le plus important de la nouvelle distribution : le programme commence par leur hausse.

Mais de combien ? Qu'est-ce qu'une « augmentation substantielle des salaires et traitements » (1-1-1) ? Il y a une interprétation minimaliste et une interprétation maximaliste du programme commun. Dans la première, cette augmentation n'est que de quelques pour cent. Elle est, au contraire, vraiment « substantielle » dans la seconde.

(Lire la suite page 7.)

(1) Nous ferons suivre ses citations de leurs numéros de partie, chapitre et, s'il y a lieu, section.

AU JOUR LE JOUR

Gisquemagne

Il paraît que les pirates de l'air de l'Ouganda ont justifié leur geste contre notre compagnie nationale par la politique anti-arabe de la France depuis Charlemagne jusqu'à Giscard d'Estaing. Malgré quelques intermédiaires, il faut bien admettre en effet que, depuis deux siècles, les relations n'ont pas toujours été excellentes. Mais enfin les temps ont changé depuis Romainville. L'empereur a d'autres visées et chevauche vers d'autres horizons, tandis que son neveu Chirac franchit des montagnes et qu'on entend dans le lointain sonner le cor de Ganelon.

ROBERT ESCARPIT.

LES ÉCRIVAINS ET L'ÉTAT

Le Centre national des lettres existe-t-il encore ?

Le 11 octobre 1948, la Caisse nationale des lettres était créée (loi 45-2199) et, le 28 février 1958, elle était officiellement installée. Il avait donc fallu trente ans pour réaliser cette première grande conquête du monde des écrivains, dont l'idée naquit en 1926, Edouard Herriot étant ministre de l'Instruction publique.

La Caisse des lettres a fait du bon travail, assurant une sécurité sociale limitée, aidant les jeunes et surtout les vieux écrivains, permettant, par ses avances, l'édition d'ouvrages de valeur de notre patrimoine qui ne pouvaient avoir une diffusion com-

mercialement payante. Tous ceux qui l'ont dirigée ont eu conscience de sa grande utilité et en même temps de ses insuffisances dues à la modestie de ses moyens financiers. C'est pourquoi, voulant élargir ses missions et lui donner d'autres ambitions, le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, M. J. Duhamel, décide la création du Centre national des lettres, et son successeur, M. Ducloux, fait adopter le décret du 14 juin 1973, qui en précisait les structures.

GABRIEL DELAUNAY.
(Lire la suite page 18.)

légère ralentissement de l'inflation en juin
Prix de détail : + 0,7 % en juin

Le ministre de l'Économie a annoncé que le rythme de l'inflation a légèrement ralenti en juin. Le prix de détail a augmenté de 0,7 % par rapport à mai.

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 % en juin, contre 0,8 % en mai. Les prix à l'exportation ont augmenté de 0,7 % en juin, contre 0,8 % en mai.

Le ministre de l'Économie a déclaré que le rythme de l'inflation a légèrement ralenti en juin. Le prix de détail a augmenté de 0,7 % par rapport à mai.

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 % en juin, contre 0,8 % en mai. Les prix à l'exportation ont augmenté de 0,7 % en juin, contre 0,8 % en mai.

Le ministre de l'Économie a déclaré que le rythme de l'inflation a légèrement ralenti en juin. Le prix de détail a augmenté de 0,7 % par rapport à mai.

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7 % en juin, contre 0,8 % en mai. Les prix à l'exportation ont augmenté de 0,7 % en juin, contre 0,8 % en mai.

ALAIN VIGOR

SOLDES
à partir du 29 juin
BERTEIL
SPORTSWEAR
HOMMES, FEMMES.

bellini
de ses collections hommes
et femmes de 30 à 50 %
réduction de 9 h 30 à 19 h 30
à Champs-Élysées Paris

SECTION D'ENTREPRISES DE PARIS
AUX CHAMPS-ÉLYSÉES
COMPTABILITÉ - MARKING

Chancourt 75018 PARIS
Communication gratuite sur internet

EUROPE

des partis communistes européens

Tribune internationale
L'EUROCOMMUNISME A L'ÉPREUVE

par JIRI PELIKAN (*)

LES laborieux préparatifs de la conférence des partis communistes européens à Berlin-Est ont fait oublier qu'elle avait été précédée par une première réunion à Karlovy Vary en 1967. À l'époque ce fut une nouveauté : la conférence ne se prononçait-elle pas, il y a neuf ans déjà, pour une coopération de tous les pays européens, pour un dialogue des communistes avec les socialistes et les sociaux-démocrates, ainsi que pour l'autonomie de chaque parti communiste ?

Mais ! un an après seulement, les principes adoptés étaient brutalement violés par le parti communiste soviétique, qui fit annuler par ses chars les décisions qu'avait prises le parti communiste tchécoslovaque. Certains participants à la conférence de Karlovy Vary ont voulu rester fidèles aux principes approuvés, notamment les partis communistes italien, français et espagnol : ils condamnèrent l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Ils ont maintenu cette attitude. Ils ont élaboré graduellement leurs propres voies d'édification d'un socialisme « différent » du soviétique par le respect des libertés, l'acceptation du pluralisme politique, la participation des citoyens au pouvoir et l'indépendance — donc dans l'esprit du « printemps de Prague ».

C'est donc vers ces participants à la conférence de Berlin que se dirigent les regards, l'espoir et l'angoisse de centaines de milliers de communistes et de socialistes tchécoslovaques qui avaient voulu atteindre le même objectif et qui, victimes aujourd'hui de représailles et de discrimination, sont considérés comme des « ennemis du socialisme ».

Ils ne demandent pas aux représentants des partis communistes français, italiens, espagnols et autres de rompre avec le parti communiste de l'Union soviétique, ils leur demandent de ne pas se contenter des formules générales, mais d'exiger leur respect et leur application dans le cas concret de la Tchécoslovaquie.

C'est un fait positif, que le projet de document final de la conférence de Berlin reconnaît à nouveau — mais avec plus d'accent — l'autonomie et le droit de chaque parti à sa propre voie vers le socialisme. Mais comment les faire prévaloir en pratique, si on se contente de la violation de ces principes — comme l'intervention armée en Tchécoslovaquie de 1968 — est passé sous silence ? Si l'on affecte de penser que tout cela appartient au passé ?

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un passé révolu ; un demi-millions de communistes exclus du parti des centaines de citoyens enfermés dans un ghetto sans droits civiques, leurs enfants empêchés de poursuivre leurs études, le meilleur des scientifiques et intellectuels inscrits sur les listes noires... telle est la réalité de la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui. Les partis communistes réunis à Berlin ne doivent pas rester indifférents devant le fait que la Tchécoslovaquie est avec l'Espagne, le seul pays européen où les communistes sont en prison ; parmi deux anciens membres du comité central du parti communiste tchécoslovaque, Milan Hložil et Jaroslav Šabata qui ont défendu des conceptions du socialisme proches de celles de MM. Berlinguer, Marchais et Carillo.

On peut répondre, qu'il s'agit malheureusement — des affaires intérieures de ce pays et de ce parti et qu'on n'y peut rien. Mais Zdenek Mlynar, membre de la direction Dubcek, a raison quand il écrit dans sa lettre ouverte aux communistes et socialistes européens : « En réalité, sous le prétexte qu'il s'agit d'affaires intérieures, le courant d'opinion qui s'efforce de lier le socialisme et la liberté, le même socialisme en Europe est mis hors la loi en Tchécoslovaquie. Aux partis communistes et socialistes d'Europe de juger s'il s'agit d'une affaire intérieure de la direction actuelle du parti communiste tchécoslovaque, ou si, bien au contraire, il ne s'agit pas d'un procédé politique, qui lèse les intérêts du socialisme européen et donc leurs propres intérêts ».

Il est donc de l'intérêt de la progression du socialisme en Europe que les communistes tchécoslovaques privés de la carte du parti — et avec eux tous ceux qui croient à l'alternance socialiste — demandent à MM. Marchais, Berlinguer et Carillo, (ce dernier l'a d'ailleurs proposé lui-même l'année dernière) de protéger M. Dubcek et ses camarades contre l'accusation d'avoir « trahi » et de leur faire donner la possibilité d'exprimer leur point de vue dans leur pays. Dans le même esprit, dirigeants doivent demander la libération des prisonniers politiques et la cessation de toute répression, car c'est la condition nécessaire au dialogue et à la réconciliation nationale. Enfin — et surtout — ils doivent demander à M. Brejnev de retirer les troupes soviétiques du territoire tchécoslovaque pour que l'intervention militaire de 1968 puisse être vraiment classée parmi « les événements passés ». La sécurité de l'U.R.S.S. ne pas du tout affectée par ce geste de bonne volonté, et la cause du socialisme en Europe en sera renforcée.

Bien sûr, il est possible de ne parler à Berlin que de principe très généraux, en ignorant la situation à Prague. Un tel silence enlèverait une bonne partie de la crédibilité au projet de socialisme dans la liberté. Le silence sur la Tchécoslovaquie serait plus grave encore : il confirmerait la conception soviétique, l'autonomie des partis communistes n'est reconnue que tant que ces partis n'accèdent pas au pouvoir ; après les règles changent au nom de l'unité des pays socialistes.

(*) Ancien directeur de la télévision tchécoslovaque.

Un entretien Brejnev-Tito

(Suite de la première page.)

On ignorait encore mardi matin quand M. Georges Marchais prendrait la parole. La délégation française, qui comprend également MM. Jean Kanapa, Etienne Fajon, Jacques Denis et Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier, n'est arrivée à Berlin-Est (via Berlin-Ouest) que vers minuit.

La journée de lundi a été mise à profit par M. Brejnev (qui était arrivé dimanche de Moscou) pour rencontrer le maréchal Tito. Aucun détail n'a été publié sur cette entrevue, la première depuis l'automne 1973, date à laquelle les deux hommes s'étaient retrouvés à Kiev. Le discours du maréchal Tito est également attendu avec un grand intérêt dans la mesure où la Yougoslavie a été le pays le plus difficile à convaincre de se rendre à Berlin-Est.

Les Yougoslaves laissent entendre, d'autre part, que leur présence ne constitue pas une approbation inconditionnelle du document final, qui sera adopté mercredi soir. Le

président Tito pourrait même émettre des réserves sur certains passages de ce texte, qu'on déduit déjà de la conduite entre partis communistes, plutôt que comme un texte contraignant : c'est cette idée qui paraît la plus neuve. Alors que Moscou a toujours tenté de faire accepter aux autres partis communistes — et y a longtemps réussi — la notion de devoir sacré à l'égard du « premier pays socialiste du monde », bon nombre de partis se rebellent aujourd'hui contre une conception aussi mystique et unilatérale de l'internationalisme et entendent affirmer clairement que la « solidarité internationale » ne peut procéder que d'un choix fait en tenant compte des intérêts nationaux et même de la conjoncture. Il s'agit, en quelque sorte, d'appliquer aux rapports entre partis des critères qui s'appliquent aux rapports entre nations depuis des siècles...

On comprend que cette perspective n'enchante pas Moscou. Au point où en étaient arrivées les choses, l'Union soviétique n'avait cependant pas d'autre possibilité que d'insister pour que la conférence ait lieu à tout prix. Un demi-succès, il est vrai, mais à quel prix ! Les concessions importantes, vaut mieux qu'un échec flagrant, d'autant plus que la presse soviétique et celle de la plupart des pays de l'Est ne se privera sans doute pas de présenter la réunion de Berlin-Est comme une impressionnante manifestation de l'internationalisme prolétarien. Quoi qu'il s'y dise.

J. A.

RÉSOLU A GARANTIR UNE « STABILISATION POLITIQUE »

Le nouveau chef de l'État met en garde la droite et l'extrême gauche

De notre correspondant

Lisbonne. — Les résultats des élections posent deux questions essentielles : comment pourra-t-on évaluer politiquement la « majorité présidentielle », quelles conséquences les partis — notamment le P.S. et le P.C.P. — tireront-ils de ces résultats ? Les réponses à ces questions semblent d'autant plus importantes qu'elles peuvent limiter l'efficacité du prochain gouvernement socialiste. Celui-ci doit, d'une part, éviter de se trouver en contradiction avec la base sociale et politique d'appui au président de la République ; d'autre part, faire accepter par les travailleurs les mesures impopulaires, imposées par la mauvaise situation économique du pays.

Certains dirigeants politiques, notamment ceux du P.P.D., ont très vite tiré les conclusions des résultats obtenus par le général Eanes. Celui-ci n'aurait bénéficié que d'une partie des voix de l'électorat socialiste. L'autre partie aurait préféré voter soit pour l'amiral Azevedo, soit pour le commandant Otelo de Carvalho. Les transfuges du P.S. se partageraient alors en deux groupes : ceux qui auraient été attirés plutôt par la personnalité du premier ministre, et les « marxistes », qui auraient refusé le modèle proposé par le nouveau président de la République.

Le P.S. pourrait être amené à trancher entre ses deux courants

A partir de là, deux constatactions : l'influence du P.S. au niveau du pouvoir politique, devrait être réajustée en tenant compte de la nouvelle représentation électorale de ce parti ; il serait possible de former une large majorité gouvernementale constituée par le C.D.S., le P.P.D. et le courant socialiste du P.S. Les résultats des élections pourraient donc amener le P.S. à trancher, une fois pour toutes, entre les deux courants qui s'opposent en son sein ; le courant modéré étant majoritaire.

La candidature du commandant Otelo de Carvalho quant à elle, posait au moins une question. Soulevé par des formations politiques qui représentaient 3 % de l'électorat, jusqu'à quel point pourrait-il attirer les électeurs de gauche appartenant aux autres partis ? Sa campagne

électorale a été extrêmement habile. Il a refusé le socialisme. Il est apparu comme le représentant des « conquêtes révolutionnaires » des travailleurs. « Le vote pour Otelo », a déclaré le ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardozo, dirigeant socialiste, « est une manifestation de révolte contre les orientations qui cherchent à enfoncer la volonté populaire dans des appareils bureaucratiques et partisans. Ignorer cette réalité correspondrait à pratiquer la politique du faucheur ».

Le résultat obtenu par les communistes, en revanche, marque l'échec de la ligne politique suivie par M. Álvaro Cunhal. « L'heure n'est pas venue pour le parti communiste de faire son autocritique », avait demandé un journaliste, lors d'une conférence de presse, la nuit des élections. La réponse de M. Pato a pu sembler décevante : « Le peuple aura d'autres occasions pour bien voter. » Et le numéro deux du parti a ajouté : « L'avenir nous dira si c'est le P.C.P. qui doit faire son autocritique. » Le P.C. aura en tout cas fort à faire pour récupérer ses électeurs mécontents. Cela provoque déjà des inquiétudes : ne sera-t-il pas tenté de durcir ses positions ?

Au cours de la réunion de presse tenue lundi par le général Eanes, le nouveau président a jugé, pour sa part, que « la stabilisation politique et sociale était la tâche prioritaire ». De cette stabilisation dépendra le redressement économique du pays. Le respect des lois, notamment de la Constitution, et l'interdiction de « pouvoirs parallèles », ont été les thèmes dominants de son intervention. « Ceux qui aspirent à revenir au 24 avril 1974 ou au 24 novembre 1975 se trompent : ils sont condamnés d'avance par les lois déjà existantes », a-t-il dit. Le but de cette remarque ne pouvait être plus clair : le nouveau président de la République entend mettre en garde aussi bien certains secteurs de droite qui ont appuyé sa candidature, que la « gauche révolutionnaire », tentée aujourd'hui de trop revendiquer.

A propos du prochain gouvernement, il a précisé que tous les partis devaient appuyer son programme à partir du moment où celui-ci sera approuvé par l'assemblée législative. « Cela nous permettra de distinguer quels sont les partis patriotes et ceux qui mettent leurs intérêts au-dessus des intérêts nationaux », a ajouté le général Eanes.

Répondant à un journaliste qui s'inquiétait de savoir comment seraient définies les partis « antipatriotes », le général Eanes a donné sa conception de l'opposition qui, selon lui, « doit être constructive et ne doit pas être systématique ».

JOSÉ REBELO.

La victoire du général Eanes

est plus nette dans le nord du pays

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Le général Ramalho Eanes arrive en tête dans tous les départements, sauf celui de Setúbal, dont la partie septentrionale abrite les grandes industries de la région de Lisbonne, notamment les chantiers navals de Lisnave et de Setúbal — où il est devancé par le commandant Otelo de Carvalho. L'avance du chef d'état-major de l'armée de terre sur ses concurrents est partout considérable, sauf dans les deux circonscriptions rurales de l'Alentejo (Beja et Évora). Ici, le traditionnel du P.C., où il est talonné par l'ancien chef du Copcon.

Le score du général Eanes dépasse 50 % dans quarante des vingt-deux circonscriptions conti-

le 25 avril (soit un peu moins de 10 %), on voit que le général Eanes et l'amiral Pinheiro de Azevedo, à eux deux, recourent le nombre de voix des trois formations qui avaient appelé à voter pour le chef d'état-major de l'armée de terre (additionnées de celles des petits partis maoïstes ayant aussi fait campagne pour lui). En revanche, MM. Pato et Otelo de Carvalho obtiennent une fois faite la correction des 10 %, environ deux cent soixante-quinze mille voix de plus que le total des suffrages communistes et gauchistes du 25 avril dernier. D'où vient la différence ? Il y a eu, pour les législatives, plus de deux cent mille bulletins nuls,

RÉSULTATS GLOBAUX

| | | | |
|----------|---------------------|-------------|---------------------|
| Inscrits | 6 477 484 | Eanes | 2 867 414 (61,54 %) |
| Votants | 4 885 624 (75,42 %) | Azevedo | 692 382 (14,36 %) |
| Blancs | 20 331 (0,42 %) | Pato | 365 371 (7,58 %) |
| Nuls | 43 734 (0,9 %) | De Carvalho | 796 392 (16,52 %) |

RÉSULTATS PAR DÉPARTEMENTS

| DEPARTEMENTS | CANDIDATS | | | |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | EANES | AZEVEDO | PATO | CARVALHO |
| (Nombre de voix et pourcentage.) | | | | |
| Aveiro | 217 389 (74,4) | 46 346 (15,8) | 77 866 (2,6) | 29 361 (6,2) |
| Beja | 36 219 (34,5) | 7 396 (6,9) | 26 894 (25,6) | 34 330 (32,9) |
| Braga | 218 439 (70,2) | 39 693 (12,9) | 8 530 (2,7) | 23 689 (8) |
| Bragança | 67 593 (82,5) | 9 337 (11,4) | 2 167 (2,6) | 2 723 (3,3) |
| Castelo Branco | 96 828 (76,2) | 10 927 (8,6) | 4 833 (3,8) | 14 393 (11,3) |
| Coimbra | 147 966 (71,9) | 29 638 (14,1) | 8 897 (4,3) | 19 861 (9,6) |
| Évora | 39 847 (36) | 10 500 (9,5) | 21 726 (19,6) | 38 509 (35,8) |
| Faro | 87 590 (32,8) | 24 331 (9,4) | 12 696 (4,7) | 41 018 (24,7) |
| Guarda | 88 431 (82,8) | 11 104 (10,4) | 2 558 (2,4) | 4 528 (4,2) |
| Léiria | 156 404 (76,6) | 20 109 (9,8) | 8 915 (4,3) | 18 682 (9,1) |
| Lisbonne | 582 103 (52,5) | 132 600 (12,2) | 112 395 (10,2) | 259 915 (23,9) |
| Portalegre | 47 665 (36,1) | 10 893 (8,2) | 12 258 (9,4) | 14 122 (10,6) |
| Porto | 450 256 (60,4) | 169 910 (22,8) | 38 948 (5,1) | 86 356 (11,5) |
| Santarém | 141 397 (38,6) | 31 564 (8,1) | 19 834 (5,1) | 48 370 (20) |
| Setúbal | 96 739 (29,8) | 31 166 (9,6) | 69 819 (21,6) | 135 495 (41,8) |
| Viana do Castelo | 67 136 (74,4) | 17 174 (19,7) | 4 362 (5,1) | 8 875 (9,9) |
| Vila Real | 91 261 (81,2) | 12 604 (11,2) | 2 433 (2,1) | 4 332 (4) |
| Viseu | 155 530 (81,1) | 25 671 (13) | 3 490 (1,8) | 7 477 (3,9) |
| Angra do Heroísmo | 30 645 (86) | 3 073 (8,6) | 585 (1,6) | 1 302 (3,6) |
| Horta | 16 148 (84,3) | 1 923 (10) | 471 (2,4) | 609 (3,1) |
| Ponta Delgada | 33 260 (71,1) | 11 104 (23,2) | 2 870 (6,1) | 1 181 (2,5) |
| Funchal | 76 417 (72,3) | 17 078 (16,1) | 2 562 (2,4) | 9 510 (9) |

mentales et insulaires. Hormis Setúbal, Beja et Évora, l'encre est plus « mauvaise » dans l'Algarve, à l'extrême sud du pays, et à Lisbonne, Portalegre et Santarém — trois départements situés dans le Portugal central. On retrouve donc, dans une certaine mesure, la classique opposition entre les zones conservatrices du Nord et des archipels (où le général Eanes est partout au-dessus de sa moyenne nationale de 61,54 %, sauf à Porto) et le Sud, où il est partout en dessous.

Le commandant Otelo de Carvalho enregistre ses succès les plus spectaculaires dans la banlieue industrielle de Lisbonne (Setúbal) et dans les deux départements de l'Alentejo, Beja et Évora, où il est partout devancé par l'ancien chef du Copcon.

S'agissant de l'amiral Pinheiro de Azevedo, dont la candidature avait un sens plus « personnel » que politique, on note que, dans le Sud, il obtient partout moins de 10 %, et dans le Nord partout de 10 à 20 %, sauf à Porto, où il recueille 22,81 % des voix. En dehors des considérations sentimentales — c'est à Porto qu'il a eu son accident cardiaque et qu'il est actuellement soigné — un facteur politique a certainement joué dans ce cas : dans cette zone, où les militants et sympathisants du P.S. d'origine plus modeste que dans le reste du pays, se situent plus à gauche qu'au plan national pour le premier ministre, c'était nettement refuser la candidature du chef d'état-major de l'armée de terre, trop marqué à droite.

Si l'on considère que, sur l'ensemble des vingt-deux circonscriptions, il y a eu environ cinq cent mille votants de moins que

ce qui est considérable (près de 4 %). Des électeurs très peu politisés et souvent analphabètes avaient été désemparés par la complexité d'un vote où il fallait choisir entre quatorze listes. Le scrutin du 27 juin était, lui, beaucoup plus simple, puisqu'il s'agissait de choisir entre quatre hommes. Il n'y a eu que quarante-quatre mille bulletins nuls (moins de 1 %). On peut évidemment penser que la diminution des bulletins nuls a également profité à tous les candidats, auquel cas il faut admettre qu'une sensible partie des suffrages obtenus par Otelo de Carvalho provient d'anciens électeurs des trois grands partis non marxistes et, bien entendu, spécialement du P.S. On peut également penser que la diminution du nombre des bulletins nuls a surtout profité à l'ancien chef du Copcon — per sonnage très populaire dans les milieux les plus modestes, où la formation politique et le degré d'alphabétisation sont moindres.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le Monde

dossiers

et documents

LE NUMERO DE JUIN EST PARU

- LE VIN EN FRANCE
- LES MARGINAUX DE LA FOI

Le numéro : 2 F.

Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F.

Le Monde

réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande

4, rue des Yvelines, 75437 PARIS cedex 08

L'ouverture de la conférence

De quoi faire rêver un Moscovite

On ne peut pas dire que la conférence des partis communistes européens à Berlin-Est ait été précédée par une première réunion à Karlovy Vary en 1967. À l'époque ce fut une nouveauté : la conférence ne se prononçait-elle pas, il y a neuf ans déjà, pour une coopération de tous les pays européens, pour un dialogue des communistes avec les socialistes et les sociaux-démocrates, ainsi que pour l'autonomie de chaque parti communiste ?

M. Kanapa : un objectif tout simple et très limité

M. Jean Kanapa, secrétaire national du P.S.U., a adressé à Otelo de Carvalho un message de félicitations. « Ta campagne et les rois que tu as recueillis montrent qu'un fort courant existe au Portugal pour le socialisme et le pouvoir populaire », écrit notamment M. Michel Mousel. Ceux qui voudraient enterrer la révolution devront compter avec cette réalité. »

Le 25 avril 1976, le général Eanes arrive en tête dans tous les départements, sauf celui de Setúbal, dont la partie septentrionale abrite les grandes industries de la région de Lisbonne, notamment les chantiers navals de Lisnave et de Setúbal — où il est devancé par le commandant Otelo de Carvalho. L'avance du chef d'état-major de l'armée de terre sur ses concurrents est partout considérable, sauf dans les deux circonscriptions rurales de l'Alentejo (Beja et Évora). Ici, le traditionnel du P.C., où il est talonné par l'ancien chef du Copcon.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE
secrétariat de direction
secrétariat médical
40, rue de Liège - Paris 17
tel. 337 66 66 - 337 62 80

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

De nouveaux contingents syriens auraient pénétré dans le pays

Comme le relate ci-dessous notre envoyé spécial à Beyrouth, la bataille de Tell-El-Zaatar se poursuit avec une violence accrue. Selon les observateurs cités par l'A.F.P., elle aurait fait, en moins d'une semaine, plus d'un millier de morts et environ deux mille blessés. En outre, les combats de dimanche dans les autres secteurs de Beyrouth, dans la montagne et dans le secteur de Tripoli, ont fait cent quatre-vingt-cinq tués et deux cent-quatre-vingt blessés, selon un bilan partiel.

Les Palestiniens signalent par ailleurs que quatre mille nouveaux soldats syriens ont pénétré lundi au Liban avec une colonne blindée pour encercler la localité musulmane de Hermel, à une centaine de kilomètres au nord-est de la capitale. Un bataillon de l'armée syrienne, fort de cinq cents hommes, aurait pour sa part attaqué Aarsal, une localité musulmane située au sud de Hermel. Ces renforts porteraient à seize mille cinq cents le nombre de soldats syriens se trouvant actuellement sur le territoire libanais. Un message de la résistance palestinienne indique également que les Syriens ont entrepris des opérations militaires dans les secteurs de Baalbeck et d'Ayoun-El-Samaneh, et qu'ils poursuivent leur politique d'atomisation en ce qui concerne le retrait de leurs troupes stationnées près de Saida et de Sofar. Le message, qui fait

état d'un plan syro-chrétien visant à la partition du Liban et à la liquidation de la résistance palestinienne, précise en conclusion que le silence des régimes arabes représente un soutien à ce « crime », dont la responsabilité, selon le texte, incombe au régime syrien en particulier.

L'Egypte a déjà réagi à cet appel. Pour la seconde fois en quarante-huit heures, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismaïl Fahmy, a adressé une mise en garde aux chrétiens libanais. « Il est clair, a-t-il dit, que nous assistons à une véritable conspiration pour intensifier les opérations militaires, qui visent principalement la résistance palestinienne... L'Egypte s'opposera à l'application de ce plan. Elle ne doute pas que l'ensemble des peuples et des pays arabes le repousseront également. »

L'évolution des combats autour du camp de Tell-El-Zaatar, dont l'issue reste incertaine, laisse planer le risque d'un affrontement généralisé, car les forces progressistes libanaises et la résistance palestinienne ne semblent pas disposées à accepter la chute de ces camps. Le premier ministre libyen, M. Abdel Salam Jalloud, a envoyé un message au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, lui demandant d'adresser un appel à la Syrie afin qu'elle use de son influence auprès des milices de droite au Liban pour que celles-ci met-

tent un terme à leur offensive contre les camps de Tell-El-Zaatar et de Jisr-El-Bacha. « Si cela n'est pas fait, dit-il, ce sera la fin de l'initiative de paix interarabe et ramènera la crise à son point de départ. »

En attendant, pour soulager les défenseurs des camps palestiniens assiégés par les milices de droite, les forces progressistes ont intensifié leurs attaques de diversion contre les quartiers chrétiens de Beyrouth-Est. Leur initiative la plus marquante a été l'installation de canons de 155 sur le campus de l'Université américaine de Beyrouth, jusqu'ici considéré comme terrain neutre. A partir de cet endroit, les progressistes ont commencé à pilonner le port chrétien de Jounieh. Les forces de gauche ont également intensifié leurs attaques en montagne dans le secteur Aley-Kahlel. D'après la radio phalangiste, des unités du Fath ont pris position autour du village de Deir-El-Kamar, à une distance égale de celle qui sépare les forces conservatrices libanaises du camp de Tell-El-Zaatar. Deir-El-Kamar, village natal de M. Camille Chamoun, a une population presque entièrement maronite. D'autres villages de la région seraient également encerclés. La menace de représailles massives contre les populations de ces villages — en cas de chute du camp de Tell-El-Zaatar — est admise par les phalangistes. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Attaques et contre-attaques se succèdent autour du camp palestinien de Tell-el-Zaatar

Beyrouth. — Un immense champignon de fumée noire s'est élevé durant toute la journée de lundi, 28 juin, au-dessus du port et du centre de Beyrouth. Etalé par le vent, le nuage masquait, en fin de journée, toute la partie est de l'agglomération et les premiers contreforts de la montagne. Sous l'effet des bombardements, un gigantesque incendie avait éclaté au cours de la nuit de dimanche à lundi dans des entrepôts de bois situés sur le port. Vraisemblablement attisé par des tirs de projectiles au phosphore, l'incendie a rapidement gagné les quartiers voisins.

Les combats ne cessent de s'étendre. Pour la première fois depuis le début de la guerre civile, Jounieh, devenue depuis plusieurs mois la capitale du « petit Liban chrétien », a été bombardée par l'artillerie de l'armée du Liban arabe, constituée par des unités de l'ancienne armée libanaise ayant rallié le camp progressiste. Les premiers obus sont tombés dimanche sur le port de Jounieh, peu après le bombardement de l'aéroport international par les forces de droite. Il y aurait eu une dizaine de victimes et d'importants dégâts matériels. Les tirs ont repris, lundi, tout autour de cette cité, située à une vingtaine de kilomètres au nord de Beyrouth, et où une grande partie de la population chrétienne s'est réfugiée. A proximité de la ville, se trouve la résidence du président Franglé, chassé depuis le début de l'année du palais de Baabda. D'autre part, le port de Jounieh est le seul point de ravitaillement pour tout le secteur contrôlé par les forces de droite.

Les phalangistes dans la bataille

Le bombardement de cette ville est la conséquence de l'offensive menée depuis une semaine contre les camps palestiniens de Tell-El-Zaatar, Jisr-El-Bacha et le quartier chrétien (musulman) de Nabaa, par les milices du parti national libéral (P.N.L.) de M. Camille Chamoun, les « gardiens du Cédra », et une fraction de l'armée commandée par le colonel Barakat. La bataille de Tell-El-Zaatar a entraîné une reprise des affrontements sur l'ensemble du front, avec une puissance de feu jamais atteinte dans ce conflit.

Selon les très rares informations que l'on peut obtenir, les combats n'ont jamais été aussi meurtriers. Totalement isolé, le camp de Tell-El-Zaatar tient toujours. Il est vrai qu'il a été transformé en une véritable place forte, quasiment impenétrable de l'avis même des phalangistes. Mais certains dirigeants du P.O.L.P. et du Front progressiste se montrent très inquiets quant au sort de ses défenseurs, qui luttent jour et nuit sans pouvoir être relevés ni recevoir de renforts. La situation ne semble cependant pas meilleure pour les assiégés, qui reconnaissent avoir subi de lourdes pertes.

(Publié)

AUX ETUDIANTS ET ANCIENS DU C.E.C. DE BEYROUTH. Le R.F. Franz Van Aals, Préfet du Centre, approuverait de recevoir les contacts avec les étudiants et anciens du C.E.C. Il se tiendra à leur disposition du 15 au 16 juillet, téléphones au 747-00-80 de 9 h. à 18 h. pour rendez-vous.

De notre envoyé spécial

Événement significatif : depuis dimanche, les troupes phalangistes ont dû se jeter dans la bataille, ce qu'elles s'étaient gardées de faire jusqu'ici. Il semble, en effet, que de graves dissensions soient apparues récemment entre le parti de M. Pierre Gemayel et celui de M. Camille Chamoun. Plusieurs dirigeants phalangistes ont désapprouvé le déclenchement de cette offensive. Mais bien qu'ils s'en défendent, M. Camille Chamoun et les extrémistes de la coalition de droite ont apparemment voulu une fois de plus entraîner tout le camp « chrétien » sur la voie de la partition du pays, après ce qui leur paraît être l'échec de l'intervention syrienne contre les partis progressistes et les Palestiniens.

La mission de médiation de M. Jalloud paralysée

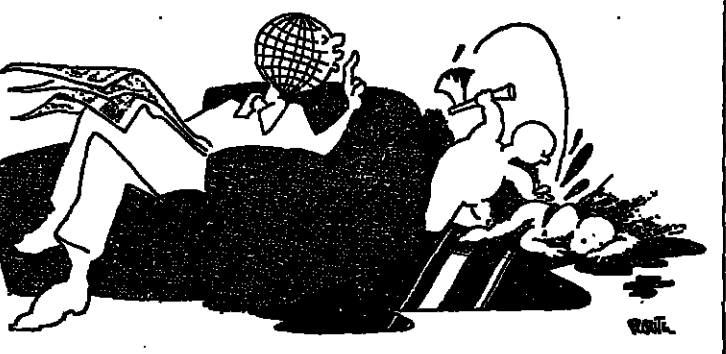
Cette opération vise, en effet, une fois de plus, à faire sauter le « verrou » du secteur de Tell-El-Zaatar, situé sur les arrières des quartiers

chrétiens de Beyrouth. En janvier dernier, une pareille offensive avait déjà été tentée par les forces de droite au même endroit, avant que la Syrie n'obtienne un cessez-le-feu et le principe d'un accord politique qui devait aboutir à l'élection du nouveau président de la République, M. Elias Sarkis.

Pour le moment, les forces progressistes et palestiniennes multiplient les contre-attaques, les tirs d'artillerie lourde et de roquettes de gros calibres sur toutes les positions adverses, pour essayer de contraindre les partis de droite à desserrer l'étau autour de Tell-El-Zaatar. Les phalangistes et leurs alliés ripostent, si bien qu'aucun quartier de Beyrouth n'est épargné par les obus.

Cette situation continue de paralyser les contacts politiques ainsi que la mission de médiation du premier ministre libyen, M. Abdel Salam Jalloud. Après le report de sa rencontre avec M. Sarkis, on ignore si lundi s'il serait en mesure, pour négocier un cessez-le-feu, de se rendre auprès de M. Soleiman Franglé, l'ancien président de la République, qui refuse toujours de se retirer.

FRANCIS CORNU.



(Dessin de Pletu.)

Le Comité de solidarité franco-libanaise demande le soutien de la France

Au cours de la soirée d'information organisée, lundi 28 juin, par le Comité de solidarité franco-libanaise (1), l'un des orateurs, M. Jacques Nantat, écrivain, a affirmé qu'il était faux de prétendre qu'au Liban les riches étaient les chrétiens et les pauvres les musulmans. « Malheureusement, a-t-il ajouté, tout a été troublé dans ce pays par la présence des Palestiniens, qui avaient pourtant été reçus en amis. »

Le Père Hayek, après avoir écarté comme « dérisoires » les raisons invoquées en général pour expliquer la guerre civile (disparité sociale, antagonisme confessionnel), attribua le conflit à l'opposition entre un Front du refus palestinien et des minorités, chrétiennes, qualifiant ce conflit de « lutte entre refusés et maquisards ».

M. Antoine T. Aris affirma, lui aussi, que les riches n'étaient pas tous chrétiens, mais seulement 4 à 5 % d'entre eux. Il cita l'un des chefs réputés progressistes, décoré de l'ordre de Lénine, qui était « un féodal multimillionnaire ». M. Aris rappela que des lieux de culte chrétiens avaient été profanés et affirma qu'on y avait trouvé des inscriptions telles que « l'islam est la plus forte ».

A ce moment, un jeune homme se leva dans l'assistance, et voulut interrompre l'orateur. Il fut pris à

partie par plusieurs de ses voisins, et il fallut séparer les antagonistes.

Le Père Riquet, après avoir constaté qu'il était impossible d'imposer une solution de l'extérieur, estima que le retour de la paix dépendait en réalité de la solution du conflit du Proche-Orient, et que celle-ci devrait assurer le droit à l'existence de toutes les nations de la région.

Dans une déclaration distribuée à l'occasion de cette réunion, les membres du Comité de solidarité franco-libanaise ont affirmé qu'il était « urgent que la France, fidèle à sa tradition, apporte une fois de plus son soutien au Libanais qui luttent aujourd'hui pour sauvegarder l'identité d'un Liban souverain, pluraliste et démocratique, dans sa fidélité à une double vocation culturelle de l'Orient et de l'Occident ».

R. D.

(1) 90, rue de Rennes, 75006 Paris.

VOS CIRCULAIRES
C.V., TARIFS, ETC., EN OFFSET
EN MOINS D'UNE HEURE
345.21.62
346.00.28
36, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE L'O.U.A. A L'ÎLE MAURICE

La Somalie n'a pas renoncé catégoriquement à ses revendications sur Djibouti

De notre envoyé spécial

Port-Louis. — L'Afrique ne veut ni de M. Ali Arif ni d'une indépendance « factice » au Transkei. Voilà deux verdicts que le « sommet » de l'O.U.A. sera invité à prononcer quand il se réunira, du 2 au 5 juillet, dans l'île Maurice. Les autres recommandations des ministres des affaires étrangères, dont la conférence devrait prendre fin mardi 29 juin, offriront moins de relief, comme s'il s'agissait de variations sur des thèmes assez familiers.

Les ministres ayant fait leurs recommandations de la commission d'enquête dépechée sur place au printemps, la carrière politique de M. Arif, ex-président du conseil du T.F.A.I. devrait s'achever bientôt. Quatre sur cinq de ses interlocuteurs locaux ont indiqué à l'O.U.A. qu'ils ne voulaient pas former en sa compagnie la coalition qui réclame l'O.U.A. avant des élections. Il reste à voir si M. Arif aura sa place autour de cette « table ronde » de dirigeants locaux que l'O.U.A. invite à se réunir le plus tôt possible, à l'île Maurice ou au Ghana.

Les ministres ont souligné, par ailleurs, que le « sommet » lance un appel à tous les pays membres de l'O.U.A., en particulier à l'Éthiopie et à la Somalie, pour qu'ils respectent l'indépendance et l'intégrité territoriale du futur État. La Somalie se refuse encore à renoncer catégoriquement à ses revendications sur la péninsule Côte française des Somalis. Sur ce point, de loin le plus important, la conférence des ministres ne paraît pas avoir fait des progrès. Les Éthiopiens ont offert aux Somaliens de signer

avec eux un projet de déclaration commune qui semble s'être diluée dans les recommandations qui seront soumises à la conférence au « sommet ».

L'O.U.A. semble, d'autre part, vouloir, à propos du Transkei, donner une certaine portée à son refus attendu de reconnaître l'indépendance de ce Transkei sud-africain quand elle sera prononcée, en octobre. Le « sommet » de l'O.U.A. sera invité à valider une résolution demandant à tous les États membres de ne pas reconnaître « l'indépendance factice du Transkei ». Cette détermination, renforcée par la tierce de Soweto, risque de réduire les chances du Transkei d'être reconnu par les quelques gouvernements qui auraient été prêts à le faire en dehors de ce continent.

Au sujet du Sahara occidental, les ministres se contentent de rappeler que « le processus de décolonisation n'a pas été conforme aux résolutions de l'O.U.A. et de l'ONU » et que « le droit à l'autodétermination doit être appliqué » dans cette région trouble. Le Maroc et la Mauritanie ont émis des réserves attendues sur ce texte. Mais, selon le porte-parole de l'O.U.A., seuls les représentants du Gabon et du Sénégal seraient venus leur prêter main forte au cours des débats, ce qui laisse entendre que les thèses nigériennes bénéficient d'un fort courant favorable. Les ministres ont toutefois recommandé que les États africains demeurent libres de reconnaître ou non la jeune République sahraïenne apparue par Alger.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Algérie

Le référendum sur la charte nationale a été marqué par un taux de participation élevé

De notre correspondant

Alger. — Selon les résultats officiels annoncés lundi soir 28 juin, la charte nationale a été approuvée par 98,51 % de « oui », avec une participation sans précédent de 97,38 %, comme l'écrit El Moudjahid. Le ministère de l'Intérieur précise qu'il y avait 7 821 237 inscrits et 6 982 794 votants. Le nombre des « oui » s'est élevé à 6 825 392, celui des « non » à 1 157 402, soit 14,6 %, et celui des bulletins nuls ou blancs à 34 000. Les wilayas (département) d'Adrar vient en tête des « non », avec 7,01 % (41 877 bulletins sur 59 734 suffrages exprimés), suivie d'Alger (6,83 %, soit 37 610 bulletins sur 546 788 suffrages exprimés). Les abstentions sont également importantes dans la capitale, puisque, sur 805 130 électeurs inscrits, il n'y a que 565 529 votants (69,12 %) sur lesquels 9 733 ont déposé un bulletin blanc ou nul.

Ces résultats ont surpris par leur ampleur la plupart des observateurs, dans la mesure où le taux de participation aux élections communales et départementales est habituellement de l'ordre de 70 à 75 %. Les taux de participation donnés dimanche à 18 heures par le ministère de l'Intérieur — trois heures avant la clôture du scrutin dans les grandes villes côtières — ne laissent pas non plus prévoir un tel raz de marée.

En effet, dans les trois ou quatre wilayas où sont concentrés 60 % de la population algérienne, la proportion des votants oscillait entre 65 et 77 %. Il est vrai que dans les zones côtières il a pu l'après-midi, alors qu'il avait fait beau le matin, ce qui a incité nombre de citoyens à aller voter en rentrant de la plage. La faiblesse de la proportion des votants a été calculée par rapport

à celle des inscrits n'apparaît pas clairement. Le recensement n'ayant pas encore eu lieu, le droit de vote ayant été récemment ramené de dix-neuf à dix-huit ans, et de ce fait les listes électorales n'étant pas à jour, les citoyens avaient été autorisés à se faire inscrire — s'ils ne l'avaient pas déjà fait — au moment du vote, en produisant les pièces d'identité nécessaires.

Dans les bureaux de vote d'Alger où nous avons assisté au dépouillement du scrutin (le Monde du 29 juin), la proportion de « non » oscillait entre 10 et 14 %, et celle des bulletins blancs ou nuls entre 4 et 5 %. D'autres bureaux ayant totalisé 100 % de « oui », les chiffres donnés par le ministère de l'Intérieur recoupent les sondages que nous avons effectués dans la capitale. Toutefois, quand on sait que le dépouillement du scrutin n'est pas normalement suivi par le public à Alger, quelques journalistes étrangers avaient été exceptionnellement admis à assister aux opérations, on peut se demander si en province des fonctionnaires zélés n'ont pas tenté d'embellir les résultats.

PAUL BALTA.

● L'Association des amis de la République arabe sahraïenne, démocratique annonce dans un communiqué qu'elle organise, le jeudi 1^{er} juillet, à 30 h. 30, 44, rue de Rennes à Paris, une soirée à la mémoire d'El Oual Mustapha, secrétaire général du Front Polisario, tué début juin lors de l'attaque dirigée contre la capitale mauritanienne par les combattants du Front.

● Association des amis de la R.A.S.D. B.P. 236, 75264 Paris Cedex 06.

Le Monde publie, en langue anglaise, un numéro spécial de 18 pages

AMERICA'S FIRST TWO CENTURIES: A TALE OF TWO WORLDS

Ce cahier, de la série « Dossiers et Documents », regroupe l'ensemble des articles publiés à l'occasion du Bicentenaire des États-Unis d'Amérique.

À sommaire :
Pages 1 à 9 : Politique et histoire avec la collaboration d'Ulans Bonnel, Jeanine Brun, Alain Clément, Marcus Cunliffe, Roger Errera, André Fontaine, Jack P. Greene, Jean-Jacques Lantz, René Rémond, John Shry et Edmond Wright.

Pages 10 à 14 : Arts et Spectacles Théâtre : Colette Godard et Guy Scarpetta. Cinéma : Louis Marcollet et Jacques Stiller. Musique : Yves Bourde. Arts : André Chastel.

Pages 15 à 18 : Littérature américaine contemporaine Avec la collaboration de Carlos Fuentes, Pierre Kyria, Kate Millet, Pierre-Yves Pétillon et Françoise Wagnier.

Ce dossier est disponible au « Monde » 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. Prix de vente en France : 5 F.

Après la condamnation
Luanda veut la
contre l'envoi

Luanda
Après la condamnation
Luanda veut la
contre l'envoi

Tchad
Dans une interview
à l'agence Gamet

LE QUATRE SE DIT
DES ÉLECTIONS POLITIQUES
DE LA FRANCE

LES AUTORITÉS LAO
CHANGEMENT DE LA
NATIONALE DE LA
RÉPUBLIQUE LAO
LE 1^{er} JUILLET 1976
Le 1^{er} juillet 1976, le peuple laotien a élu son président et ses députés. Cette élection a été marquée par une participation très élevée des citoyens. Le nouveau président, M. Kaysone Phommavihane, a été élu avec une large majorité. Les députés ont été élus dans une atmosphère de calme et de sérénité. Cette élection est considérée comme une victoire pour le peuple laotien et pour la République démocratique populaire du Laos.

A TRAV

Laos

LES AUTORITÉS LAO
CHANGEMENT DE LA
NATIONALE DE LA
RÉPUBLIQUE LAO
LE 1^{er} JUILLET 1976
Le 1^{er} juillet 1976, le peuple laotien a élu son président et ses députés. Cette élection a été marquée par une participation très élevée des citoyens. Le nouveau président, M. Kaysone Phommavihane, a été élu avec une large majorité. Les députés ont été élus dans une atmosphère de calme et de sérénité. Cette élection est considérée comme une victoire pour le peuple laotien et pour la République démocratique populaire du Laos.

Pologne

LES PREMIERS
SOUTIEN A M.
LES ENSEMBLES
SOWETO SOUTIENS
le lundi 28 juin, M. O.
von Lieres, procureur

République Sud-Africaine

LES PREMIERS
SOUTIEN A M.
LES ENSEMBLES
SOWETO SOUTIENS
le lundi 28 juin, M. O.
von Lieres, procureur

صكنا من الامم

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE L'O.U.A. A L'ILE MAURITIE

La Somalie n'a pas renoncé catégoriquement à ses revendications sur Djibouti

Port-Louis, 28 juin. — La conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) s'ouvre à l'île Maurice. Les délégués des cinquante-neuf États africains se réunissent pour discuter des problèmes de l'Afrique. La Somalie, représentée par le général Mohamed Siyad Barre, a déclaré qu'elle n'avait pas renoncé à ses revendications sur Djibouti. Elle a également souligné son soutien à l'unité africaine.

Les délégués des différents États africains ont discuté des problèmes de l'Afrique. La Somalie, représentée par le général Mohamed Siyad Barre, a déclaré qu'elle n'avait pas renoncé à ses revendications sur Djibouti. Elle a également souligné son soutien à l'unité africaine.

Les délégués des différents États africains ont discuté des problèmes de l'Afrique. La Somalie, représentée par le général Mohamed Siyad Barre, a déclaré qu'elle n'avait pas renoncé à ses revendications sur Djibouti. Elle a également souligné son soutien à l'unité africaine.

Algérie

Le référendum sur la charte fondamentale par un taux de participation élevé

Algérie, 28 juin. — Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

Le référendum sur la charte fondamentale a eu lieu hier. Le taux de participation a été élevé, atteignant environ 80%. Les citoyens ont voté pour la charte fondamentale, qui définit les principes de la démocratie et de la justice en Algérie.

AFRIQUE

Angola

Après la condamnation à mort de trois Britanniques et d'un Américain Luanda veut lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique

Un tribunal siégeant à Luanda a condamné, lundi 28 juin, quatre mercenaires — trois Britanniques et un Américain — à la peine de mort. Neuf autres ont été condamnés à des peines de prison allant de seize à trente ans. Le premier ministre britannique, M. Callaghan, est intervenu lundi soir auprès du gouvernement congolais pour lui demander la grâce des trois mercenaires anglais. Le département d'Etat estime que la peine capitale prononcée contre le mercenaire américain est « injustifiée ».

Correspondance

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

Luanda, 28 juin. — L'ambassadeur du Portugal à Luanda a déclaré que le gouvernement angolais ne voulait pas lancer une campagne nationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique. Il a souligné que le gouvernement angolais était prêt à discuter avec les autres pays africains pour résoudre les problèmes de la région.

AMÉRIQUES

Argentine

Le nouveau chef de la police entend mettre fin aux excès de la répression

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

De notre correspondant

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

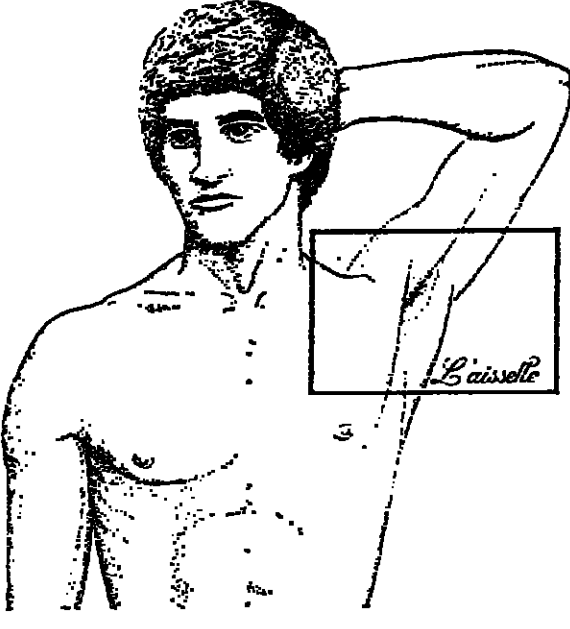
Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Buenos-Aires, 28 juin. — Le général Arturo Corbetta, qui a remplacé à la tête de la police fédérale le général Cesario Cardozo, a déclaré qu'il entend mettre fin aux excès de la répression. Il a souligné que la police devait respecter les principes de la démocratie et de la justice.

Sans alcool, sans parfum, les déodorants Kéops respectent ce que la nature a toujours protégé.



Abritée d'un côté par le bras, de l'autre par le buste, l'aiselle est une des parties du corps les plus fragiles. Conséquence : l'aiselle est particulièrement sensible à tout ce qui peut constituer un risque d'irritation. C'est pourquoi les déodorants Kéops ne contiennent aucun agent irritant. Absence d'alcool, responsable des irritations qui peuvent être le point de départ des réactions allergiques. Absence d'essences parfumées et d'antiseptiques halogénés reconnus

comme irritants pour l'épiderme. Les déodorants Kéops contiennent un nouveau principe qui supprime l'odeur de la transpiration sans bloquer cette fonction naturelle. La gamme des déodorants Kéops comprend un atomiseur, un stick, un savon, un talc, et depuis peu, un déodorant à bille. Elle est agréée par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.



Déodorants Kéops. Conçus sans éléments irritants.

A TRAVERS LE MONDE

Laos

LES AUTORITES LAOTIENNES ONT ANNONCÉ LE CHANGEMENT DE LA MONNAIE NATIONALE. Le Kip Pot Poy fondé sur la valeur du travail du peuple a été remplacé par le Kip qui avait cours à Vientiane. La nouvelle monnaie était utilisée depuis de nombreuses années dans les zones contrôlées par le Pathet-Lao. Elle vaut vingt fois moins que l'ancienne (60 kips correspondent aujourd'hui à 13 FFF). Ces dernières semaines, l'ancien kip s'échangeait clandestinement jusqu'à 14 000 pour un dollar. Mercredi 16 juin, les autorités ont commencé à distribuer à la population entre 5 000 et 10 000 nouveaux kips par famille. (A.F.P.)

Pologne

UN GRAND MEETING DE SOUTIEN A M. GIEREK, réservé aux seuls porteurs de badges blancs avec drapeau rouge, a eu lieu à Varsovie au stade du Decennaire. M. Kempa, membre du bureau politique du parti, a précisé que des manifestations contre les hausses de prix avaient eu lieu également à Plock (cent mille habitants), centre pétrochimique du pays, et que certains établissements avaient cessé de travailler ; il s'agissait de la grande coutellerie. Karol Swierczewski (cinq mille ouvriers) et de l'usine Tewa (deux mille ouvriers) produisant des transistors. (A.F.P.)

République Sud-Africaine

LES PREMIERS PROCES DES EMEUTIERS DE SOWETO s'ouvriront la semaine prochaine, à annoncer le lundi 28 juin. M. O. Karl von Lieres, procureur général

Thaïlande

VIOLENT ACCROCHAGE A LA FRONTIERE DU CAMBODGE. Des unités cambodgiennes et thaïlandaises se sont affrontées, lundi 28 juin. Selon Bangkok, une quinzaine de Cambodgiens ont été tués ; cinq Thaïlandais ont été blessés. La radio a indiqué que les Khmers ont franchi la frontière en quête de nourriture. (A.F.P.)

Yugoslavie

TROIS SERBES DE BOSNIE, DONT UN PRETRE ORTHODOXE, ont été condamnés, lundi 28 juin, à Sibenice (Bosnie), à des peines de quinze, neuf et sept ans de détention à régime sévère pour activités subversives. Il leur a été reproché d'avoir eu en France, aux Etats-Unis et en Yougoslavie même des contacts avec des émigrés serbes affiliés à des organisations terroristes. Les trois serbes ont été libérés à la propagande anti-yougoslave. (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Pérou

La monnaie est dévaluée pour la seconde fois en moins d'un an

Correspondance

Lima. — La monnaie péruvienne a été dévaluée, le lundi 28 juin, de 44 %. La nouvelle parité sera désormais de 65 soles pour 1 dollar, contre 45 soles précédemment. D'autres mesures économiques sont attendues incessamment à Lima : on prévoit notamment une très forte hausse du prix de l'essence, qui pourrait doubler, et une augmentation parallèle des salaires, qui seraient ensuite gelés pendant une certaine période. Ce train de mesures paraît susciter de vives discussions au sein du gouvernement militaire, qui tenait lundi soir une nouvelle session extraordinaire, la troisième en quatre jours, dans un climat politique pesant.

Par leur ampleur, ces décisions apparaissent comme les plus drakonniennes qui aient été prises par le régime militaire. Mais ce ne sont pas les premières :

Canada

La querelle du bilinguisme

LES PILOTES ET LES CONTRÔLEURS SUSPENDENT LEUR MOUVEMENT DE GRÈVE

Les pilotes et les contrôleurs du trafic aérien ont accepté, le lundi 28 juin, de suspendre le mouvement de grève déclenché il y a quatre jours, à la suite de la réapplication du bilinguisme dans les communications. M. Otto Lang, ministre des transports, a annoncé qu'une enquête serait confiée à la commission fédérale sur le bilinguisme et la sécurité.

Le gouvernement s'est engagé à limiter l'extension de l'utilisation du français aux aéroports de Québec et de l'Ontario. Le bilinguisme est en cours depuis 1974, et à sanctionner les pilotes et contrôleurs francophones qui utiliseraient le français dans les aéroports internationaux de Montréal pendant la durée de l'enquête.

Cet accord entre le gouvernement et les syndicats anglophones a suscité un vif mécontentement des pilotes et des contrôleurs francophones du Québec, qui y voient une « reddition » du gouvernement devant les exigences des anglophones. — (A.F.P., U.P.I.)

depuis un an environ, les mesures destinées à lutter contre la crise économique se succèdent. En juin 1975, le gouvernement avait décidé une hausse générale des prix et des salaires. En septembre, la monnaie péruvienne subissait une légère dévaluation. A la mi-janvier, une forte hausse des prix de l'essence, des transports et des produits alimentaires était annoncée. Par la suite, diverses mesures partielles visaient à réduire les importations de produits non essentiels.

La situation économique que connaît, pour le moment, le Pérou est véritablement critique. La balance des paiements présentait, en 1975, un déficit de 1 milliard et demi de dollars. On ne prévoit qu'une légère amélioration pour cette année. La dette extérieure totale atteint quelque 3 milliards 700 millions de dollars. Et, surtout, le niveau des réserves de devises semble actuellement proche de zéro, bien qu'aucun chiffre précis ne soit fourni de source officielle. En fait, le pays risque de se retrouver au bord de l'état de cessation de paiements. Face à cette perspective, le Pérou négocie présentement une série de prêts pour un montant de 400 millions de dollars auprès des milieux financiers nord-américains. Ceux-ci, ce dimanche-on à Lima, ont-ils fait pression sur le gouvernement péruvien afin qu'il adopte les mesures d'austérité actuellement en cours de promulgation ?

Quels seront les effets des mesures décidées lundi ? Les milieux bancaires de Lima font preuve d'un certain scepticisme. Ils soulignent que pour les principaux produits exportés par le Pérou la demande est relativement faible. Quant aux importations, beaucoup ont déjà été réduites au minimum indispensable. Dans ces conditions, l'effet de la dévaluation sur la balance des paiements pourrait ne pas correspondre aux espérances.

De plus, on s'interroge sur les conséquences sociales de ces mesures : l'augmentation de salaires prévue risque d'être loin de compenser la forte hausse prévisible des produits de consommation, ce qui aurait pour effet d'alourdir un climat social déjà tendu. Les divergences politiques croissantes au sein du gouvernement paraissent de toute manière rendre bien difficile l'élaboration d'une stratégie économique cohérente.

THIERRY MALINAK.

Océan Indien

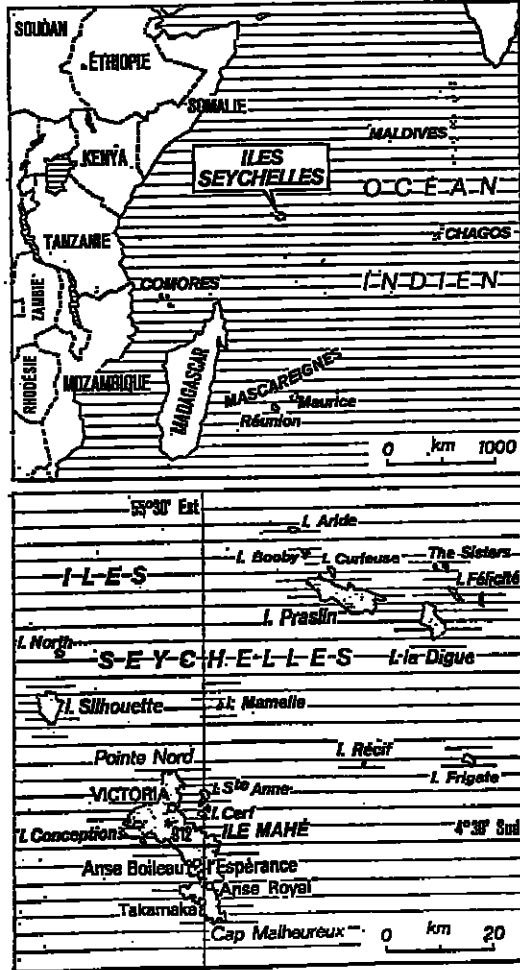
Les Seychelles ont accédé à l'indépendance

Victoria (A.F.P., Reuters). — Le drapeau britannique a été solennellement abaissé, lundi 28 juin, à Victoria, à l'occasion de l'accession à l'indépendance de la République des Seychelles. Le nouvel État regroupe quarante-cinq îles réparties sur 150 000 kilomètres carrés et situés à 1 100 kilomètres au nord-est de Madagascar et à 2 800 kilomètres de l'Inde. Il compte environ cinquante-huit mille habitants. Les Seychelles étaient une colonie britannique depuis cent soixante-deux ans (1).

Le président de la République, M. James Mancham, chef du gouvernement, a déclaré que l'administration coloniale, et fondateur du Sey-

chelles Democratic Party (S.D.P.), a déclaré que les Seychellois sont « amis de tous et ennemis de personne ». Le premier ministre du gouvernement de coalition est M. Albert René, dirigeant du Seychelles People's United Party (S.P.U.P.), de tendance progressiste.

Une délégation française, conduite par M. Jean de Lipkowski, ministre de la coopération, a assisté aux fêtes de l'indépendance. Un accord de coopération sera prochainement signé entre la France et les Seychelles.



POLITIQUE

Prévention des accidents du travail et protection sociale de la famille

Lundi après-midi 28 juin, sous la présidence de M. Ducloux (P.C.), l'Assemblée nationale a adopté les textes suivants :

● Le projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (deuxième lecture).

Ce texte, premier volet de la réforme de l'entreprise, renforce la sécurité du travail et améliore certaines modalités de la réparation des accidents. Après l'intervention de M. CAILLE (U.D.R.), rapporteur, qui présente les modifications votées par le Sénat (le Monde du 11 juin), M. DURAFOUR, ministre du travail, rappelle que le gouvernement veut compléter le régime actuel de responsabilité pénale pour rendre « plus efficace et plus équitable ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte de nombreux amendements :

— A l'article premier, elle précise, à l'initiative de M. GAU (P.S.), qu'une formation pratique en matière de sécurité sera organisée au bénéfice des travailleurs changeant de technique ou de produit. Cette formation sera également donnée aux travailleurs qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'une durée d'au moins vingt et un jours (amendement de la commission). L'Assemblée supprime, à l'initiative de M. DELEALLE (U.D.R.), l'idée, introduite par le Sénat, selon laquelle la modification de poste n'est suivie d'une période d'adaptation que si elle entraîne une diminution notable de la productivité de ce poste.

— A l'article 2 B relatif à la limitation progressive du travail, elle prévoit la consultation des organisations syndicales pour l'établissement des règlements d'administrations publiques prévus à cet article. Elle précise, contre l'avis du gouvernement, que ces règlements porteront sur la limitation progressive de ces modes et rythmes de travail (amendement de la commission). — A l'article 2 C, introduit par le Sénat, elle précise les pouvoirs du médiateur du travail et prévoit, en cas de désaccord, le recours auprès de l'inspecteur du travail (amendement de la commission).

— A l'article 2, elle précise que la fabrication, la vente et l'importation des substances et préparations dangereuses pour les travailleurs peuvent être limitées ou interdites. Elle supprime l'alinéa introduit par le Sénat relatif à l'obligation d'un visa délivré par l'institut national de recherche et de sécurité pour toute utilisation de substances ou produits nouveaux (amendement de la commission).

A l'article 3, elle précise que

les matériels agricoles doivent être considérés comme des matériels dangereux relevant de contrôles sévères (amendement de la commission).

— A l'article 5, relatif aux sanctions pénales prévues contre les personnes ayant enfreint les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité, elle refuse, à l'initiative de M. GISSINGER (U.D.R.), et contre l'avis de MM. FOYER et LIMOUZY (U.D.R.), l'atténuation des peines résultant du texte adopté par le Sénat. Ce dernier réaffirme le principe du non-cumul des peines.

— A l'article 6, elle étend à l'ensemble du personnel la communication pour avis du plan d'hygiène et de sécurité (amendement de la commission). — A l'article 9, elle précise, à l'initiative de M. LIMOUZY, que l'inspecteur du travail pourra dresser procès-verbal sans mise en demeure préalable quand les faits constatés sont de nature à porter de façon imminente atteinte à l'intégrité physique des travailleurs. Les procès-verbaux fait préciser M. VAUCLAIR (U.D.R.), doit spécifier les dispositions législatives ou réglementaires dont il constate la violation.

— A l'article 10 relatif à la mise en demeure de prendre toute mesure utile pour remédier à une situation dangereuse, elle refuse, à l'initiative du rapporteur, d'inscrire dans la commission des lois l'atténuation des peines, résultat du texte adopté par le Sénat.

— A l'article 11, relatif au recours du chef d'établissement ayant fait l'objet d'une mise en demeure, elle décide, à l'initiative de M. BROCARD (R.I.), de ne pas assimiler l'absence de décision du directeur régional du travail au fait de la réclamation.

— Elle supprime l'article 13 A introduit par le Sénat et relatif à la définition du régime de la délégation de pouvoirs par le chef d'entreprise (amendement de M. Brocard).

— A l'article 14 condamnant l'entreprise à l'élaboration d'un plan de sécurité, elle limite le montant des dépenses imposées au double du montant annuel moyen des cotisations d'accidents du travail qui y sont prélevées dans les cinq années antérieures (amendement de la commission).

— A l'article 23, elle autorise, à l'initiative de M. BONCHOMME (U.D.R.), rapporteur, l'employeur à s'assurer contre les conséquences de la faute inexcusable de ses préposés. Le gouvernement y était défavorable.

— A l'article 29, elle précise, à l'initiative du rapporteur, que les instituteurs des lois sociales en agriculture sont placés sous l'autorité des inspecteurs ;

— Elle supprime l'article 32 bis, introduit par le Sénat, qui prévoyait que les membres du comité d'hygiène et de sécurité bénéficiaient des mêmes protections légales et réglementaires que les membres du comité d'entreprise (amendement de M. Brocard).

Dans les explications de vote, MM. GAU (P.S.) et VILLIA (P.C.) indiquent que leurs groupes voteront, comme en première lecture, contre le projet M. HAMEL (R.I.) y voit au contraire un progrès important en matière de prévention des accidents du travail.

L'ensemble du texte, ainsi modifié, est adopté.

● Projet de loi relatif à la protection sociale de la famille (deuxième lecture).

Mme MISSOFFE (U.D.R.), rapporteur, présente les nombreuses modifications votées par le Sénat (le Monde du 12 juin). Après l'intervention de Mme VEIL, ministre de la santé, M. FONTAINE (N.L. La Réunion) dénonce « la dictature financière intolérable » de la commission des finances de l'Assemblée puis plaide en faveur d'un amendement voté par le Sénat, contre l'avis du gouvernement, étendant l'attribution de l'allocation de parent isolé aux départements d'outre-mer selon les mêmes modalités qu'en métropole et suivant un calendrier identique. M. GABRIEL (app. R.I. Saint-Pierre-et-Miquelon) regrette que les territoires d'outre-mer soient une nouvelle fois oubliés. Il souhaite que cette injustice soit réparée.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte un amendement de la commission garantissant le versement rapide de l'allocation de parent isolé. Mme VEIL accepte l'attribution d'une allocation semblable aux mères isolées résidant dans les DOM à condition qu'elle soit versée selon les modalités et un calendrier différents de ceux de la métropole. Elle espère que les décrets d'application paraîtront en octobre 1976 pour la métropole et en janvier 1977 pour les DOM. Son amendement est adopté par l'Assemblée.

A l'initiative du rapporteur, les députés décident d'étendre les dispositions relatives au congé postnatal aux agents féminins relevant du code de la santé publique.

Une longue discussion s'engage ensuite sur les mesures concernant les jeunes appelés. Après les interventions de MM. FINTE (U.D.R. Seine-et-Marne), de KER-VEGUEN (R.I. Val-d'Oise), rapporteur pour avis, HAMEL (R.I. Rhône), et Mme MISSOFFE, l'Assemblée repousse les amendements qui proposent de revenir aux dispositions plus libérales, adoptées en première lecture par l'Assemblée, en faveur des jeunes

gens responsables d'une exploitation familiale. L'ensemble du texte est adopté.

● L'Assemblée a adopté le rapport de la commission mixte paritaire (senateurs et députés) sur le projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme.

Ce texte, adopté en première lecture par l'Assemblée, par le Sénat, a deux objectifs : limiter les excès de la publicité et protéger les non-fumeurs.

Mme TISNE (U.D.R.), rapporteur, indique que la C.M.P. propose une nouvelle rédaction de l'article 6 bis :

« Dans un délai de deux ans, chaque unité de conditionnement des cigarettes devra comporter la mention de la composition totale, en grammes, de la fumée, ainsi que l'indication de certaines substances dégagées par la combustion du tabac ».

« Le teneur moyenne en nicotine ainsi que les quantités moyennes de goudrons et d'autres substances susceptibles d'être dégagées par la combustion doivent être mentionnées pour chacune de ces unités dans leurs conditions normales d'usage ».

« Un arrêté du ministre de la santé fixera la liste des substances devant être mentionnées, ainsi que les conditions dans lesquelles la présence de ces substances et composants est déterminée ».

Dans le délai de deux ans, chaque unité de conditionnement de tabac ou de produits du tabac devra comporter, en caractères parfaitement apparents, la mention : « Abus dangereux ».

L'Assemblée adopte cette rédaction, ainsi que celle proposée par la C.M.P. pour l'article 7, qui interdit le patronage de manifestations sportives, à l'exception des manifestations automobiles.

A la demande de Mme VEIL, l'Assemblée ramène de deux à un an le délai d'application de cet article, à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

● Le projet de loi, adopté par le Sénat, harmonisant la législation sociale agricole avec les dispositions du régime général (première lecture).

M. BERGER (U.D.R.), suppléant de M. GISSINGER (U.D.R.), rapporteur, analyse le texte voté par le Sénat, texte qui renforce notamment la protection sociale des élèves des établissements d'enseignement technique agricole contre les accidents du travail. Après les interventions de MM. TEEAI-ONERIE, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et HAMEL (R.I. Rhône), l'ensemble du texte est adopté définitivement par l'Assemblée.

● Proposition de loi relative à la création et à la protection des jardins familiaux (deuxième lecture).

Ce texte donne aux associations de jardin familiaux les moyens de se procurer les terrains nécessaires et d'obtenir, en cas d'expropriation, des terrains équivalents. Après les interventions de MM. BOUDET (réf.), suppléant de M. DENIS (R.I.), rapporteur, et de M. MEEAIGNERIE, l'Assemblée adopte le texte, modifié par un amendement du gouvernement étendant les dispositions prévues en cas d'expropriation aux exploitants individuels à condition qu'ils soient membres d'une association.

● Proposition de loi relative à la filiation (première lecture).

L'Assemblée examine les conclusions du rapport de M. FOYER (U.D.R.) sur les propositions de MM. COT (P.S.) et lui-même. La commission des lois a adopté cette dernière dans une rédaction nouvelle qui répond aux préoccupations de M. COT. Le texte adopté, avec l'accord de M. LECANUET, garde des sceaux, allonge les délais prévus par la loi de 1972 pour que les enfants adultérins et incestueux nés avant l'entrée en vigueur de la réforme de la filiation puissent exercer l'action en recherche de paternité ou l'action à fins de subsides.

● Projet de loi relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation des transports (deuxième lecture).

Ce texte allège et libéralise la procédure judiciaire applicable à certaines infractions de la matière de transports. Le Sénat a repris, en deuxième lecture, le texte qu'il avait voté en première lecture mais que l'Assemblée avait rejeté (le Monde daté 6-7 juin).

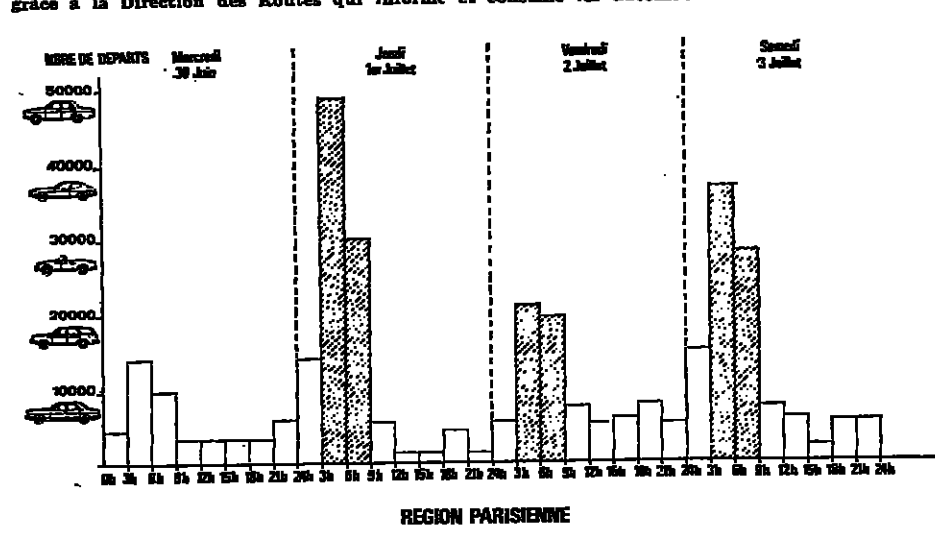
Après les interventions du rapporteur, MM. BOUDET (réf.), rapporteur, et CAVAILLE, secrétaire d'Etat aux transports, les députés adoptent définitivement le projet.

● Projet de loi relatif à la validation des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de ski nordique de fond (deuxième lecture).

Les sénateurs ont ajouté le mot « nordique » à la définition du ski de fond. Les députés, suivant l'avis de leur rapporteur, M. BERNARD-REYMOND (réf.), et après une intervention de M. MAZEAUD, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, se rallient à cette rédaction et adoptent définitivement le texte.

VACANCES 76 CHOISISSEZ VOTRE HORAIRE DE DÉPART

Une partie du plaisir des vacances, c'est de les préparer. Un an, un mois avant, on choisit le lieu, on répète la location. Une semaine avant, c'est l'itinéraire qui commence à préoccuper ceux qui partent en voiture. L'un des moyens d'échapper à ces soucis, c'est de choisir son heure de départ grâce à la Direction des Routes qui informe et conseille les automobilistes sur leurs horaires.



COMMENT LIRE LE SCHÉMA ?

C'est très simple. Il vous suffit de vérifier que votre heure de départ durant l'un des quatre jours ne correspond pas à une colonne hachurée. Si vous êtes dans une des colonnes hachurées, changez votre horaire de départ. Si votre heure de départ correspond à une colonne blanche, maintenez votre horaire de départ. N'ayez aucune inquiétude : vous changez d'heure, tout le monde ne choisira pas la même heure que vous. C'est prouvé statistiquement et par les premières expériences d'été de nos horaires.

Les heures sont marquées par tranches de trois. Pour connaître le détail de la situation de votre région et des régions vers lesquelles vous dirigez, reportez-vous à la suite du texte.

LA SITUATION DANS LA RÉGION PARISIENNE

Dans la Région Parisienne, les quatre jours de départs en vacances (30-6, 1-7, 2-7 et 3-7) seront des jours de circulation particulièrement chargés. En tenant compte des prévisions sur les routes du Sud, notre conseil sera : ne partez pas entre 3 heures et 9 heures du matin durant ces trois jours, mais partez plutôt l'après-midi ou la veille.

Si vous partez vers le Sud, l'autoroute du Soleil est encombrée jeudi de 3 heures à 9 heures du matin et samedi de 3 heures à midi.

Si vous partez par l'autoroute Aquitaine, les bouchons sont attendus au sud de Tours de 6 heures à 13 heures le jeudi et de 6 heures à 12 heures le vendredi et de 6 heures à 18 heures le samedi.

Si vous partez en direction du Massif, les encombrements vous attendent de 3 heures à 9 heures du matin durant ces deux jours. Alors, suivez bien nos conseils pour trouver des heures moins encombrées.

LES AVANTAGES DE L'ÉLÈMENT

C'est la première fois que sera tentée, à l'échelle nationale, une opération globale de régulation du trafic. L'avantage de l'élément des horaires pour l'automobiliste est grand car il lui permet, non seulement d'éviter les bouchons dans les régions de départ, mais aussi pour le reste de son voyage. Les prévisions ont été établies en fonction des intentions de départ et de la capacité de l'ensemble des réseaux routiers les plus encombrés l'an passé. Bien sûr, certaines régions comme la frontière espagnole et la Région Parisienne resteront difficiles, mais la diminution de la circulation à certaines heures fera gagner à chaque automobiliste de précieux instants de vacances.

ENTRE 1980

Le Conseil constitutionnel 767 recours

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

Le Conseil constitutionnel a rendu 767 recours en 1976.

حزب من اجل

POLITIQUE

La rencontre « au sommet » de la gauche

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

Des accords dès le premier tour des élections municipales

A l'issue de leur réunion de lundi 28 juin, les délégués des partis signataires du programme commun ont publié le communiqué suivant :
« Les délégués ont discuté de la préparation des élections municipales.
Les trois formations invitent leurs organisations départementales et locales à engager des négociations immédiates en vue du meilleur accord possible d'unanimité de la gauche dès le premier tour de scrutin dans toutes les communes de France où elles sont présentes.
Par meilleur accord possible, les trois formations entendent notamment :
— Prendre pour base pour la composition des listes l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis la signature du programme commun ;
— Assurer la solidarité de gestion pendant la durée du mandat sur un contrat municipal inspiré par les orientations du programme commun.
Les délégués sont convenus de se rencontrer à nouveau à l'automne. »

(Suite de la première page.)
Quand les responsables communistes, socialistes et radicaux de gauche se retrouveront à l'automne pour faire le bilan des négociations locales, il leur faudra certainement arbitrer dans des communes où l'accord n'aura pu être fait.
Il est vrai, en revanche, que, d'une part, la décision du « sommet » a une valeur incitative réelle et devrait favoriser les accords locaux et que, d'autre part, les éventuelles situations d'exception seront plus difficiles à défendre dans un « sommet » que dans le seul cadre du comité directeur du P.S.
Consentant des concessions faites à ses alliés, M. Georges Marchais a toutefois cherché à donner au compromis un contenu plus précis et détaillé, le mettant ainsi en harmonie avec l'idée d'accord national défendue par le P.C.F. Les communistes ont donc proposé une série de mesures, par exemple que le premier adjoint appartienne à la même formation que le maire. Les radicaux de gauche ont proposé de s'en tenir à la seule

phrase déjà négociée. Un compromis, encore, est intervenu. Deux critères seulement ont été retenus. Le premier donne satisfaction aux socialistes et aux radicaux de gauche, puisqu'il ne retient pas l'idée que les listes doivent être élaborées selon un système de double représentation proportionnelle (représentation radicale) et que toutes les élections intervenues depuis 1972 seront prises en compte.
Le second critère, la notion de contrat municipal donne satisfaction au P.C.F. qui réclamait l'élaboration de telles chartes communales. Au cours de ce marchandage, M. Fabre s'est étonné que, selon un style cher aux communistes, il soit fait référence, à chaque paragraphe, au programme commun. M. François Mitterrand a expliqué que c'était très bien ainsi, ajoutant même en substance : « Moi je l'aime, le programme commun. Je suis même le seul à ne pas en demander la renégociation. »
En définitive, socialistes et radicaux de gauche sont sortis ravis des négociations. Soucieux de ne pas heurter leurs alliés communistes, ils ont cependant fait preuve de prudence dans leurs déclarations et ont eu le triomphe modeste d'avoir pu dire possible au parti socialiste d'adopter un texte qui eût été contraire aux décisions prises lors du congrès de Dijon, a noté M. Mitterrand, mais personne n'a rien imposé à personne. C'est ce qui a paru le meilleur pour tous qui a été adopté. » M. Fabre a ajouté : « Chacun fait un pas en avant. On ne peut pas mesurer les concessions des uns aux autres. »

Reste à savoir pourquoi le P.C.F. a voulu passer l'accord dès à présent. Sur le succès final des négociations, il ne pouvait guère y avoir de doute. Pourtant l'attente paraissait devoir durer encore tout l'été, notamment du fait d'une nouvelle algèbre dans les relations entre socialistes et communistes, algèbre illustrée par la demande d'excuses adressée au P.C.F. à la suite des déclarations de M. Michel Rocard.
Les radicaux de gauche sont tentés de penser que les dirigeants du P.C.F. ont craint que leurs alliés ne profitent du blage des négociations pour multiplier les listes homogènes. Les socialistes subordonnent que le P.C.F. a pu être impressionné par la fermeté de ses

A LA SUITE DE DÉCLARATIONS DE M. ROCARD

Le bureau politique du P.C.F. demande des excuses au P.S.

A la suite des déclarations de M. Michel Rocard sur le fait qu'il n'appartient pas aux formations politiques de vouloir faire le bonheur des hommes (le Monde des 15 et 23 juin), le bureau politique du P.C.F., estimant qu'il s'agissait d'une réponse à l'appel lancé en direction des chrétiens par M. Georges Marchais, a écrit au bureau exécutif du P.S. pour lui faire part de son extrême surprise à la suite d'une telle apostrophe.
M. Rocard avait expliqué qu'une telle prétention « est le début de l'autoritarisme, donc du fascisme ».

Le bureau politique du P.C.F. demande à ses alliés « des excuses et un désaveu ».

Dans sa réponse, rendue publique, a été cité l'incident, par une déclaration, lundi 28 juin, de M. Charles Fiterman, membre du

secrétariat du P.C.F., le parti socialiste indique qu'il n'y a aucun lien entre les appréciations politiques sur l'appel de Georges Marchais aux milieux chrétiens et ce qui est dit de la recherche du bonheur.

Deux interprétations du « programme commun »

(Suite de la première page.)

Celle-ci peut, de toute façon, être imposée dans les faits par des mouvements populaires du type de ceux qui sont rappelés plus haut. Que se passe-t-il dans ce cas ? Deux scénarios sont possibles. Dans l'un, l'usage des instruments est conforme au programme commun, mais pas le résultat. Dans le second, le résultat l'est dans le court terme, mais il ne dure pas.

Les importations limitées, toute la demande excédentaire se porte sur les marchés intérieurs. Tout converge alors pour y faire pression sur les prix : les consommateurs se concurrencent pour acheter des biens avec leurs nouveaux revenus, les entreprises privées et publiques voudraient se libérer de la tutelle financière des banques, peu compatibles avec leur « autonomie » promise par le programme, et des responsables politiques et administratifs continuent de résoudre tous ces problèmes en « stabilisant les prix à un niveau supérieur ». Les prix n'y résistent pas : ils montent, plus vite que les salaires, et le pouvoir d'achat de ceux-ci retombe.

Une Suède nationalisée ?
Comme, dès le début, les revenus les plus élevés ont été retraits et les plus bas (SMIC, personnes âgées) fortement relevés, cette chute affecte surtout les salaires et traitements des employés, ouvriers qualifiés, etc. Conséquence politique : la petite bourgeoisie lâche la gauche. Les promoteurs du programme abandonnent ou sont renversés.

On aura reconnu le cours de ce qui s'est passé au Chili et au Portugal. De façon brutale dans le premier et douce dans le second, tant pour l'inflation que pour le putsch qui met fin

Scénarios connus

Le premier scénario est le suivant. En réaction à la hausse substantielle des salaires, les entreprises augmentent leurs prix de vente, comme le programme commun les autorise à le faire. Pour les privées, c'est leur comportement normal, qu'elles se contentent ou non. Pour les nationales, c'est leur façon de financer ce coût l'Etat, loin de les subventionner, accroit au contraire sa fiscalité sur toutes les entreprises, 2-7). Les consommateurs paient grâce à leurs nouveaux revenus. Mais cette hausse des prix pousse elle-même les salaires sur l'échelle mobile indexée (1-1-1). Résultat final : le pouvoir d'achat des salaires change peu, et l'on a en outre une forte inflation avec tous ses coûts sociaux multiples (incertitude, perte de confiance, etc.).

Cette stagnation des salaires réels sera tellement contraire à l'intention, qu'on aura sans doute recours à la seule façon de l'éviter : un contrôle des prix sérieux. Bien que ce soit une interprétation ultra-maximaliste du programme, qui ajoute seulement : « L'Etat contrôlera l'évolution des prix » après avoir dit que les entreprises les fixent (2-9). C'est le second scénario, « chloportugais ». Alors, le pouvoir d'achat des salaires augmente effectivement. Le déficit des entreprises est comblé par des prêts des banques, toutes nationalisées (2-2). Il en résulte une demande excédentaire nationale de biens de consommation (dès que l'économie n'est plus en sous-emploi profond). Une partie se satisfait par l'importation, d'où déficit extérieur, épuisement des réserves, et possibilité de continuer seulement avec des crédits étrangers qui ne sont pas accordés sans conditions politiques : on s'est mis entre les mains des grands prêteurs internationaux.

En bref, le programme commun a une interprétation maximaliste, qui peut être imposée par des mouvements sociaux, mais qui ne dure pas plus que le moyen terme, et une interprétation minimaliste viable et réformiste. L'échec de l'interprétation maximaliste vient de l'interférence entre la forte redistribution et des phénomènes de marchés : redistribution par salaires gagnés et dépenses, fixation décentralisée des prix, crédits bancaires, échanges et crédits extérieurs, etc.

Cette analyse dégage quelques-uns des traits essentiels d'un programme de transition de gauche réussi. Ni péril ni trahison. Ce n'est pas la peine de préparer les voies d'une amélioration profonde de société si cela ne doit durer qu'un ou trois ans. Mais ce n'est pas non plus la peine de retarder une transformation importante pour ne pas mettre en danger le pouvoir de gauche si ce délai doit s'allonger indéfiniment, débouchant sur une politique conservatrice de fait.

Il est donc essentiel, dans une telle période de changement profond, de considérer à chaque instant tous les termes de l'avenir. Pour progresser, les montags suivent le « principe des trois regards » : il faut regarder à la fois à 2, à 20 et à 200 mètres. De même, les problèmes, et donc les termes à envisager, se classent bien en échelles courtes, moyennes et longues. Des révolutions idéales par le court terme, la bataille politique quotidienne et par le long terme — la vision d'idéal — risquent

fort d'achopper sur le moyen terme.
D'autre part, la société ne peut changer profondément et durablement que si elle remplace assez vite toute une série de phénomènes de marché. C'est une tâche à la fois comme moyen pour éviter les échecs décrits plus haut, et pour s'engager sérieusement vers des traits de société qui correspondent bien aux finalités.
En particulier, la distribution du produit de la société devra évoluer dans des directions bien définies. Elle devra sans tarder se faire plus selon les besoins et moins selon le travail, c'est-à-dire s'effectuer davantage par des transferts et services plutôt que par les salaires. Les prestations en monnaie devront souvent céder le pas à celles qui sont distribuées en nature. Et bien des consommations devront être collectives plutôt que privatisées.
Sur tout, les travailleurs devront prendre vite un pouvoir réel et important dans les choix de production. C'est encore le plus sûr diapyl social contre les retours en arrière, les trahisons ouverts ou camouflés du mouvement lancé, les « récupérations » et « normalisations » diverses.
Des entreprises gérées par leurs travailleurs, dont le revenu ne dépend pas du profit, ne sont plus motivées par celui-ci. Elles peuvent donc résoudre une part importante et croissante du problème crucial de l'information économique sur les besoins et les possibilités de la société par transferts directs d'informations entre elles et avec les consommateurs. C'est ce que l'on pourrait appeler une planification indicative décentralisée, possible dans ces conditions de gestion et de revenus. C'est le cœur d'un mécanisme économique qui évite les défauts à la fois du capitalisme de marché du plan bureaucratique et hiérarchisé soviétique et de l'angoisse de marché yugoslave où les travailleurs, se partageant les profits, poussent les prix de vente et l'inflation, n'embauchent pas leurs camarades chômeurs et se vendent à la hiérarchie technocratique.
Comment peut-on raisonnablement parler de « changer la vie » si l'on ne change pas au moins l'économie ?
SERGE-CHRISTOPHE KOLM.

ENTRE 1958 ET 1975

Le Conseil constitutionnel a été saisi de 767 recours concernant des élections

En réponse à une question posée par M. Pierre-Bernard Constant, député apparenté U.D.R., du Rhône, relative aux recours formés depuis 1958 devant la

commission constitutionnelle provisoire, puis le Conseil constitutionnel pour contrôler les résultats d'élections législatives et sénatoriales, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, a indiqué qu'il y avait eu au total 767 requêtes entre 1958 et 1975.

Répondant à M. O. GERMAIN-THOMAS

M. GUÉNA : l'U.D.R. est la traduction politique du gaullisme.

En ce qui concerne le renouvellement de l'Assemblée nationale, il y a eu, pour les élections des 23 et 30 novembre 1958, 154 requêtes, dont 131 émanant des candidats des 13 et 20 novembre 1958, 23 dont 68 des candidats et 26 des électeurs ; pour celles des 5 et 12 mars 1967, 149 dont 103 des candidats et 46 des électeurs ; pour celles des 23 et 30 juin 1968, 60 dont 40 des candidats et 20 des électeurs ; pour celles des 4 et 11 mars 1971, 235 dont 43 des candidats et 192 des électeurs. Sur ces 102 requêtes, 120 (dont 104 rédigées en termes identiques) ont été dirigées contre une même élection (première circonscription de la Guadeloupe), et 82 autres, également présentées par des électeurs, ont été chacune produites contre deux élections (1^{re} et 2^e circonscription de la Guadeloupe).

En ce qui concerne le renouvellement du Sénat, il y a eu, pour les élections du 30 avril 1959, 21 requêtes dont 19 émanant des candidats et 2 des membres du collège électoral ; pour celles du 23 septembre 1962, 8 dont 5 des candidats et 3 des électeurs ; pour celles du 26 septembre 1965, 4 des candidats ; pour celles du 23 septembre 1968, 2 des membres du collège électoral ; pour celles du 26 septembre 1971, 9 dont 12 réclamation déposées par des candidats et 9 présentées par des électeurs, et 6 à sénatoriales ont été contestées par 5 candidats et par un membre du collège électoral.

VOUS N'AVEZ ENCORE RIEN FAIT CONTRE LE VOL. TANT MIEUX !

Vous irez d'emblée à la solution plus efficace et plus économique : LE RADAR HYPERFREQUENCE. Vous l'avez entendu, vous l'avez vu : les cambrioleurs se moquent des serrures, portes, blindages, et autres pièges classiques. Ils repèrent les systèmes d'alarme, les débranchent, les contournent... Mais avec le radar, la protection est totale. Le DI 50 d'ALARME 2000 protège tout l'espace où vous vivez, et on ne contournait pas l'espace.
Petit chef d'œuvre de technique miniaturisée, autonome, le DI 50 d'ALARME 2000 ne nécessite aucun branchement. C'est un jappareil prêt à fonctionner, aussi simple qu'un transistor. Judicieusement placé, un tour de clé et immédiatement vous êtes défendu tout autour !
Équipez-vous du DI 50 d'ALARME 2000. Mais faites vite. Vous partez en vacances, les cambrioleurs, eux vont au travail ! Ils sont à l'affût. Vous êtes déjà peut-être repéré ! Détectez-les au radar.
Ecrire pour tous renseignements à « ALARME 2000 » Dépt. 41 8, rue Gudin 75016 PARIS

JEAN BERNARD L'HOMME changé par L'HOMME

"En lisant le nouveau livre de Jean Bernard on se sent intelligent" Pr Paul Milliez
"Une merveille de simplicité, de science, et d'imagination" Pr Escoffier-Lambiotte
Un livre essentiel que nul ne peut ignorer.
EDITIONS BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé - 75006 Paris



critique communiste
10, imp. Godefroid 75004 Paris
AU SOMMAIRE DU N° 7
Jean-Marie Guéhennequin
Une critique de l'écologie politique
A.T. sur un livre de H. Rothmann
Pollution : meurtrière providence
Jean-Paul Delage
La nature :
un paradigme introductible
Jean-Marie Dumout
Environnement et luttes urbaines
Michel Leguenn
Continuité et discontinuité
de « l'urbanisme »
Le rôle de l'histoire
d'une dégradation.
Abonnements 10 numéros : 60 F.
Disponible à la Librairie ROUGE
et dans les librairies progressistes.

MÉDECINE

L'inauguration du premier cyclotron européen à Orsay

Un nouveau pas dans l'exploration fonctionnelle

Mme Simone Veil, ministre de la santé, et M. Michel d'Ornano ont inauguré, le 26 juin à Orsay, le premier cyclotron européen à usage médical. Ce prototype, installé dans les locaux de l'hôpital Joliot-Curie, permet l'utilisation à des fins de recherche

et de diagnostic d'éléments radioactifs à vie brève. Les docteurs Coursaget et Kellersohn retracent à ce propos la genèse de cette nouvelle discipline médicale qu'est la médecine nucléaire et montrent les voies qu'ouvrent aux biologistes et aux médecins les accélérateurs de particules.

par JEAN COURSAGET (*)
et CLAUDE KELLERSHOHN (**)

La possibilité de marquer les substances chimiques introduites dans l'organisme, des fins thérapeutiques ou thérapeutiques, est essentielle pour l'étude des désordres métaboliques et celle du mode d'action des médicaments. L'exploration actuelle de cette méthode d'exploration fonctionnelle n'a cependant été réalisée que par étapes.

Le mérite du premier recours aux indicateurs nucléaires revient à un jeune Hongrois de talent, Georges de Hevesy. Celui-ci s'adonnait, dans le laboratoire d'Ernest Rutherford, à la séparation chimique de certains de ces corps dont Henri Becquerel venait de découvrir qu'ils émettaient spontanément des rayonnements pénétrants. Réussissant à séparer, dans un minéral de pechblende, le radium D, isotope radioactif du plomb, Georges de Hevesy eut l'idée de modifier la composition isotopique naturelle de cet élément pour le marquer. Et c'est ainsi qu'en 1921 il réalisa la première expérience biologique en étudiant l'absorption et le cheminement de sels de plomb chez les plantes. Georges de Hevesy avait à juste titre postulé que les organismes vivants étaient incapables de distinguer les différents isotopes d'un même élément chimique, donc que toute modification apportée artificiellement à cette composition permettrait de suivre le destin de l'élément considéré au sein de ces organismes. C'est l'idée du marqueur radioactif, qui devint la présence de l'élément marqué.

Malheureusement, à de très rares exceptions près, seuls les éléments chimiques de masses élevées possèdent des isotopes naturels radioactifs et leur intérêt est fort réduit en biologie humaine. La deuxième étape s'est accomplie vers 1930, à la suite de l'élément par le physico-chimiste américain Harold Drey de quantités pondérales d'isotopes stables de faible abondance naturelle, comme le deutérium (hydrogène 2), l'azote 15 ou le carbone 13. C'est à l'aide de ces marqueurs que Rudolf Schoenheimer, David Rittenberg et leurs collaborateurs ont établi l'existence d'un nouveau métabolisme de la plupart des constituants chimiques des organismes vivants, y compris de ceux que l'on croyait jusqu'alors statiques. La permanence de la composition globale masque en fait un état dynamique station-

naire, une remise en cause permanente à l'échelle moléculaire. L'absence de radioactivité de ces marqueurs, qui ne comportent de ce fait aucune sorte de nocivité pour l'homme — médecin ou malade, — a cependant une fâcheuse contrepartie : leur présence ne peut être détectée de l'extérieur de l'organisme. Un prélèvement est toujours nécessaire, ce qui réduit notablement le champ des applications cliniques. Il faut souvent aussi administrer une quantité importante du marqueur, car la sensibilité de la détection, par spectrométrie de masse, est limitée. L'un de nous a néanmoins réalisé de cette manière diverses recherches et explorations cliniques à l'hôpital Necker à partir de 1950.

La découverte de la radioactivité artificielle par Irène et Frédéric Joliot en 1934 marque le début de la troisième étape. Le bombardement de cibles matérielles par des particules accélérées — en particulier dans les cyclotrons imaginés par Ernest Lawrence — permit en effet de fabriquer par réaction nucléaire des isotopes radioactifs d'éléments chimiques ne présentant, dans la nature, que des isotopes stables. C'est ainsi que, en France, il fut possible à Courrier et Horeau, grâce à l'appel de Frédéric Joliot, de marquer dès 1944 de la thyroïde avec l'isotope radioactif 131 de l'iode et d'étudier le devenir dans l'organisme de l'hormone thyroïdienne.

Mais les accélérateurs de particules étaient des appareils complexes et rares. Les radio-isotopes produits n'étaient accessibles qu'à un petit nombre de laboratoires.

En fait, c'est le développement des réacteurs nucléaires qui a marqué le véritable essor de la méthode isotopique. Les neutrons libérés en leur sein à partir de la fission des fissiles sont capables de produire des centaines d'isotopes radioactifs à des prix acceptables par un grand nombre d'utilisateurs. On peut dire que depuis vingt ans la quasi totalité des recherches et des applications biomédicales des isotopes ont été effectuées avec les radio-éléments produits dans les réacteurs nucléaires.

Cependant, la production des radio-isotopes dans les réacteurs présente de graves lacunes. Elle ne

comporte notamment aucun isotope utilisable chez l'homme pour trois constituants majeurs : carbone, azote et oxygène. Le carbone-14 présente une durée de demi-vie de 5 600 ans, l'azote-15 de 10 secondes, l'oxygène-16 en prospect également l'usage.

Une telle situation explique aisément le regain d'intérêt des médecins pour les accélérateurs de particules. Certains n'ont pas oublié que des chercheurs américains, en particulier Martin Kamen en 1942, ont réussi à effectuer quelques études métaboliques avec du carbone-11 préparé dans un cyclotron. Et ce carbone-11 est un émetteur de positrons, c'est-à-dire que sa désintégration donne naissance à deux photons gamma de haute énergie, émis dans des directions opposées, qui permettent des études de positronographie à l'extérieur de l'organisme. Sa durée de demi-vie, d'environ 20 minutes, quoique brève, le rend néanmoins parfaitement utilisable. On retrouve la même situation favorable pour l'azote avec l'isotope de masse 13 dont la durée de demi-vie est voisine de 10 minutes. Quant à l'oxygène-15, également émetteur de positrons, sa demi-vie de 2,5 minutes, est encore suffisante pour des épreuves fonctionnelles de débit vasculaire.

Retour aux accélérateurs

Cependant, la brièveté de ces demi-vies implique que l'isotope radioactif soit produit sur les lieux même de l'utilisation. Or, les progrès technologiques accomplis au cours de ces dernières années permettent de réaliser aujourd'hui des accélérateurs et, en particulier, des cyclotrons de petites dimensions et de fonctionnement assez simple, parfaits pour la production et l'implantation en milieu hospitalier. C'est précisément ce qui vient d'avoir lieu au service Frédéric-Joliot du Commissariat à l'énergie atomique, grâce à la coopération étroite des ingénieurs de la société C.G.R.-M.E.V. et des équipes biomédicales du C.E.A. Six appareils similaires, essentiellement destinés à la production de radio-isotopes, sont en cours de montage dans des hôpitaux aux Etats-Unis.

Les domaines biomédicaux où ils rendent accessibles ne se limitent d'ailleurs pas aux isotopes du carbone, de l'azote et de l'oxygène. D'autres radio-isotopes, produits de cyclotrons, présentent des caractéristiques physiques particulièrement favorables à leur utilisation chez l'homme : entre autres, le fluor 18 (physiologie des électrolytes), le fer 52 (hématologie) ou l'iode 123 (pathologie thyroïdienne). Les cyclotrons présentent même

un intérêt complémentaire comme source de neutrons, en dehors de leur emploi à des fins de cancérothérapie (le Monde des 3 mars et 23 juin) : la radioactivation des tissus en place permet, en effet, le dosage, sans prélèvement, de certains constituants chimiques en physiopathologie pulmonaire.

C'est néanmoins le carbone 11 qui semble ouvrir une voie réellement nouvelle en médecine nucléaire. En effet, semblé le carbone 11 présente les caractéristiques propres au marquage et à la détection externe des composés organiques et des agents médicamenteux formés de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote.

Ainsi, on a pu suivre, au service Frédéric-Joliot, la fixation de la mélatonine au niveau du cerveau et observer ses variations au cours de certaines maladies métaboliques comme la phénylcétonurie. De la même manière, la cinétique de la fixation cérébrale de divers neuroleptiques ou antidépresseurs a pu être suivie chez des sujets normaux et chez des patients atteints d'affections mentales.

Le mode de production et la durée de demi-vie du carbone 11 permettent d'atteindre des radio-activités de l'ordre du millicurie, suffisantes pour des épreuves diagnostiques, pour des masses de matière inférieures au picogramme (millionième de microgramme), ce qui rend ce radio-isotope spécialement propre aux études pharmacologiques et toxicologiques. Enfin, de récents progrès dans la localisation d'émetteurs de positrons au sein de l'organisme ajoutent encore aux remarquables possibilités offertes par cet indicateur.

On peut lire dans le tome VII de l'Histoire de France de Taine : « Claude Bernard me disait un jour : « Nous saurons la physiologie lorsque nous pourrions suivre pas à pas une molécule de carbone ou d'azote, faire son histoire, raconter son voyage dans le corps d'un chien, depuis son entrée jusqu'à sa sortie. » Si l'on souscrit à cette affirmation du fondateur de la médecine expérimentale, les cyclotrons devraient, au cours des prochaines années, apporter de sérieuses contributions au progrès de nos connaissances en physiopathologie humaine.

(*) Professeur à la faculté de médecine Broussais - Hôtel-Dieu, chef du département de biologie du Commissariat à l'énergie atomique.

(**) Professeur à la faculté de médecine Necker - Enfants-Malades, chef du service hospitalier Frédéric-Joliot.

VERS UNE PRISE EN CHARGE PLUS GLOBALE DE LA SANTÉ

Deux congrès à Paris sur l'exercice de groupe

Quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent des jeunes médecins qui s'installent souhaitent, dans les pays occidentaux, exercer en groupe. Les médecins de groupe représentent près des deux tiers des médecins généralistes en Grande-Bretagne et un cinquième des médecins libéraux en France. Il y avait à la fin de 1975, aux Etats-Unis, 56 200 médecins exerçant dans 7 200 groupes, dont certains rassemblent jusqu'à mille praticiens. Ces données, citées au cours de deux congrès qui ont rassemblé sept cents personnes venues de vingt pays, du 21 au 26 juin, à Paris — le troisième congrès international de la médecine de groupe et le dix-septième congrès du Syndicat national des médecins de groupe, affilié à la Confédération des syndicats médicaux français, — montrent bien comment, d'un phénomène marginal, l'exercice de la médecine en groupe est devenu, en quelques années, un fait majeur de l'évolution de l'exercice médical.

Associant, selon des formes variées, plusieurs médecins, la médecine de groupe permet — c'est souvent le premier argument avancé en sa faveur — aux praticiens de mener une vie plus calme, déchargée d'une bonne part des gardes de nuit et de week-end, calvaire du médecin de famille d'autrefois. Elle permet aussi, un enrichissement de l'exercice de chacun, grâce à ce qu'apporte l'activité en commun et la confrontation des expériences et des idées. Elle permet enfin à chaque membre du groupe de faire profiter ses patients d'un « plateau technique » de haut niveau, dont, seul, il ne pourrait supporter la charge financière.

L'exercice en groupe devrait également, dans l'avenir, faciliter l'accueil d'étudiants en médecine en fin d'études, et rendre possible une recherche clinique de haut niveau, grâce à la multitude d'observations recueillies sur tout le territoire. Plus encore, et cela semble être le souhait de nombreux praticiens français, le groupe médical devrait autoriser une prise en charge plus globale de la santé de la population, dépassant le seul aspect des soins pour atteindre celui de la prévention et de l'éducation sanitaire.

La « propriété partagée »

Trois cents tables rondes « réunies ces derniers mois dans toute la France, à l'initiative du S.N.M.G., ont permis de constater que toute une partie du corps médical commençait à prendre conscience d'un certain nombre de problèmes. Si une minorité seulement des médecins semble favorable, pour l'instant, au salariat, la grande majorité reste attachée au principe du paiement à l'acte, du moins pour ce qui concerne les soins ; pour la prévention et l'éducation sanitaire, la participation à la recherche ou à la formation professionnelle, beaucoup semblent d'accord pour envisager d'autres modes de rémunération. En tout état de cause, et pour permettre un fonctionnement correct des cabinets de groupe, il paraît à beaucoup judicieux de séparer le paiement du service rendu — en particulier s'il y a une intervention technique, radiologique, par exemple — de la rémunération du praticien, aujourd'hui confondues dans les honoraires médicaux. « Le paiement à l'acte est une contre-indication à l'équipement et à l'organisation », explique le docteur Junod, président du S.N.M.G.

Le principe même de la propriété des locaux, qui paraissait autrefois indispensable au médecin, est aujourd'hui remis en cause. Certes, la majorité y reste favorable, et souhaite la multiplication de prêts à des taux incitatifs, qui devraient être de droit quand l'installation d'un cabinet est conforme aux intérêts de la population. Mais certains se tournent déjà vers la « propriété partagée », déjà lancée par le professeur Nédélec, fondateur du premier cabinet de groupe, et qui associerait l'initiative privée du médecin à celle des collectivités locales ou de la sécurité sociale.

Comment assurer le mieux possible la santé de la population, tout en gardant notre indépendance ? Tel semble être, aujourd'hui, l'interrogation louable que se posent de nombreux médecins, mais le sentiment qui s'exprime ainsi n'est pas tout à fait exempt d'arrière-pensées : certaines estimant à juste titre peut-être, que si le corps médical ne prend pas, de lui-même l'initiative d'évoluer, en particulier dans le sens d'une prise en charge plus globale de la santé, d'autres s'en chargeront pour lui... XAVIER WEEGER.

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et la perfectionnement des cadres. Cours supérieurs PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES, réservé aux cadres déjà en fonction, durée environ 9 mois, études à plein temps (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 15 septembre 1976. Conditions d'admission : 25 ans au moins, cinq ans d'activité professionnelle à un poste de responsable. Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôles continus et systématiques des connaissances.

L'ECL organise également un « Cours général Formation en Administration d'Entreprise », réservé à des futurs cadres polyvalents. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Morin 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 16

A LA SEMAINE CANCÉROLOGIQUE

Une stratégie pour traquer les métastases indécélérables

Il n'y a pas de nouveaux moyens spectaculaires à proposer pour le traitement des cancers, mais un meilleur maniement des thérapeutiques existantes donne dans certains cas des améliorations et des rémissions hautement significatives. C'est ce qu'a déclaré le professeur Georges Mathé, à l'issue d'une semaine internationale consacrée aux recherches sur le traitement des cancers et aux nouvelles stratégies proposées.

Ainsi, on ne peut que suivre avec le plus grand intérêt les travaux du professeur Jaffé (Etats-Unis) concernant les ostéosarcomes, ou cancers des os, dont l'une des formes vicieuses est le fils du sénateur Ted Kennedy, aujourd'hui âgé de quatorze ans, qui dut être amputé, voici deux ans, de la jambe droite. Jusqu'à présent, les ostéosarcomes donnent naissance à des métastases, notamment pulmonaires, dans 75 % des cas. Lorsqu'on ampute les malades, les métastases sont encore invisibles, mais elles ont déjà existé. D'où l'idée du professeur Jaffé de traiter systématiquement les malades amputés par la chimiothérapie (adriamycine et méthotrexate) de façon à neutraliser les métastases alors qu'elles ne sont encore à un stade microscopique. Un essai clinique portant sur trente-deux malades traités de la sorte après l'amputation montre que 60 à 80 % de ces malades, deux à quatre ans après l'intervention, sont dans un état satisfaisant et ne présentent pas de métastases décelables, contre 20 % seulement chez les malades témoins traités par la chirurgie seule.

Ces résultats encourageants ont poussé l'équipe du professeur Jaffé à tenter un nouvel essai avec préservation des membres. Six patients sont actuellement soumis à une chimiothérapie depuis quatre à dix-huit mois, après avoir subi une opération « conservatrice ». C'est-à-dire que la tumeur a été excisée, mais le membre conservé et doté

d'une prothèse osseuse posée en remplacement de la partie tumorale. C'est aussi en pratiquant une chimiothérapie postopératoire, dans l'espoir de prévenir l'action dévastatrice des métastases, chez des femmes opérées (largement) d'un cancer du sein que les docteurs Garbone, Fisher (Bethesda, Etats-Unis) et Bonadonna (Milan, Italie) ont obtenu des résultats encourageants. Des essais pour le moment limités, menés sur des malades « à marges chancées », auxquels on administre, à des moments précis du cycle cellulaire, trois médicaments (fluorouracil, cyclophosphamide, méthotrexate), montrent, après deux ans, chez les femmes soumises à la chirurgie et la chimiothérapie, 50 % de rechutes en moins que chez celles soumises à la chirurgie seule.

D'autres observations portant sur le traitement des tumeurs des ovaires, du colon, de l'estomac, du poudron, toujours sur des effectifs limités et parfois très particuliers, confortent la tendance actuelle qu'ont les cancérologues à ne pas se limiter à des traitements locaux (indispensables) des cancers par la chirurgie et la radiothérapie, mais à envisager parallèlement un traitement général chimique pour attaquer les métastases à un moment où elles sont encore imperceptibles mais déjà présentes.

L'ensemble de ces résultats vient aussi, une fois de plus, rappeler l'intérêt qu'il y aurait à développer en France, comme cela existe depuis longtemps dans les pays anglosaxons, des services de médecine interne cancérologique, qui moyen de coordonner, d'allier et de personnaliser, au mieux de l'intérêt de chaque malade, les traitements dont on dispose.

Enfin, cette nouvelle stratégie de lutte contre le cancer pourrait modifier les relations entre médecins et malades, bien souvent basées sur le mensonge. Celui-ci peut être envisagé en cas de chirurgie seule, il devient beaucoup plus difficile et préjudiciable s'il s'agit d'un traitement de longue durée qui exige une véritable participation du malade à son traitement. — M. A.-R.

INSTITUT

A l'Académie des sciences morales et politiques

M. KISSINGER ET L'AVENIR DE LA POLITIQUE EXTERIEURE AMÉRICAINE

M. Stanley Hoffmann, professeur de sciences politiques à l'université Harvard, a fait lundi, devant l'Académie des sciences morales et politiques, un exposé sur « Kissinger et l'avenir de la politique extérieure américaine ».

Il a d'abord analysé la situation au moment de l'élection de M. Nixon en 1968 : enlèvement américain au Vietnam, remise en cause du « containment », c'est-à-dire l'engagement du communisme ; fin du consensus de l'opinion.

M. Kissinger a cherché à rendre positive la situation en subordonnant le « containment » à la recherche d'une structure stable de la paix. Cette politique a paru réussir jusqu'en 1973, mais elle s'est désintégrée, la détente a donné des résultats limités et n'a pas permis de modifier la conduite de l'U.R.S.S. Après Watergate, la révolte des Congrès a mis à mal la politique extérieure. Si le secrétaire d'Etat a su empêcher une dégradation trop rapide, il est sans doute en danger sur la défensive.

L'opposition démocrate accepte, en fait, la plupart des éléments de la politique suivie en ce moment. Il y aura donc continuité. Néanmoins, vont se poser des problèmes de choix entre des priorités différentes et, surtout, des problèmes pratiques concernant les rapports entre mesures nécessaires au dehors et préférences américaines (Proche-Orient, Afrique australe, rapports Nord-Sud) et les rapports entre la diplomatie d'une part et l'opinion de l'autre.

Air-Wick lance le Super Bloc.

Le 1^{er} bloc qui sent bon.

menthe bleue

Air-Wick

SUPER-BLOC

DESODORISANT

4 parfums :
Menthe bleue,
Citron vif,
Verte vallée,
Fraîche lavande.

En cas

صحة من الامم

III. — La lutte pour l'indépendance

ou en guerre, de nombreux camarades de tous grades, humbles ou moins humbles, résistants ou non, se trouvaient réunis autour de chefs et souvent mes amis, et dont je conserve le souvenir : ou la vénération. C'étaient des hommes d'expérience, d'instinct, traduisant la joie de vivre, promettant l'avenir et qui s'entre-mourraient sans hésiter. Or j'ai senti que ces hommes étaient destinés pour une société ni pour un taux de croissance, ni pour une automonie fondée dans un enseignement technique, ni pour un capitalisme commercial, à buts lucratifs, ni pour les appétits de jouissance ou de vanité de quelques-uns de ces hommes, mais à la création d'une société d'hommes fiels, qui ne se voulaient apprentis de personne et qui ne se voulaient pas esclaves. Ils ont donné leur vie, leurs espoirs et leur souffrance pour l'indépendance et la grandeur de leur communauté humaine. La France paraît sembler hésiter : s'entre-mourra-t-elle ?

BIBLIOGRAPHIE

**« MESSIEURS
LES MESTRES
de R.-L. Touze**

Administrateur de la France d'outre-mer, devenu ambassadeur de France à l'Y-Maurice puis, des heures difficiles, au Tchad, Raphaël-Léonard Toussaint a de longues veilles africaines pour évoquer ses sept années de vie militaire : maîtres d'Afrique en 1938, de l'Indochine en 1940, des blindés allemands dans le Nord pendant l'été 1940, il a vu défiler les traditions de son armée, qu'il raconte cette courte campagne, puis la débâcle de Dunkerque et l'armistice. Il raconte aussi l'été 1940 qui coule dans le port et les années de captivité au camp de aspirants, à Stalbach, en Prusse Orientale.

En 1944 : un train de Croix-Rouge emporte vers la France Raphaël-Léonard Toussaint, avec d'autres aspirants, à destination de la Suisse. Il raconte comment il se trouve le 25 août à l'Hôtel de Ville pour accueillir de Gaulle, se joindre avec ses F.F.I. à la 2^e armée française, puis à la 1^{re} d'Alsace pour entrer dans Colmar, y recevoir une seconde blessure et terminer la guerre chez les alliés.

Un témoignage simple, direct, parfois lyrique, sur ce que fut pour beaucoup dans l'aventure de la Libération. Raphaël-Léonard Toussaint, 81 ans, après la longue parenthèse derrière les barbelés, dans l'exaltation de la reconquête de la patrie, l'indochinoise, l'africaine, est, sous une forme, durant les années 40, S. L.

★ Editions France-Empire

de l'ennemi intérieur

C'est effectivement ce souci de la stabilisation intérieure qui explique le mieux la contradiction évidente entre l'accent mis sur les armes de combat et le fait que le chef de l'Etat ne croit pas à la probabilité d'un conflit en Europe. Pour ceux qui ne vont pas jusqu'à penser, comme on a pu sembler nous y inviter, que les parachutistes russes pourraient, à l'occasion, se dégrader en secourus français, il est évident que la chef des armées d'une réforme de l'armée, dont tous les principes sont à double sens, si l'on y regarde d'un peu près.

C'est un fait, comme nous l'avons vu, que cette réforme ne diminue guère les frais généraux et n'augmente pas le nombre des combattants terrestres. Mais c'est un fait aussi que la polyvalence, le regroupement et la mobilité des unités les rendent plus utiles contre quiconque d'intervenir à travers nos régions. C'est un fait que, en rapprochant les armées de la population, on rapproche la population des armées. C'est un fait qu'à une époque où nous très lointaine nous recherchons aussi une répartition har-

[illegible]



ANGLETERRE

séminaires étudiants

2 semaines 750 F.
3 semaines 1190 F.

Pension complète.
Audéo-visuel : anglais
gén., 4 à 12 h de cours
par jour, intensive
drills, Anglais
commercial. Activités
variées, club,
cinéthèque, etc.

British European Centre
S, rue Richemance,
Paris Be
280.18-35

Nom _____
Prénom _____
Date Postal _____ Ville _____

pouvez recevoir la brochure de présentation
et vous envoyer le prospectus pour réserver votre place

Cette semaine
~~2050~~^F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
1500^F TTC
seulement
en 3 versements
pose et déplacement compris

**LA CLEF ROUGE
TOUTES LES GRANDES
MARQUES A DES
PRIX CASSES**

Protégez-vous:
PORTE
entièrement
blindée

BLINDEE
1^{re} qualité
exemple:
Serrure
SUPERSURETTE

BRICARD

5



**fermetures
super
sécurité**



FRACTION

UGE.
CTION T# 336-41-55

PARIS-BANLIEUE
Marseille (Tél. : 53-40-98)
: 88-62-58)

En cas de mauvaises odeurs tirer la languette.



**k lance le Super Bloc.
bloc qui sent bon.**



DECOUVERT MORT DANS
D'UN IMMEUBLE

De notre correspondant

Après la mort de G...
... de l'opéra de
... dernière volonté
... était venue à l'ac-
... la plainte de la
... d'un minot de plus.
... accusain même
... d'avoir été le
... Jean-Louis desm...
... des in...
... d'êtres d'êtres
... son cos (le...
... 23 février-17 ans)

TI DES FORG NOUVELES

responsable, Philippe Mar-
tinez, pour un grand
nombre de raisons, en am-
ont été libérées, en am-
ont de l'édifice. A la
fin du 2000, il a été
à la tête de

En Savoie et dans les Alpes

QUATRE ALPINISTES
ONT ÉTÉ VICTIMES
D'ACCIDENTS MORTELS

Le père de Georges, le Père Pierre-Joseph, originaire de Morn, est mort à 80 ans, d'une chute dans les escaliers, il y a quelques jours. Il était âgé de 80 ans.

[illegible]

JEUNESSE

LE MOUVEMENT
DE LA JEUNESSE COMME
PRÉSENTERA DES CANDIDATS
AUX SECTIONS MUNICIPALES

[illegible]

Le mouvement de la jeunesse ne peut qu'affirmer sa vitalité. Les quatre-vingt-dix pour cent de la jeunesse de la région, comme des fleurons de la nation, ont des idées, des aspirations, des espoirs. Ils ont le droit de les exprimer, de les défendre, de les faire valoir. Ils ont le droit de participer à la vie politique, sociale, économique, culturelle de leur pays. Ils ont le droit de contribuer à la construction d'un monde meilleur.

3 L'HOTEL DROUIN
A PROPOSE DES GAMES
PAR JURY ET COMMISSION

Merced

DIRECTIONS
 4. 1 - [illegible]
 4. 2 - [illegible]
 4. 3 - [illegible]
 4. 4 - [illegible]
 4. 5 - [illegible]

CHINE ☐

IRAN ☐

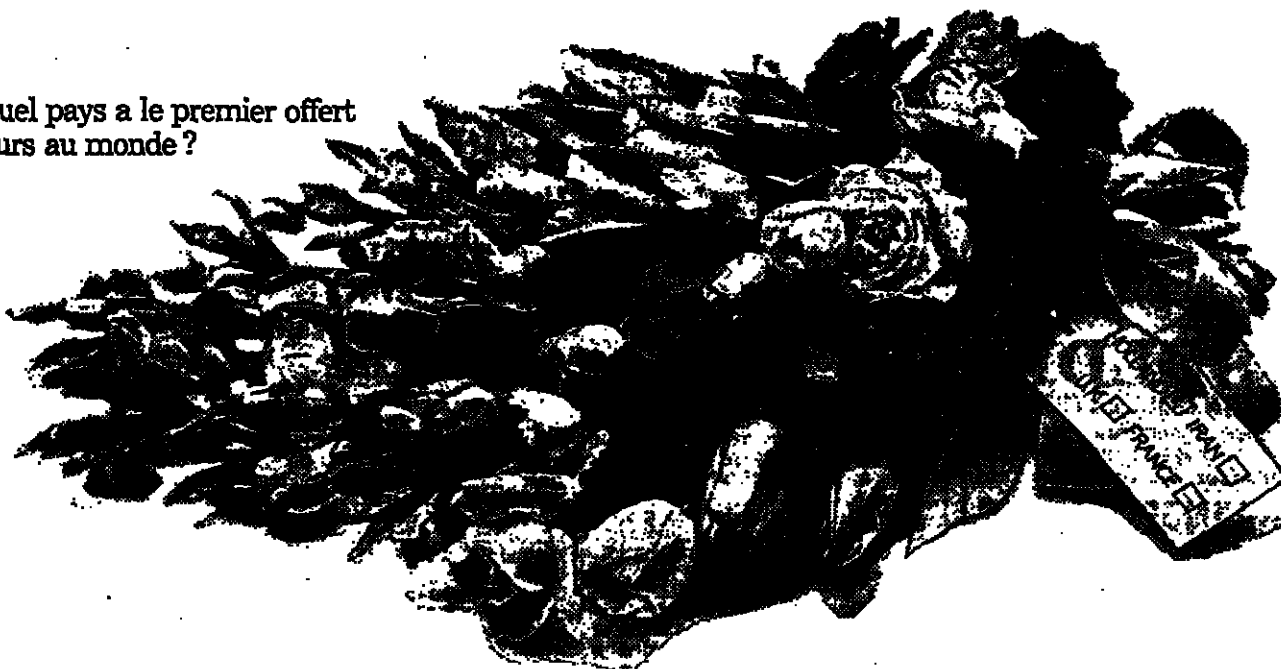
FRANCE

En 1990, il est prévu que les Etats-Unis, l'U.R.S.S., le Japon, l'Allemagne Fédérale seront les 4 premières puissances industrielles du monde. Quelle pourrait être la 5^e?

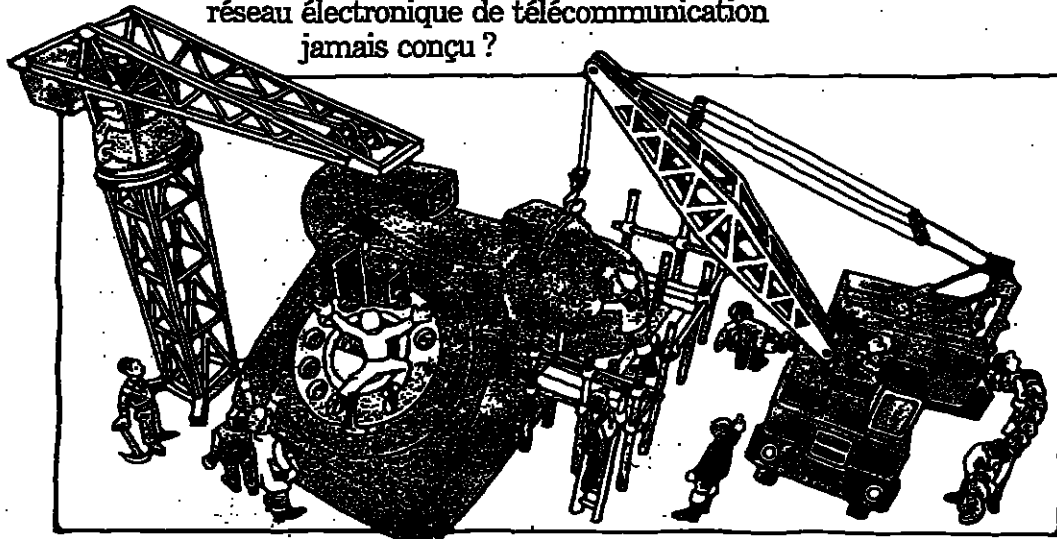
L'ANNÉE DERNIÈRE, UN SEUL DE CES PAYS A AUGMENTÉ DE 36% SON BUDGET POUR L'ÉDUCATION LEQUEL EST-CE ?

CANADA
FRANCE
ANGLETERRE
IRAN

Quel pays a le premier offert ces fleurs au monde ?



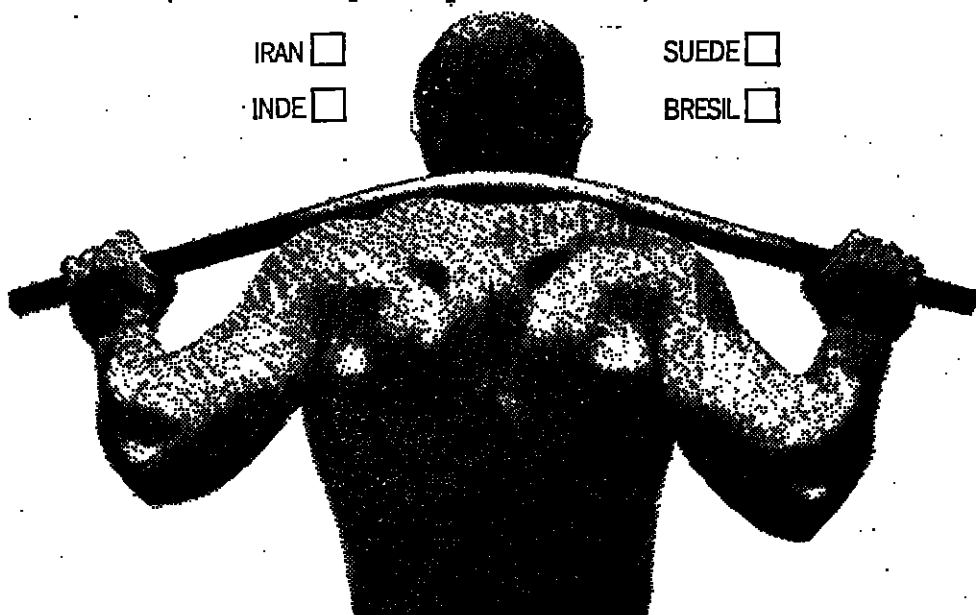
Quel pays est en train d'installer le plus important réseau électronique de télécommunication jamais conçu ?



IRAN ☐ USA ☐ ALLEMAGNE FED. ☐ JAPON ☐

Quel pays rejoindra le pool des plus gros producteurs d'acier du monde ? (cocher celui qui a le plus de chance).

IRAN ☐

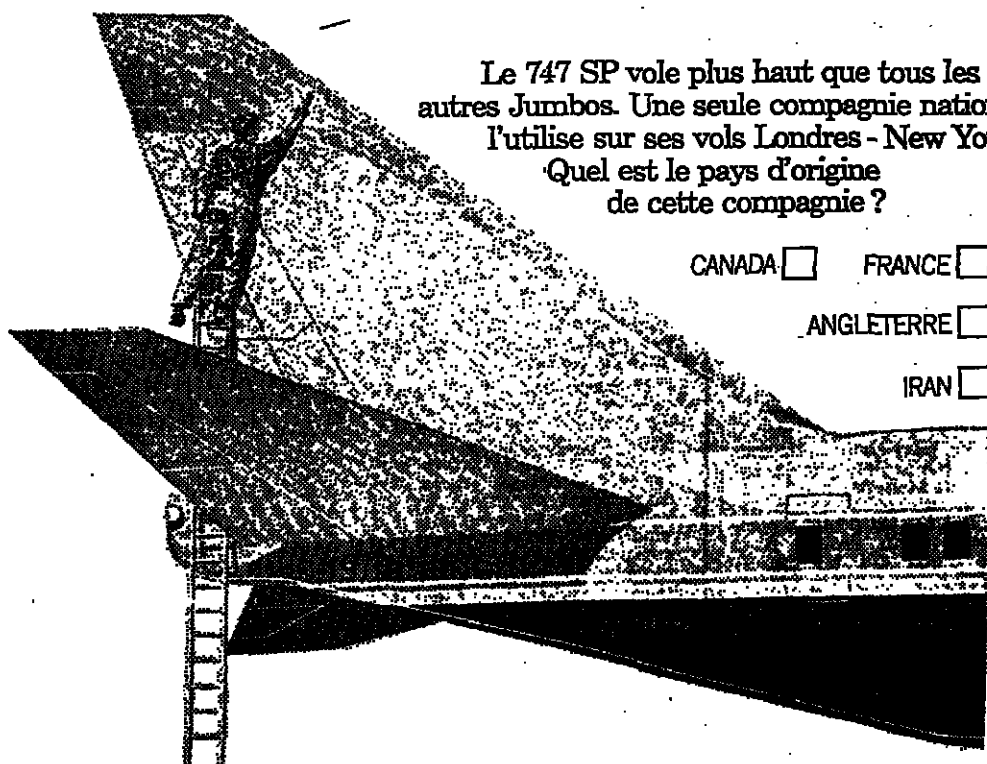
SUEDE ☐- INDE ☐BRESIL 

Le 747 SP vole plus haut que tous les autres Jumbos. Une seule compagnie nationale l'utilise sur ses vols Londres - New York. Quel est le pays d'origine de cette compagnie ?

CANADA ☐ FRANCE ☐

ANGLETERRE ☐

IRAN ☐



Nous grandissons plus vite que les autres.

 PARIS, LONDRES, VIENNE, FRANCFORT, ZÜRICH, GENEVE, ROME, MOSCOU, ATHÈNES, TEHRAN, BAGDAD, DJEDDAH, LE CAIRE, PEKIN, TOKYO, ABADAN, KOWEÏT, BAHRÉÏN, ABU DHABI, DHAHRAN, DUBAI, DOHA, MUSCAT, KABOUL, KARACHI, BOMBAY, NEW YORK. BUREAUX ÉGALEMENT A : MILAN, HAMBOURG, MUNICH, GLASGOW, LOS ANGELES, ET HOUSTON.

صلى الله عليه وسلم

LES RÉGIONS

De nouvelles façons de penser la ville

Cent mille personnes dans l'échangeur de Lyon-Perrache

La manière douce

Le centre d'échanges de Lyon-Perrache vient d'être mis en service. La fonction principale de cette énorme construction de béton de 250 mètres de long et 25 mètres de haut, érigée sur l'ancien cours de Verdun, entre le Rhône et la Saône, et juste devant la gare de Perrache, à laquelle elle est directement reliée, est de rendre plus facile les échanges entre les différents modes de transport, collectifs et individuels, concentrés en ce point stratégique de l'agglomération.

Un voyageur débarquant du train accède désormais à tous les moyens de transport public ou privé, collectif ou individuel, sans s'exposer aux intempéries. Ou encore un automobiliste circulant sur l'autoroute pour aller déjeuner en ville et reprendre ensuite sa route. Le centre d'échanges de Perrache a été considéré par les auteurs du projet comme un élément fondamental de la restructuration urbaine. Il doit, selon eux, rétablir de véritables relations entre les deux parties d'un même quartier artificiellement coupé par l'implantation, il y a plus d'un siècle, des voies ferrées. Cet objectif n'est cependant pas atteint pour l'ouverture du centre : le mail piétonnier s'arrête en effet à hauteur de la marquise de la gare et son prolongement éventuel au-dessus des

voies reste subordonné à des négociations avec la S.N.C.F. Les passants devront donc, pour se rendre au-delà de la gare, traverser comme par le passé les « voûtes », ou un passage. À la demande expresse du comité de quartier, leur a tout de même été réservé.

D'après les estimations des promoteurs, chaque jour transiteront dans le centre d'échanges près de cent mille personnes, dont la moitié sera la clientèle des transports collectifs automobiles : onze lignes publiques et quarante-sept lignes privées, soit deux cent vingt autobus et cent cinquante autocars, aboutiront en effet à la gare routière.

Les premières études avaient été entreprises en 1963. L'avant-projet a été adopté par le conseil de la communauté urbaine en 1971. Les travaux de génie civil, confiés à la Société des grands travaux de Marseille, ont débuté en octobre 1972. Le coût total de l'opération (centre d'échanges et voiries) est estimé aujourd'hui à 240 millions de francs.

Le ministère de l'équipement s'est par l'esprit de l'insigne ? Cette importante administration, souvent assimilée à une cohorte d'ingénieurs dévoués au béton et au bitume sans compter, gagnée par la modestie et la sensibilité, prête à fléchir, à faire du sur mesure ? Plusieurs décisions récentes et de nombreuses déclarations porteraient à le croire. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui doit s'adresser, jeudi 1^{er} juillet, à Angers, à tous les fonctionnaires chargés du cadre de vie, ne hendra sans doute pas un autre langage.

Controverses autour du monstre chéri de M. Pradel

« UNE réalisation unique en Europe », affirment les publicités annonçant dans la presse régionale l'ouverture du centre d'échanges. Ce n'est pas le premier record international que s'attribue Lyon. La capitale « mondiale » de la gastronomie, qui a ouvert fièrement, à La Part-Dieu, le centre commercial « le plus grand d'Europe », se vantait déjà, il y a deux ans, d'offrir aux automobilistes, parisiens ou étrangers, la traversée de sa cité « sans feu rouge », partageant cet autre titre mondial avec Los Angeles, où l'exemple avait d'ailleurs été puisé.

Ces lauriers paraissent bien fragiles à beaucoup. Au moins présentent-ils la ville sous un jour positif. Avec le centre d'échanges, Lyon se voit d'une couronne d'épines. Et le nouveau record qu'elle bat à cette occasion est celui, semble-t-il, de l'aménagement urbain le plus décrié depuis plusieurs générations...

seulement d'une poignée de commerçants et de riverains, mécontents de voir porter atteinte à leur environnement immédiat. Certes, les protestations émanant du comité perrachois d'intérêt local furent vives dès le début de l'hiver 1967 et continuèrent à l'écho « parce que, aujourd'hui, nous n'acceptons toujours pas ce machin, nous le subissons », disent les animateurs de ce comité.

Personne, à Lyon, et M. Pradel moins que quiconque, n'a oublié le camouflet infligé en novembre 1973 par M. Jacques Pélissier, alors préfet de la région Rhône-Alpes. « C'est un véritable blockhaus, une ligne Maginot », on a saccagé l'une des plus belles perspectives de Lyon. Si j'avais été chargé de faire passer une autoroute dans ce secteur, je suis sûr que j'aurais trouvé autre chose », avait dit en substance le représentant du gouvernement, oubliant à cette occasion que son administration n'avait pas refusé les autorisations nécessaires.

« Ligne Zizifried »

Aujourd'hui encore M. Robert Galley, ministre de l'équipement — dont une intervention récente a remis en cause la finalité d'un autre projet d'urbanisme lyonnais — croit pouvoir déclarer à propos de l'opération du cours de Verdun que M. Pradel « est allé vraiment trop loin ». L'absence de tout ministre ou secrétaire d'Etat à cette inauguration ne sera-t-elle pas interprétée par beaucoup de Lyonnais comme un désaveu officiel ?

« Mur de Verdun » ou encore « ligne Zizifried », comme certains ont pu le dire, le centre d'échanges n'est pas contesté seulement pour son architecture ou ses couleurs — bleu métallisé et rose saumon. Après tout, les références à l'art grec ou égyptien qu'avance l'architecte respon-

sable, M. René Gagné, et elles peuvent faire sourire certains, en séduisant d'autres. Si ce bâtiment est contestable ce n'est pas pour les raisons qu'on a dû, pour l'implanter, couper trois cent trente-trois plantations, dont des arbres de grande taille, pour l'ombre desquels stationnaient les cirques et les manèges forains. Les promoteurs — le maire de Lyon en tête — ont beau jeu de répondre qu'ils ont replanté vingt-quatre mille (7) arbres et plantés sur les terrasses à l'intention « des mamans, des bébés et des pépés ».

Ce qui est en cause, fondamentalement, dans cette affaire, c'est l'opportunité même d'un tel complexe et les fonctions qu'il aura à remplir. A-t-on oublié le parti initial ? Faire passer l'autoroute Paris-Marseille dans le cœur de la ville. Deux moti-

La dernière illustration de cette attitude nouvelle est l'installation du Fonds d'aménagement urbain (le 26 juin). Mal entonnoir, mal « environné », les im-mensités du centre d'échanges, dans le centre des villes, sont devenues le refuge des plus déshérités, vieillards ou immigrés. « Ne pas rager contre cette situation conduirait au gaspillage d'un patrimoine irremplaçable et entraînerait des malaises sociaux résultant du délabrement de ce qui apparaît comme l'âme de nos cités », a déclaré M. Robert Galley, ministre de l'équipement, en installant il y a quelques jours le Fonds d'aménagement urbain.

La création du FAU est en fait une petite révolution. Ce « brain-trust » où se rencontrent régulièrement les directeurs chargés dans plusieurs ministères de la construction, de l'urbanisme, de l'architecture et de l'action sociale doit concevoir, dans chaque cas, des opérations sur mesure : grâce à des actions variées : restauration d'immeubles, démolition de bâtiments vétustes, amélioration du confort des logements, action sociale, création d'équipements collectifs et mise en valeur des espaces publics. « Ainsi évitera-t-on, estime M. Galley, les opérations traumatisantes et obtiendra-t-on des modifications moins radicales des paysages urbains. » Une circulaire définissant cette nouvelle politique urbaine est en préparation pour la rentrée.

Le Fonds d'aménagement urbain sera animé par un secrétaire général, M. Claude Cornuau. Sociologue de formation, M. Cornuau n'appartient à aucun des grands corps de l'Etat. Peut-être sera-t-il mieux accepté par les différentes administrations et par les collectivités locales, dont il sera l'interlocuteur direct.

Quant à ceux qui voudraient voir dans cette initiative du ministère de l'équipement une nouvelle manifestation d'impérialisme, notamment vis-à-vis du secrétariat d'Etat à la culture, responsable de l'architecture, qu'ils se souviennent. Bientôt qu'ils soient en première ligne dans le secteur, sauvegardés, la direction de l'architecture n'a jamais été dotée de crédits correspondants. Membre à part entière du FAU, malgré la faiblesse des fonds qu'il y apporte, les responsables de l'architecture, et en tout cas les idées qu'ils défendent, ne peuvent que gagner à cette contagion de la manière douce.

Tous les quartiers anciens n'ont pas subi la rénovation bulldozer. Au nom de l'histoire de l'art et de l'architecture, certains ont sauvé leurs pierres. Mais pas tou-

BERNARD ELIE

Urbanistes-jardiniers

« VOUS devez avoir la vertu et la patience du jardinier. » Si cette jolie formule de M. Pierre Mayet, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme au ministère de l'équipement, ne peut que flatter « les militants de la restauration immobilière », elle est aussi de nature à freiner les ardeurs de tous ceux qui rêvent, en ce domaine, d'un faire plus et surtout d'aller plus vite.

Réunis vendredi 25 juin à La Rochelle, au lendemain de la création du Fonds d'aménagement urbain (le Monde du 16 juin), les cent soixante-quinze participants au colloque national de la dégradation des centres PAC (programmes d'action contre les taudis) attendaient avec une curiosité impatiente des précisions sur les dispositions nouvelles. Informés par M. Mayet du rôle exact que doit jouer ce nouvel organisme et de tout ce qu'il faut en attendre, ils ont appris aussi que les possibilités financières accrus qu'ils réclamaient depuis longtemps ne sont pas envisagées dans l'immédiat.

Nous ne disposerons pas forcément de crédits supérieurs, mais ils seront mieux orientés, a-t-il dit M. Mayet, qui a annoncé que les nouvelles directives seraient connues dès le mois d'octobre. Ces réformes de structure marquent le début d'une longue marche à la voie d'un nouvel urbanisme exécuté avec trois maîtres mots, la modestie, la prudence et le respect des villes et de leur histoire.

Avant d'élaborer ou d'améliorer des combinaisons financières mieux adaptées à l'objectif du moment, tout repose, semble-t-il, sur un état d'esprit qui impose à ceux qui s'associent à l'œuvre de réhabilitation des centres ville : élus locaux, responsables des administrations, animateurs des associations pour la restauration immobilière et habitants, qui sont ceux qui ont tout dépend, « Nous ne ferons rien s'ils sont passifs », a ajouté M. Mayet, en disant bien ce que cette nouvelle notion de participation entraîne : une « débouche » d'informations et une grande consommation de temps, mais cette mobilisation de tous les partenaires exige aussi l'engagement en première ligne des collectivités locales.

A ce propos, M. Yves Aubert, vice-président de la Fédération nationale des PAC, pouvait regretter l'indifférence apparente de trop nombreux élus. Rares, en effet, étaient ceux qui s'étaient déplacés à La Rochelle, où précisément une opération en cours offre sur le terrain une bonne illustration de ce qui devrait être la règle demain. On cherche ici à redonner sa vraie fonction vivante à la rue et en banissant la tentation du commerce spécialisé pour flâneurs de villes-musées.

MICHEL GUILLET.

MARSEILLE AVANT L'ÈRE DU MÉTRO

Plusieurs milliers de Marseillais ont découvert leur futur métro, le samedi 26 et le dimanche 27 juin, à l'occasion d'une opération « portes ouvertes » qui leur a permis de visiter les dix-huit mètres de galerie entre les stations de Chartroux et de Saint-Just, dans la partie souterraine de la première ligne de métro prévue qui sera mise en service à partir d'octobre 1977.

Les voitures à pneus, blanc nacré à l'extérieur, orange et jaune clair à l'intérieur, seront plus larges et donc plus spacieuses que celles du métro parisien et elles iront aussi plus vite. Le trajet sur le parcours La Rose-Vieux-Port (9 kilomètres) durera environ un quart d'heure. Les trains seront composés de trois voitures d'une capacité totale de trois cent cinquante voyageurs. Ils circuleront à la fréquence d'un convoi toutes les trois minutes (une minute et demie en cas de nécessité).

La note sera particulièrement lourde à payer pour la ville de Marseille et le département des Bouches-du-Rhône qui a accepté de prendre à sa charge 20 % des annuités de remboursement. Au total — matériel et équipements compris — le coût de la première ligne du métro marseillais aurait été estimé à 162,3 millions de francs, toutes taxes comprises (valeur mars 1973). Sur cette somme, l'Etat a accordé une subvention forfaitaire de 28 millions de francs, et calculée en fonction d'une « dette monétaire » de 2,5 % l'an. La dépense est évaluée aujourd'hui, en francs courants, à 124 millions, soit une majoration de près de 62 % consistant à l'inflation, et — pour 2,02 % seulement — à des dépassements de travaux à plus ou moins, certes, une révision de prix, mais selon une formule simplifiée qui ne correspond pas à l'augmentation réelle des coûts de construction.

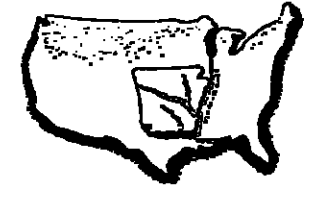
GUY PORTE.

Le centre de profit de l'Amérique...

... vous invite à prendre contact avec notre nouveau Bureau Européen pour être pleinement informé des nombreuses occasions d'investissements d'affaires au cœur de l'Amérique : en Arkansas (Etats-Unis)

L'Arkansas est situé à un carrefour stratégique : 70 millions de personnes sont à distance de livraison du jour au lendemain. L'Etat est desservi par des routes modernes, un réseau ferré très complet, de nombreux transporteurs aériens commerciaux et des rivières navigables débouchant sur les océans du monde via le fleuve Mississippi et le golfe du Mexique. Les entreprises européennes y trouveront un

climat social stable, d'amples ressources énergétiques, des plans de financement généreux et un grand nombre d'emplacements disponibles pour une implantation industrielle, à des prix raisonnables. Pour être complètement informé de toutes les occasions que l'Arkansas peut vous offrir, prenez contact avec le Bureau Européen du Gouverneur, dont les représentants sont Robert Adcock et Thorik Strigel.



Etat d'Arkansas
Bureau Européen du Gouverneur
Avenue Louise, 437 Bâtiment 4
B-1050, Bruxelles, Belgique
Tél (2) 649 60 24
Représentants européens :
Robert Adcock et Thorik Strigel.

Arkansas, USA

RELIGION

L'ÉGLISE ET LES PERSONNES AGÉES

Pour une pastorale de la vieillesse

L'Eglise catholique s'occupe-t-elle suffisamment des personnes âgées ? S'en occupe-t-elle comme il faut ? Telles sont les questions que se pose la commission nationale pour la pastorale des personnes âgées, dont fait partie notamment le Père Gérard Defois, du secrétariat de l'épiscopat (1). Celui-ci n'est pas éloigné de croire que l'Eglise, comme la société, est tentée « de mettre tous ses œufs dans le panier de la production ».

Avec les vieux, pourtant, on devrait faire autre chose que de les préparer à terminer leurs jours. En l'an 2000, 13 millions de Français auront plus de soixante ans, contre 9,9 millions actuellement, et la proportion des personnes âgées aura sensiblement augmenté. C'est une erreur d'opérer une ségrégation comme si les vieux étaient faits pour vivre avec des vieux, alors que leur désir est le plus souvent de rester intégrés à la société. C'en est une autre de croire que l'amélioration — nécessaire — des conditions matérielles de vie suffit à donner un visage humain au troisième âge. Les retraités éprouvent de plus en plus le besoin de ne pas être des assistés, de se prendre eux-mêmes en charge et d'être respectés pour ce qu'ils sont.

« Un regard dominateur sur les anciens conduit à des attitudes de protection plus qu'à reconnaître l'apport et la richesse ».

MISE EN GARDE DE L'ÉVÊQUE DE LOURDES CONTRE CERTAINES DÉVIATIONS RELIGIEUSES

Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et de Lourdes, part en guerre contre l'exploitation de la crédulité populaire et contre une publicité dévoyée qui incite les pèlerins à des actes superstitieux. « Comment admettre que des objets tels que pierre, parcelle de terre, fleurs, gouttes d'eau et même des médailles, puissent être présentés comme des sortes de talismans qu'il suffirait de porter sur soi pour être protégés, parce que venant de Lourdes, s'interroge Mgr Donze. Il y a là un grave danger de déviation du sentiment religieux contre lequel les responsables des sanctuaires mettent en garde fabricants, commerçants, propagandistes et acheteurs. »

« L'Eglise catholique a fort à faire pour éliminer les déviations, de la pitié populaire, d'autant plus qu'elle les a souvent tolérées, utilisées, voire suscitées. Mais des efforts sont faits depuis quelques années, à Lourdes notamment, pour décourager la foi marchande des pèlerins et les aider à situer à leurs vraies places certaines pratiques secondaires. »

© RECTIFICATIF. — Le théologien péruvien Gustavo Gutiérrez enseigne à l'université catholique de Lima, et non pas à l'université grégorienne comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 18 juin.

propres aux personnes âgées, estime le Père Defois. Celles-ci peuvent assumer un certain nombre d'activités, elles possèdent des qualifications mises prématurément en veilleuse. À se sentir inutiles et irresponsables, leur moral se dégrade : elles sont tentées par le désenchantement, le fatalisme, sinon le désespoir. Ces conditions ne favorisent évidemment guère la vie de la foi.

Si 30 % des personnes âgées disent « pratiquer », il ne faut pas se faire d'illusions sur les sentiments religieux de beaucoup d'entre elles. L'indifférence est très générale. Dans certains diocèses, 90 % des hommes âgés dans les institutions ne manifestent aucune préoccupation religieuse, écho en quelque sorte de l'attitude des jeunes.

Le chanoine R. Meuliet signale l'importance des émissions de télévision et de radio, celles du dimanche notamment pour revivifier la foi des personnes âgées. Il regrette les soins insuffisants apportés parfois dans le choix et la préparation des prêches chargés de s'occuper des personnes âgées. Celles-ci pourtant, tout autant que les jeunes, méritent une pastorale adaptée, ce qui ne veut pas dire béatifiante. Le problème de la mort lui-même devrait être abordé franchement et c'est même dans ce domaine que l'Eglise devrait être la plus à l'aise. Est-ce le cas ? — E. P.

(1) La commission nationale des personnes âgées, 100 rue du Bon-Pasteur, 75014 Paris. Elle a édité un dossier d'information donnant, entre autres, des renseignements sur les mouvements s'occupant de vieillards : la Vie montante, la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul, le Secours catholique, les clubs Saint-Vincent, les Petits Frères des pauvres, etc.

LE PÈRE HAUBTMANN EST NOMMÉ RESPONSABLE DU SECRÉTARIAT POUR LES NON-CROYANTS

Le Père Paul Haubtmann, jésuite, vient d'être nommé responsable du secrétariat français pour les non-croyants, en remplacement du Père Jean-François Six, dont le mandat arrive à expiration.

« Né en 1916, le Père Haubtmann est entré dans la Compagnie de Jésus en 1948. Il fut aumônier des étudiants à Grenoble de 1954 à 1973, date depuis laquelle il travaille aux côtés du Père Six au secrétariat pour les non-croyants. »

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

SPORTS

VOILE

Tabarly, pour la deuxième fois

(Suite de la première page.)

Au demeurant, si animée et riche d'enseignements que soit cette course, elle ne permet guère de répondre aux diverses questions que l'on peut se poser à son sujet. Ainsi, devrait-on exiger des concurrents qu'ils communiquent chaque jour leur position ? La compétition y gagnerait en netteté et, croyons-nous en intérêt. Mais il est certain qu'en donnant des détails sur leur progression, les mieux placés fourniraient aux autres navigateurs des indications fort utiles qu'ils préfèrent en général garder pour eux.

Autre problème souvent évoqué : faut-il limiter la dimension des bateaux engagés dans l'épreuve ? Plusieurs voix se sont élevées en faveur d'une telle décision. Évidemment, Robin Knox-Johnston, le grand marin britannique qui a remporté la première course autour du monde en solitaire, s'est prononcé en faveur d'une longueur maximale de

100 pieds, soit 30,5 mètres. D'autres navigateurs aussi différents que Edward Heath et Eric Tabarly sont hostiles à une réglementation de ce genre. Ajoutons que les deux monocoques géants de 39 m et 42 m engagés dans l'épreuve n'ont pas affiché de supériorité marquée sur les voiliers plus mesurés. Dès lors, il ne paraît urgent ni de prendre des dispositions spéciales à leur égard, ni de construire de nouveaux monstres.

Une troisième question reste posée depuis des années et le restera longtemps encore. Faut-il dans les grandes traversées océaniques, miser sur un monocoque ou sur un multicoque. Le trimaran *Mélanie* l'avait emporté en 1972. Le classique *Pen-Duick VI* a distancé cette année tous ses rivaux. La disparité pouvait exister entre les coques et les gréements d'unités rapides est particulièrement à la voile et constitue l'une des caractéristiques les plus frappantes de cette activité. Dans ce domaine nous sommes très loin, par exem-

ple, de la ressemblance qu'affichent, sur un aérodrôme, les quadricycles conçus par des firmes rivales. L'architecture navale utilise des solutions très diverses : elle se trouve en pleine évolution.

Si l'hésitation reste permise en la matière, il est certain en revanche que, pour triompher dans la « Transat », il ne suffit pas d'être un grand navigateur, courageux et expérimenté. Il faut aussi disposer d'un voilier bien au point. Le quatre-mâts d'Alain Colas, récemment mis à l'eau, n'a pas donné toute sa mesure. En particulier la défaillance de nombreux drisses l'a beaucoup handicapé. Au début de sa carrière, *Pen-Duick VI* avait perdu des mâts. Lancé en juillet 1973, le ketch d'Eric Tabarly ne ménagea plus, aujourd'hui, de mauvaises surprises.

Dans la course transatlantique, des déceptions très vives ont été éprouvées par les entreprises qui ont engagé des sommes importantes pour la promotion de leur activité ou de leurs produits : les bateaux qu'elles patronnaient ont connu des fortunes diverses. Seront-elles incitées à poursuivre leur effort ?

Au début du livre qu'il a consacré à son *Pen-Duick VI*, Eric Tabarly a écrit : « Chercher des commanditaires : Je dois reconnaître que je n'étais pas doué pour ce genre d'activités. »

Pen-Duick ne porte pas le nom d'un objet de grande consommation. Mais si le capitaine de course Eric Tabarly veut naviguer un jour sur l'étonnant engin de 18 mètres à patins dont il rêve, il aura besoin de concours.

YVES ANDRÉ.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

La conférence de presse d'Hennie Kuiper

Bornem (Belgique). — A une époque où les meilleurs professionnels emportés dans le tourbillon du Tour de France disputent en permanence une course contre la montre et descendent à peine de bicyclette pour répondre aux interviews, Hennie Kuiper prend le temps de convier les journalistes à une conférence de presse qui est, en général, très appréciée. Celle de Bornem, lundi 28 juin, le fut d'autant plus que le champion du monde venait de gagner la quatrième étape après avoir décliné à treize kilomètres de l'arrivée une attaque surprise dont il a le secret. Il laisse entendre qu'il pourrait éventuellement échanger son maillot arc-en-ciel contre un maillot jaune et bouleverser de la sorte l'ordre

établi. « Cette épreuve me contient, déclare-t-il en substance, car elle s'adresse aux hommes de caractère. »

Kuiper n'est pas vaniteux. On le dit résolu, opiniâtre, et son directeur sportif, l'ancien spécialiste des Six jours, Peter Post, estime qu'il sait évaluer exactement ses possibilités. Du reste, il a produit sur ses interlocuteurs une impression très favorable. Il n'est pas interdit de penser que le coureur néerlandais, vainqueur cette année du Tour de Suisse, après avoir pris la deuxième place de Paris-Nice, peut convoiter le maillot jaune ou du moins poser des problèmes aux principaux favoris.

Ces favoris, quels sont-ils ? On cite en premier lieu Thévenet, parce qu'il a gagné en 1975, Van Impe, parce qu'il est théoriquement le meilleur grimpeur de sa génération, et ensuite un indigène, sans ordre préférentiel, Baronechi. Bertoglio, Zoetemelk, Passardonna, Lopez-Carril, voire Freddy Maertens, toujours premier du classement général et Raymond Poulidor, qui étonne les suiveurs depuis le départ de Saint-Jean-de-Monts. Mais il faut admettre qu'aucun de ces routiers de grande valeur n'offre, dans les circonstances actuelles, les garanties d'un Merckx ou d'un Bernard Thévenet à l'apogée de leur forme.

JACQUES AUGENDRE.

ATHLÉTISME

Record du monde féminin sur 1 500 mètres

DEUX SOVIÉTIQUES EN DESSOUS DE 4 MINUTES

La Soviétique Tatjana Kazankina a battu, lundi 28 juin, à Podolsk, près de Moscou, le record du monde du 1 500 m féminin. Elle a couvert la distance en 3 min. 56 sec., sa compatriote Ralika Katioukova, seconde, couvrant elle aussi en moins de 4 minutes (3 min. 59 sec. 8/10). L'ancien record du monde était détenu par la Soviétique Lioudmila Braguina, 14 min. 1 sec. 4/10, qui l'avait amélioré à trois reprises aux cours des derniers Jeux olympiques. A Podolsk, Braguina s'est classée troisième en 4 min. 2 sec. 8/10.

Notons que si Kazankina et Katioukova avaient participé à la finale du 1 500 mètres messieurs des championnats de France, dimanche 27 juin, à Lille, elles auraient pris les neuvième et onzième places sur douze concurrents.

Classement de la quatrième étape. Le Tournef - Bornem (28 km). — 1. Hennie Kuiper (P-B.), 7 h. 31 min. 25 sec. (moyenne 34,22 km/h) ; 2. Leger (Suisse), m. t. ; 3. Gavazzi (It.), 7 h. 31 min. 34 sec. ; 4. Sibille (Fr.), m. t. ; 5. Vianen (P-B.), m. t. ; 6. Raas (P-B.), 1 h. 31 min. 38 sec. ; 7. Paulena (It.), m. t. ; 8. Maertens (Belg.), 7 h. 31 min. 39 sec. ; 9. Guazzini (It.), m. t. ; 10. Esclasseu (Fr.), m. t. sec.

Classement général. — 1. Maertens (Belg.), 19 h. 57 min. 36 sec. ; 2. Poulidor (Fr.), 19 h. 58 sec. ; 3. Manzanquer (Esp.), 20 min. 29 sec. ; 4. Schuiten (P-B.), 20 min. 32 sec. ; 5. Proke (P-B.), 20 min. 46 sec. ; 6. Brake (P-B.), 20 min. 55 sec. ; 7. Kuiper (P-B.), 21 min. 20 sec. ; 8. Poulidor (Fr.), 21 min. 25 sec. ; 9. Dangillauze (Fr.), 21 min. 26 sec. ; 10. Bédard (Fr.), 21 min. 30 sec.

J.-P. JOSSUA

lectures en écho

journal théologique

Ce premier journal est fait d'une série de réactions à des lectures choisies pour faire naître et se poursuivre une réflexion sur quelques thèmes majeurs :

- La foi et le doute,
- l'affrontement du mal,
- l'avenir du christianisme,
- la difficulté de parler de Dieu,
- l'ambiguïté de l'Eglise.

Hors coll. 252 p., 38 F.

CERF

SOLDÉS

à tous les étages, dans tous les rayons des
Galeries Lafayette-Haussmann, Montparnasse,
Belle Epine et entrepôt de l'île Saint-Denis

Galeries Lafayette

صكذمان الاصل

Pa
sa
de

monde. L'
seau re
décent

à dans
monde
de polle
qu'une
vires et
mage de
bonnet
qu'on ne
il s'agit
remont
le log
mises
la seule
plém
« l'inc
la sigle
aueilli
son d

Salle des
Techni
mimum
ration.
simple
rendre
plus de
des éci
isés. L
P.R. tr
de clar
dans la
lum
partici
pour
donne
aux sa
vives
Celle
travail
jours.
procé
que di
succè
les an



Paco Rabanne Parfums inaugure sa nouvelle unité de production de Chartres.



SITUÉE à 90 km de Paris, c'est Chartres, dont la cathédrale médiévale est célèbre dans le monde entier, que la Société des Parfums Paco Rabanne a choisie pour implanter l'usine ultra-moderne rendue nécessaire par le développement spectaculaire de ses ventes en France et dans le monde.

Desservie par des trains directs et rapides, par un important réseau routier et surtout par une autoroute qui le met à une heure de Paris, cette capitale beauceronne offre aux industriels désireux de se décentraliser dans un cadre idéal.



PHOTO D'ETHELLE

Là, dans une Zone Industrielle déjà largement aménagée, où seules sont admises les industries non polluantes, Paco Rabanne Parfums a voulu une usine qui allie à la fois l'avant-garde dans le progrès et l'élégance dans la conception, reflet de l'image de marque que la société a toujours cherché à donner d'elle-même. C'est un bâtiment à l'architecture originale, à la fois sobre et très moderne qui s'offre aux regards du visiteur. De proportion harmonieuse, il est entouré d'un parc naissant pour lequel on a planté plus de 1.200 arbres et arbustes divers. Deux vastes bassins qui ne sont pas seulement destinés au plaisir des yeux, mais également à compléter l'alimentation d'eau en cas d'incendie, encadrent la porte d'entrée frappée du sigle P.R. pour Rabanne. (Les visiteurs sont accueillis dans le hall par une hôtesse Paco Rabanne au son d'une musique douce).



Fondés en 1968 par Monsieur Alfred Morille, les Parfums Paco Rabanne lançaient au printemps 1969 leur premier parfum : Calandre, parfum à la note voluptueuse et tenace, présenté dans un flacon sobre et serti de métal, créé d'après une idée du couturier Paco Rabanne, apportait dans sa présentation et dans son essence un style nouveau qui lui valut l'accueil enthousiaste des femmes en France et dans le monde. Calandre, mot court, facile à prononcer dans toutes les langues, symbole de modernisme et de vitesse, ne tarda pas à attirer l'attention des agents étrangers spécialistes dans l'importation de parfums français, et ce fut le début d'une conquête dont il est peu d'exemple dans l'industrie du Parfum.

En 1972, Paco Rabanne lançait sa célèbre Ligne Pour Homme. Dans un flacon au bouchage rapide et nouveau, (imité depuis), une Eau de Toilette aux notes fraîches, personnelles et tenaces, alliant la senteur des herbes de Provence, des plantes des garrigues aux riches essences exotiques - une création originale se démarquant nettement des produits pour homme déjà sur le marché. Paco Rabanne Pour Homme se situe comme un des plus extraordinaires succès actuels. En deux années, il est vendu dans le monde entier, et fait aux États-Unis une percée très exceptionnelle. Dans les deux lignes, Calandre et Paco Rabanne Pour Homme, Paco Rabanne a créé un ensemble de produits de haute qualité : parfum, eau de toilette, atomizer, déodorant, huile pour le bain, savons de toilette "Calandre" - eau de toilette, after-shave, atomizer, déodorant, mousse à raser, savon de toilette pour le bain "Pour Homme."



PHOTO D'ETHELLE

Salle des cuves pour la macération des parfums.

Techniquement, l'usine est automatisée au maximum - salles des cuves, circuits d'alcool, macération, filtration sont réglés électroniquement par simple toucher sur un clavier - les chaînes, aux rendements les plus élevés, sont capables de produire plus de 30.000 flacons par jour, sans tenir compte des échantillons. Dans des ateliers clairs et climatisés, les ouvrières en blouses vertes à écusson P.R. travaillent dans une atmosphère de calme et de clarté. Des patios intérieurs fleuris apportent dans toute l'usine, construite de plain-pied, l'air et la lumière du jour. Les locaux sociaux ont été particulièrement soignés, rien n'ayant été négligé pour humaniser au maximum l'infirmerie, et donner un aspect élégant autant qu'accueillant aux sanitaires. La salle de restaurant décorée de vives couleurs est claire et gaie.

Cette usine, qui respire l'élégance, l'ordre et le travail, s'avère déjà trop petite. Dans les prochains jours, la Société Paco Rabanne Parfums va devoir procéder à des extensions qui n'étaient prévues que dans plusieurs années, et qui témoignent d'un succès qui est un exemple presque unique dans les annales de la parfumerie française.

La mise en route de l'usine de Chartres va permettre à la Société Paco Rabanne de consolider son succès en assurant des livraisons plus rapides rendues nécessaires par le développement de ses exportations - 75 % du chiffre d'affaires total. Elle apporte à la société l'outil de travail indispensable pour atteindre le haut niveau auquel elle aspire parmi les plus grands noms de la Parfumerie Française.



M. Morille et M. Poher, Président du Sénat, au cours de la visite de l'usine.

A l'occasion de l'inauguration, Paco Rabanne avait invité ses principaux agents étrangers à un colloque qui réunit d'abord au siège social de la société, 58, avenue Marceau, les agents de 30 pays. Tous se retrouvaient le soir même, avec le Conseil d'Administration et les principaux collaborateurs de la société à un Dîner de Gala au cours duquel le couturier Paco Rabanne présentait sa dernière collection de Haute Couture dans le cadre élégant de l'Alcazar d'Été, Avenue Gabriel - spectacle dansé d'une extraordinaire qualité qui recueillit les applaudissements unanimes de l'assistance. Le lendemain à Chartres, Paco Rabanne Parfums avait tout d'abord invité ses agents à une visite guidée de la Cathédrale de Chartres, dont tous admirèrent plus particulièrement les merveilleux vitraux. Ce fut ensuite l'inauguration de l'usine, en présence de Monsieur Alain Poher, Président du Sénat, du Préfet d'Eure-et-Loire, Monsieur Gosselin, du Maire de Chartres, Monsieur Laillet, des Personnalités du département, des Personnalités de la ville de Chartres, et des nombreux amis des Parfums Paco Rabanne.

Après la visite de l'usine faite sous la conduite de techniciens de la société, tous les amis se retrouvaient devant un buffet servi sous une tente dans le parc de l'usine.

Dans la soirée, chacun reprenait la route de Paris, en souhaitant à la société Paco Rabanne Parfums un succès toujours grandissant au sein de la Parfumerie Française de Haute Qualité.

LA NEORAVURE (Cité, Deslattes), PARIS.

Paco Rabanne



Deuxième fois

... Dans la course mondiale pour la conquête des marchés étrangers, les entreprises françaises ont dû se tourner vers l'exportation. Cette dernière, qui était autrefois réservée aux produits de luxe, s'est ouverte à tous les secteurs de l'industrie. Les entreprises françaises ont dû se tourner vers l'exportation. Cette dernière, qui était autrefois réservée aux produits de luxe, s'est ouverte à tous les secteurs de l'industrie.

TOUR DE FRANCE CYCLISTE

France de presse d'Hennie K...
... Cette année, le Tour de France cycliste a été marqué par de nombreuses épreuves. Les cyclistes français ont montré leur talent et leur endurance. Le public a été très enthousiasmé par les performances des athlètes.

ESTRONE

... du monde féminin... 300 mètres...

NOUVEAUX

... DE 4 MINUTES

... JACQUES MERE

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

... 6-78

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le gendarme de l'univers

Les soucoupes volantes, c'est comme la reprise, on y croit ou on n'y croit pas. D'autre part, on peut inventer des phénomènes et classer leurs interprétations. Sur les terrains de la psychologie et de la sociologie en particulier.

Les débats d'après-film, le lundi soir sur TF 1, et notamment ceux qui par le biais de l'anticipation abordent des questions scientifiques, ne recherchent pas la controverse par accumulation de contradictions, selon le modèle des « Dossiers de l'écran » ; ils se proposent d'éclairer des sujets auxquels s'intéresse l'opinion publique et qui sont souvent déviés par l'ignorance, quand cette déviation n'est pas elle-même exploitée systématiquement.

L'OVNI (objet volant non identifié) est, en effet, avec la magie et le monstre du Loch Ness, un des fantasmes que l'on agit le plus régulièrement devant des collectivités auxquelles on a appris à les concevoir. Né, paraît-il, aux premières heures de la guerre froide, l'OVNI exprime sans doute la crainte qu'ont éprouvée les Américains de subir un conflit sur leur propre sol. A cet égard, l'être venu d'ailleurs dans le film de Robert Wise La jour où la Terre s'arrêta est un personnage d'époque : si, tel l'ingénieur de Voltaire, il peut, à l'aide de ses pouvoirs et de son bon sens d'extra-terrestre, démentir la vanité des prétendues terribles, il postule en faveur d'un maintien de l'ordre universel assuré par un gendarme omnipotent, capable d'intervenir à tout moment dans la galaxie. Métaphoriquement, rien de très différent des idées que se faisaient le président Truman et

M. Foster Dulles du rôle des Etats-Unis sur notre Terre.

Les participants au débat, animé par Robert Clarke, ne vont évidemment pas s'attarder à cette figure. Pour l'astronome Jean-Claude Ribes, un phénomène est naturel ou il ne l'est pas : il ne connaît pas tout ce qui se produit dans le ciel, mais peut, par exemple, expliquer scientifiquement les météorites et les aurores boréales, phénomènes qu'on rattache à y a quelques décennies au domaine magique. On interprète trop souvent l'univers qui nous dépasse avec des schémas humains, commentera son tour l'astro-physicien Hubert Reeves, qui résistent d'autant à l'interprétation de réalités nouvelles. Les rumeurs, telles que les apparitions de soucoupes volantes, ont des racines psychologiques fondamentales, affirmera de son côté le psychanalyste Roland Cahen, qui se réfère notamment aux travaux de Jung sur l'apparition de boules noires dans le ciel de Bâle, en 1312.

Si le scientifique s'étonne des reculs de la connaissance — Sénèque étudiait méthodiquement les comètes dont il s'empare les faiseurs de comètes aux siècles suivants — il reconnaît les risques constants de confusion : malgré un exercice assidu de l'observation, J.-C. Ribes a bien pris un ballon-sonde pour une nova, une de ces étoiles en explosion qui brillent particulièrement. Mais, pour revenir aux OVNI, il y a des faits incontestables : les avions du Canada et des Etats-Unis ont tenté de construire des soucoupes volantes. D'autre part, il existe des manifestations auxquelles la science est incapable de fournir une identité,

non pas toute d'éléments, mais parce que les témoignages portant sur des points précis ne sont pas rattachables à des phénomènes connus. L'astronome sera moins restrictif sur ce terrain que le sociologue Georges Balandier, qui mentionne l'attrait mythique exercé sur l'Américain moyen par la science-fiction (l'espace et le futur seraient l'essence de la matière de 40 % des scénarios proposés en une année aux sociétés de production) ; il parlera, par exemple, de ce qu'on nomme l'ordre en boue, charge électromagnétique qui se déplace lentement, et même à l'intérieur des maisons, longtemps considérée comme une hallucination et dont on donne maintenant des explications physiques.

Au demeurant, s'ils renvoient les OVNI tels qu'on les connaît par la littérature et la presse dans les ateliers de carnaval, les scientifiques ne nient pas, a priori, l'existence d'une vie extra-terrestre. Mieux, leur curiosité professionnelle les amène à le souhaiter non sans excitation ; pour ce qui est des soucoupes, une vision fautive peut correspondre à un phénomène réel ; en outre, comme le rappelle un astronome, la vie théoriquement existe partout où elle est possible. Pourquoi pas ailleurs dans notre galaxie, ou dans une autre ? A ce titre, la sonde américaine sur Mars peut apporter des informations importantes.

Participe également à ce débat un auteur de science-fiction. De peur de passer pour un lunatique, il n'a pas voulu s'engager sur le terrain de l'invention. Du coup, c'est lui qui faisait figure de positiviste.

MARTIN EVEN.

MARDI 29 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

EUROP ASSISTANCE

Banques, Agences de Voyage, Caisses d'Épargne, Écureuil, Assureurs

20 h. 30. Variétés : Si ça vous chante, prod. et présentation A. Barrière. réal. Cl. Fayard.
21 h. 35. Chronique historique : Ces années-là

(1963), de M. Droil. 22 h. 30. Emission littéraire : De vive voix, de C. Collange et J. Fernot (Quels livres emporter en vacances ?) 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 25. D'accord, pas d'accord : 20 h. 35. Les dossiers de l'écran : téléfilm : Du sang, de la sueur et des larmes. d'A. Osborn et S. Le Vén. avec R. Burton.
Vers 22 h. Débat : La vie de Churchill. 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Westerns, films policiers, aventures : « Torpilles sous l'Atlantique », de D. Powell (1957), avec R. Mitchum, C. Jurgens, Al. Hedison, Th. Bikel.
22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 35. Dialogues : « Y a-t-il un avenir pour les métiers d'art ? », avec Pierre Denaye et J.-Loup Trassard ; 21 h. 30. Musique de nos temps : Michel Pignatelli ; 22 h. 35. La danse contemporaine ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert ; 20 h. 30. Studio 107 : œuvres de Grieg, Debussy, Schmitt, Honegger, interprétées par M. Szwed (clavier) et D. Simon (violoncelle) ; deuxième partie : clavier (Frescobaldi) Scarlatti, d'Angeli, Couperin ; 22 h. 30. France-Musique la nuit : l'aimant du laboratoire ; 24 h. 30. Non écrits : Iran ; 1 h. La mer.

MERCREDI 30 JUIN

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 13 h. 50, Les visiteurs du mercredi, et à 19 h. 45, le Tour de France cycliste.
20 h. 30. Dramatique-documentaire : Jean Vilar, « Une belle vie », réal. J. Rutman.
22 h. 30. Documentaire : Les grandes énigmes (L'homme-poisson), de R. Clarke et N. Skrotzky, réal. Cl. Ozenberger.

Plus tard, l'été, s'ouvre le Grand Prix LARQUIER de l'Académie Goncourt. Si vous aimez les livres... Si vous ne savez plus où les mettre... LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 61, rue Froidevaux 75014 PARIS Tél. 633.73.33 CATALOGUE GRATUIT : 150 Modèles vitrés Meubles rustiques, de style, contemporains.

22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 15 h. 15, Un six ching, et, à 16 h. 40, le Tour de France cycliste.

20 h. 35. Série : L'homme de fer ; 21 h. 35. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cavada.
23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Série : Au fil du Rhône (l'urbanisme à Lyon).
20 h. 30. Un film, un auteur : « Maison de poupée », de J. Losey (1973), avec J. Fonda, D. Warner, T. Howard, D. Seyrig, Ed. Fox.
22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie ; 20 h. 35. « Récit : le Marquis de Sade », extraits de « la Philosophie dans le boudoir », de Justine de la « Histoire de la vertu », de Anne et Valcourt, lus par D. Lebrun, M. Bouquet, J.-P. Jorris, réalisation A. Lemaître ; 21 h. 30. Musique de chambre : J. Bouvin, J.-S. Bach, H. Dutilleul, J. Libert ; 22 h. 35. La danse contemporaine, par C. Hudelet, D. Dobbels, L. Brunel ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation de la soirée ; 20 h. 30. En direct de l'Auditorium 104 : « Le Comte Ory » (Rossini), par le nouvel orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, direction J.-P. Marty avec Mesnie, M. Senechal, S. Nigoghossian, R. Massard ; 22 h. 30. Silés, avec le groupe de recherches musicales de l'INA ; 24 h. 30. Non écrits : Iran ; 1 h. La mer.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 30 JUIN — M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, est invité de Pierre Lescure sur Europe 1, à 18 h. 30.
L'Action catholique ouvrière s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 30 JUIN — M. Jean-Pierre Rausch, sénateur (C.D.P.) et maire de Metz, est invité de France-Inter, à 19 heures.
Le Centre des démocrates sociaux s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30 : Otello (abonnement).
Chaillet, salle Gémier, 20 h. 30 : Jocaste.
Petit TEP, 20 h. 30 et 22 h. : Théâtre-École de Montreuil.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'antienne.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
C. M. d. E. des Champs-Élysées, 20 h. 45 : A vos souhaits.
Coupe-Chou, 20 h. 45 : Je n'imagine pas ma vie demain.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : Ne riez jamais d'une femme qui tombe.
Guêpe Institut, 20 h. 30 : Lui et Elle.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; la Leçon.
Journées Saint-Germain-des-Prés, parvis de l'église, 21 h. : Comme un homme.
Palais des congrès, 21 h. : Fin de partie.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.
Saint-Georges, 21 h. : Croque-Monsieur.
Tirés, 21 h. : Pinocchio et Matho.
Théâtre Campagne-Première, 22 h. 15 : L'Orchestre.

CHAILLOT

THEATRE NATIONAL

Gémier

René Ehni

Jocaste

Mise en scène

André-Louis Périnetti

DERNIERE le 2 Juillet

727.81.15

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

Eglise Saint-Severin

TOUS LES MERCREDIS

à 21 heures

Les Barbares et l'Académie

(Werner)

Vendredi 30

à 20 h. 45

Samedi

Dimanche

et fêtes

à 17 h. 30

Voir programmes détaillés

(p. 6. Niesgen)

Salle Gaveau

Mardi

29 juin

à 20 h. 30

(Werner)

St-Germain-des-Prés

du 1^{er} au 30 juillet

Salle M. Denis

face R.E.R.

(p. 6. Werner)

à 20 h. 30

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

à 15 h. (les 8 et 15 à 20 h.)

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 29 juin

Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.

Théâtre Essalon, salle I, 20 h. 30 : Les Enfants terribles.

Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Dom Juan.

Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Les Archambaults par le Théâtre d'art d'Albi.

Théâtre Présent, 20 h. 30 : La vie rigide.

Théâtre 247, 21 h. : C'est pas moi qui t'ai dit.

Troisième, 22 h. : Xizad.

Variétés, 20 h. 30 : L'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue

Créteil, MAC, 20 h. 30 : Répertoire International Jean Fautou.

La Ferté-sous-Jouarre, Festival, 20 h. 30 : Compagnie H. Corchia de Bologne.

La danse

Bibliothèque-Opéra, 21 h. : Musique et danses de l'Inde du Sud.

Porte-Saint-Martin, 20 h. 45 : Chants et danses des Amazoïnes.

Festival du Louvre

Cour Carrée, 21 h. : Le Lac des Cygnes, par la ballet de l'Opéra.

Festival du Marais

Hôtel de Beaulieu, 20 h. 30 : Maria Fernando ; 22 h. : Jacques Leguay.

Église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 21 h. : Trio à cordes de Paris.

Pince du Marché-Sainte-Catherine, 19 h. 30 : D. Sanchez saxo, et M. Panopoulos, banjo ; 20 h. 30 : l'Homme-Oiseau.

Square Laplace, 18 h. 30 : Dimitri ; 19 h. 30 : H. Cash et C. Kouszsky, Dites.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 45 : N. Mons ; 22 h. 30 : Tchekhov ; 24 h. : Electric Choir.

Au Vrai Chic parisien, 20 h. 30 : J.-F. Serron ; 22 h. 15 : N. Mons, P. Serron ; 24 h. : Chante et fais-toi.

Blancs-Manteaux, 20 h. 45 : les Jeunes ; 21 h. 45 : Juv. David et Dominique ; 22 h. : P. Villaz.

Café d'Edgar, salle I, 20 h. 45 : J.A. Group ; 22 h. 30 : Pierre et More Jolivet ; 24 h. 15 : 15 : Fusions sur le secteur.

Café de la Gare, 22 h. : le Graphique de Boscop.

CONCERTS

Radio France

SAISON LYRIQUE

ROSSINI

LE COMTE ORY

avec M. Senechal, M. Senechal, S. Nigoghossian, R. Massard ; 22 h. 30 : J. Mars, D. Dupuy, C. Chateau ; NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. J.-P. MARTY

RÉCITAL DE CHANT

Grand Auditorium Radio-France

Jeudi

30 juillet

à 20 h. 30

Rita STREICH

Georgy Piatigorsky, piano

Robert Fontaine, clarinette

Mozart, Schubert, Mendelssohn, Strauss

SAISON LYRIQUE

MARCO-ANTONIO CHARPENTIER

MEDEE

I. Carrasco, R. Brewer

J. Gold, P. Langridge

Chorale Raphaël Passaguet

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. J.-C. MALGOIRE

Lac : Radio-France, salle et agence

DEMAIN

RAYMOND ROHAUER présente
BUSTER KEATON
DANS
MA VACHE ET MOI
(GO WEST)
CAPITAL FILMS



MERCREDI

GRAND REV

UCC SAMITAGE - MIRAMAR

UCC GOSLINS MARC CONVENTION

DANTON - NAPOLEON

OPERA VERSAILLES

PAISIS DU PAYS LE PERREUX

LES 6 OCEAN

FLANDES CARTELLES

CARTELOUS PASTIN

ALBA SCATELIER

ARTS VILLENEUVE ET GEORGES

CLINT EASTWOOD

GIAN MARIA VOLONTE

MUSIQUE EN ENNO MORRICONE

un film de

SERGIO LEONE

LA ROC

4th

ARTS ET SPECTACLES

Festival

BRUCKNER A SAINT-DENIS

Le Festival organisé par le Centre culturel communal de Saint-Denis, sans publicité, bruyante ni déclarations spectaculaires, a obtenu comme chaque année un succès du meilleur aloi. Aucun public n'est moins snob ni plus fervent, et les Dyonisiens de toute condition en forment la grande majorité. Cette année, si Rostropovitch et les Solistes de Paris ont bien sûr, totalement rempli la basilique, on n'a pas dénombré moins de deux mille quatre cents personnes pour les Carmina Burana de Carl Orff et de deux mille huit cents personnes pour la Messe en si mineur de Bach, dirigées par Stéphane Caillet.

Mais on se réjouit surtout qu'un Festival Bruckner ait réuni cinq cents personnes, témoignant ainsi de la confiance faite aux organisateurs. Car qui, dans l'assistance, connaît les thèmes essentiels de la messe en si mineur et la Neuvième Symphonie ? Les interprètes, l'Orchestre philharmonique et les chœurs Saint-Ansacre de Brémis, bénéficiaient certes de soutiens, mais par une magistrale interprétation de la Messe Solennelle de Beethoven et de deux ans (révisés) alors les chœurs de la cathédrale, dont les voix paraissent dignes dans la Messe de Bruckner surtout, dirigée par un excellent maître de chapelle, Gebhard Kaiser.

Quelle musique s'accorderait mieux d'ailleurs avec les hautes neiges de Saint-Denis, respirant le même robuste mysticisme que cette immense symphonie-

chorale ? Le Kyrie, prière de pénitence, humble et confiante, monté par degrés, s'épousait comme une fleur, avant d'atteindre au sommet de la gloire. Et le Gloria explose d'enthousiasme, scintille comme les yeux d'une rosée sur une grande mer symphonique, tandis que le Credo médite chacun des articles de foi avec une ferveur de poète, fardant mystique de l'incarnatus, contemplation dramatique du Crucifixus et du Sepulchris, ébranlement cosmique du Ressuscité comme un vaste schéma de symphonie, avec cette conclusion sur l'Église et la vie du monde à venir où Bruckner tire les jeux des grandes orgues dans une musique conquérante qui fuse de partout.

Et le Sanctus suspendu entre ciel et terre y éclate enfin et au plus haut des cieux, le Benedictus candide comme l'eau pure du paradis, l'Agnus Dei qui récapitule les thèmes essentiels de la messe dans une ineffable lumière, tout cela resplendissait sous ces voûtes qui en décapaient la majesté sonore.

Peut-être la Neuvième Symphonie souffrait-elle de venir en second ; on ne refait pas deux fois de suite le tour de l'univers et les chœurs n'étaient plus là pour atténuer les masses fantastiques des cuivres, libérées comme dans une paraphrase du Jugement dernier qu'Hermann Michael semblait difficilement résister à l'émotion. Mais la symphonie, malgré l'incontestable lyrisme de son interprétation.

JACQUES LONCHAMPT.

Cinéma

« Avril rouge »

Tourné en 1972 en Bulgarie, ce film d'Antonio Calenda est une coproduction italo-britannique dont la version originale anglaise porte le titre « One Russian Summer ». L'italienne Claudia Cardinale, en vedette sur les affiches, n'y tient qu'un rôle secondaire à côté d'Oliver Reed, John McEnery, Carol André et Raymond Lovelock.

Il s'agit — voilà l'intérêt — d'une adaptation d'un roman de Lermontov,

contemporain et disciple de Pouchkine. Comme dans les nouvelles de Pouchkine, l'action de cet « Avril rouge » se situe à l'époque de la révolte des serfs déclenchée par le cosaque Pougatchev, qui se faisait passer pour le tsar Pierre III, échappé à la mort, ici, Pougatchev n'apparaît pas. Le mouvement révolutionnaire qui secoua la Russie et le pouvoir de Catherine II dans les années 1770 sert de moteur à la vengeance personnelle de Vadim (John McEnery), héros fatal et bossu, contre le grand propriétaire Palyzine (Oliver Reed).

Les conditions de la production portent parfois cette adaptation vers les clichés (sang et violence, mouvements de foule) du film d'aventures historiques à grand spectacle. La mise en scène d'Antonio Calenda laisse pourtant des liens tragiques entre les personnages concernés. Vadim, contre Palyzine, ce n'est pas la lutte des classes mais l'affrontement de deux caractères indomptables, dans une sorte de frénésie romantique qui brise jusqu'à un couple de jeunes gens innocents mais marqués par leur naissance. « Roméo et Juliette » à la russe.

Le lyrisme d'une scène d'amour dans un immense champ de blé, la séquence finale meurtre et folie shakespéienne dans un décor de rochers et de sable, comptent parmi les moments forts de ce film un peu trop cosmopolite mais qui ne laisse pas indifférent.

JACQUES SICIER.

★ Luxembourg (v.o.) : les Trolas-Hausmann. Gaumont-Convention. Olicky-Palshé (v.i.).

LE VINGT-TROISIÈME FESTIVAL DU FILM PUBLICITAIRE

Créé par des gens du cinéma — dont M. Jean Milon — le Festival International du film publicitaire, vingt-troisième édition, vient de se terminer à Cannes. Les trois quarts des séquences projetées (118) étaient destinées à la télévision. Quelques 1200 spécialistes de la publicité étaient venus de 31 pays.

Curieux spectacle en vérité que cette avalanche de flashes (de quinze secondes à une minute) drôles ou dramatiques, parfois délirants ou irritants, qui doivent frapper l'imagination en une fraction de seconde.

On a pu vérifier — que l'humour « payait ». Témoigné ce cow-boy, lanceur de couteaux, qui boit force whiskies secs avant d'entrer en scène. Au dixième verre il s'écroule à la table, et le couteau se colle devant le panneau de bois. Celle-ci refuse, il la saisit alors par le bras et l'entraîne dans son automobile. La voiture s'écroule en zigzaguant dans une dépression surimpressionnée de la circulation pour cause d'ivresse, 98 732 ; nombre d'accidents par couteau, 0,2.

Un grand éclat de rire a parcouru la salle qui, en une autre circonstance, avait copieusement sifflé un « sp » vanté le grand leur militaire, les vertus de l'armée et les avantages de la condition du militaire de carrière. La séquence était britannique. Il est vrai, et les délégués au Festival en majorité français. — C. D.

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

● PERCUSSION. — Premier prix : Didier Verité, Marc Sollen, Alina Huteau, Jacques Létory. — Deuxième prix : Gregori Czerkasky, Jean-François Rouvillain, Daniel Tabary. ● VIOLONCELLE. — Premier prix : Cecilia Tran, Paul Broutin, Hélène Petite-Fouillat, Jany Dalacroy. — Deuxième prix : Antoine Vissot, Hikaru Sato, Philippe Bary, Philippe Cauchet, Martin Fleury, Jacques Perrone.

Petites nouvelles

■ Le onzième Concours international de piano de Montréal a été remporté par une Soviétique de dix-neuf ans, Eteri Andiparidze.

■ Le « Reno International Jazz Festival » passe par Cîteaux : cette tournée européenne des orchestres des universités de Washington, Californie et du Nevada se produit ce mardi, à 20 h. 30, à la Maison des arts et de la culture.

En bref

Danse

Rétrospective Carolyn Carlson

Carolyn Carlson, revenue d'une épuisante tournée en province, s'est réinstallée à l'Opéra avec son groupe de recherche, ses musiciens (Barre Phillips, John Surman, Dieter Feichtner, Stu Martin) et l'important dispositif audio-visuel de son « faiseur de mirages », le scénographe John Davis.

La plupart de ses créations sont actuellement reprises au cours de cette rétrospective, placée sous le signe du rêve (« Land », des éléments (Wind, Water, Sand) ou de l'écoulement du temps (Sabbler prison, Il y a juste un instant). On la redécouvre avec un plaisir renouvelé, car chez Carlson chaque chorégraphie est en perpétuelle transformation.

C'est un de ses ouvrages, Sabbler prison, qui a été choisi pour la représentation gratuite du 14 juillet. Les fanlights de Camen n'y trouveront pas leur compte ; mais c'est une occasion d'ouvrir l'Opéra à un jeune public habituellement écarté par le prix élevé des places.

★ Les 1^{er}, 7, 10, 14 et 16 juillet. 14 juillet.

Dominique Khalfouni

dans le Lac des cygnes

Danser en étoile le rôle double d'Odette-Odile du Lac des cygnes et prendre la succession de Mlle Noëlle Pontis quand on n'est encore officiellement que « sujet » de l'Opéra : imagine-t-on la somme de qualités artistiques en même temps que de courage dont doit faire étalage la vedette d'un soir pour laquelle le moindre faux pas, dans des variations aussi connues que des alexandrins de Corneille, serait retenu à la nuit ? C'est la performance qu'a réalisée avec éclat lundi Mlle Dominique Khalfouni à la tête du ballet de l'Opéra sur le plateau de la cour Carrée du Louvre. Abattage sans doute, pointes d'acier, jolie ligne, beaux bras, beau pied, Mlle Khalfouni a triomphé de toutes les difficultés techniques en justifiant les espoirs mis en sa jeune carrière. Quant à son interprétation de la princesse cygne, elle n'en est pas évidemment au lyrisme d'une Chérelivé dans l'acte « blanc », elle n'a pas une jeune fille sortie du couvent des... Oiseaux, en fait d'émouvement frémillante, tandis que le pas de deux pervers du Cygne noir, au troisième acte, fâcheusement interrompu par des saluts reconnaissants aux applaudissements de ses supporters, la montrait plus gentille que « vamp ». Pour tout dire, sans doute par manque de courant avec M. Jean-Pierre Francou, son partenaire, Mlle Khalfouni a dansé seule toute la soirée. A part ça, pour une débutante lancée sur une scène en plein air, dont les distances sont illimitées et où les danseurs doivent avoir de la peine à trouver leur souffle, exécution magistrale.

O. M.

CULTURE

Le Centre national des Lettres existe-t-il encore ?

(Suite de la première page.)

Soulignons les dispositions essentielles de ce décret : — L'unité de la profession d'écrivain était enfin reconnue. Lors du vote de la loi de 1946, la notion d'écrivain était liée à l'édition du livre et du livre seul. Les nouveaux modes d'expression, radio, cinéma, télévision, disque... ne s'étaient pas encore affirmés. L'écrivain professionnel, face à la Sécurité sociale, était celui qui tirait 51 % de ses ressources du livre. Il y en avait environ quatre cents. En incluant les nouveaux modes d'expression dans les 51 %, ils passaient à plusieurs milliers.

— L'autonomie spirituelle et matérielle de l'organisme était assurée. Placée d'abord sous l'autorité du ministre, il n'en avait plus que la tutelle. Il devenait majeur. Au lieu d'être et de n'être que l'expression d'un paternalisme d'Etat, il avait à prendre ses responsabilités et à rendre compte. Le comité de direction comprenait quinze membres, dont neuf écrivains et trois éditeurs. Son président n'était plus un fonctionnaire du ministère, mais un magistrat en même temps écrivain.

— Enfin, l'homologue du Conseil supérieur de l'éducation nationale ou du Conseil supérieur de la recherche scientifique, était créé un Conseil supérieur des lettres qui devait être consulté au moins une fois par an. Il était représentatif de toutes les catégories intéressées aux lettres françaises et à tous leurs moyens d'expression. Tous les représentants des commissions attribuant les aides aux écrivains et aux éditeurs étaient pris dans son sein et avaient à lui rendre des comptes.

Le décret de 1973, que le Conseil d'Etat avait accepté parce que fidèle dans tous ses termes aux conceptions des législateurs de 1946, donnait enfin à la République des lettres son pouvoir exécutif propre et son assemblée. Toutes les ambitions semblaient lui être permises.

Celles-ci n'étaient pas minces : réalisation d'une sécurité sociale réelle tenant compte de la nature particulière de la profession d'écrivain, établissement d'une coopération permanente entre éditeurs et représentants accrédités des auteurs, mise au point de nouvelles formes d'aide à l'édition et à la création, enfin, réalisation d'une maison des écrivains au centre de Paris, avec logement, restauration, services juridiques et techniques, devenant le grand lieu de rencontre et d'échanges culturels dont la capitale a tant besoin.

C'était un tout, hardi et cohérent qui fut exposé à la presse en jan-

vier 1975. Mais, le président est, ce jour-là, le tort de préciser que l'aide aux écrivains ne pouvait avoir pour but de les officialiser ou de les asservir, mais qu'elle leur était destinée, afin de leur assurer la totale liberté de création. Ce n'était pas ce que l'on voulait autour du secrétaire d'Etat.

Une construction technocratique

La recherche de nouveaux moyens de financement et l'idée d'une taxe parafiscale sur la reprographie allaient changer les données du problème. D'après les calculs des financiers, les ressources du C.N.L. allaient se multiplier par quatre. De plus, la commission Granet sur le livre — pour laquelle tout représentant du C.N.L. avait été, et par la faute de M. Granet, solennellement écarté — concluait son rapport final en envisageant la création d'un grand Centre national du livre.

Cette conception était défendable : rassembler la lecture publique, l'édition et la création littéraire avait un aspect séduisant, celui d'une unité née d'un parenté. Personnellement, je la crois mauvaise. Elle associe trois domaines de nature différente et elle laisse en dehors d'elle des organismes bien proches de la création littéraire (tout ce qui est lié à l'audio-visuel, au théâtre, etc.). Elle réunit surtout des ensembles qui n'ont pas le même poids. Le livre y sera nécessairement puissance dominante, la lecture sera subordonnée. Les finalités en seront obligatoirement commerciales et non culturelles. Elles conduiront la puissance publique à se laisser entraîner par l'industrie du livre et à l'entreprendre d'édition où elle ne veut pas aller. Deux organismes distincts utilisant leurs efforts auraient fait un meilleur travail, en effaçant ce non-sens de faire dépendre le créateur d'un produit créé, de laisser dominer le sujet par l'objet, ce qui est une déviation du spirituel au bénéfice d'un contrôle par l'économie. D'une économie dont, par l'appel de l'Etat, on peut faire un grand moyen d'action politique.

Mais, passons. Mauvaise ou bonne, on pouvait concevoir cette construction technocratique. Il fallait en faire un ensemble clair et cohérent et le soumettre au Parlement pour qu'il en juge. Pourquoi n'a-t-on préparé cette opération en « coulisse » et rédigé les textes en cabinet fermé ? Pourquoi n'a-t-on même pas averti le contrôleur financier et les chefs de service ? Pourquoi, en ce temps où la concertation se proclame, s'est-on gardé de demander l'avis des intéressés, associations, syndicats, académies, conseil supérieur... ? Pourquoi a-t-on préparé une opération surprise, une opération « ombre et bruyant », en glissant quelques dispositions financières dans la masse de la loi de finances et en tentant de faire approuver par le Conseil d'Etat un décret modifiant les structures ?

Répondons : On n'a pas voulu présenter au Parlement un projet de loi d'initiative législative parce que l'on savait qu'il n'aurait aucune chance d'aboutir, tant qu'on le voulait.

Jean Granier de Cassagnac, dit Saint-Granier, débuta comme chansonnier en 1912. Après la première guerre mondiale, il fonda le Théâtre de la Potinière, où il créa de nombreuses comédies. Parallèlement, il chante au Casino de Paris, écrit des chansons (« Plus de trois cents »), la plupart sentimentales, dont la version française de Ramona qu'il créa lui-même. En collaboration avec Hippolyte, il écrit des chansons (« Plus de trois cents »), la plupart sentimentales, dont la version française de Ramona qu'il créa lui-même. En collaboration avec Hippolyte, il écrit des chansons (« Plus de trois cents »), la plupart sentimentales, dont la version française de Ramona qu'il créa lui-même.

Un « comité introuvable »

Pour préciser ce que l'on voulait, il faut connaître le premier projet de décret, celui qui a provoqué, sans que personnellement je le sache, une intervention de toutes les associations d'écrivains adressée par lettre du 4 novembre 1973 au président de la République et signée par Jean Mistler, Henri Bazin, Yves Cazeaux, Pierre Emmanuel, Guy de Bosscher et Jean Valmy, représentant l'ensemble du monde des lettres. Il créait un Centre national du livre et en confiait la direction à un comité de dix-huit membres dans lequel les écrivains n'étaient représentés que par le seul président de la Société des gens de lettres, douze membres étant délégués des ministères ou choisis par le secrétaire d'Etat. C'était vraiment le « comité introuvable », présidé par le directeur du livre, premier collaborateur du ministre. Les mœurs de Charles X et de M. de Villèle ont dû tressaillir d'aise.

La réaction fut telle — j'y joignais la mienne le 10 novembre par une lettre au secrétaire d'Etat que je suis prêt à publier — qu'après la réception au ministère, des délégués des écrivains, sur ordre de la présidence de la République, le cabinet fit machine en arrière et présenta un nouveau projet, émondé, édulcoré, donc risquant moins de heurter le Conseil d'Etat.

Ce nouveau décret est celui du 30 janvier 1976. Nous posons à son sujet une question : puisque obligatoirement il a dû passer en assemblée générale du Conseil d'Etat, celle-ci l'a-t-elle approuvé ou a-t-elle considéré qu'un problème de cette importance était du ressort de la loi, donc du Parlement ? La question est nette et la réponse qu'on doit lui faire est capitale.

Le décret publié abandonne l'ap-

pellation « Centre national du livre » pour revenir à « Centre national des lettres ». Le comité de direction est « aménagé », porté à vingt membres, les écrivains ont cinq représentants, mais les délégués des ministères et les « désignés » du secrétaire d'Etat sont dix, dont le président à voix prépondérante. Le tour est joué, la majorité est sûre.

L'essentiel est obtenu. On s'est débarrassé de l'ancien comité de direction et de son président qui osait respecter la loi, on supprime le Conseil supérieur des lettres et on met fin à toute représentation régionale : la houlette est confiée à un directeur du ministère (dont la personnalité n'est pas en cause) qui, à l'origine, exercera, en tant que directeur, sa tutelle sur lui-même en tant que président du Centre des lettres. L'ordre moral règne rue de Valois. Est-ce un ordre moral que l'on veut ? Au niveau de la présidence de la République je suis persuadé que non. Si l'on a donné le feu vert, c'est sûrement parce que l'on voyait dans ce rassemblement de la création littéraire, du livre et de la lecture publique une opération logique. On ne s'est sans doute pas préoccupé du détail (?) des structures.

Au niveau de l'« équipe littéraire » de M. Guy, c'est tout autre chose. On s'est aperçu qu'un budget de plusieurs dizaines de millions de francs lourds confierait une puissance, surtout par l'achat (à milliers d'exemplaires — comme prévu) de livres destinés aux bibliothèques. Des auteurs bien choisis, chez des éditeurs bien choisis, quelle arme, aussi bien pour un pouvoir que pour une coterie !

Procès d'intention ? Non. Depuis le 15 mars 1975 — où j'ai dû différer une commission au dernier moment parce que je lui présentais la totalité des quatre-vingt-dix candidats et non un choix préparé à l'avance de douze noms équivalant au nombre de bourses — le conflit était ouvert entre deux conceptions : celle, consacrée par l'expérience, de la responsabilité restée d'une commission compétente, diverse, équilibrée, représentant toutes les options littéraires ou politiques, et celle de la couverture par une commission soumise à décisions prises ailleurs.

Ce conflit ne se produira plus.

Une prise en main

Tels sont les faits dans leur réalité indéniable. La « réforme » C.N.L. est une prise en main. Elle trahit tellement l'esprit des déclarations du président de la République qu'il est apparu essentiel de préciser à quel niveau elle s'est située. Grâce à la réaction des écrivains et aux réticences des éditeurs, le pire, c'est-à-dire le premier projet, a été évité.

Mais, telle qu'elle est, cette réforme est rétrograde et dangereuse. Nous sommes revenus en arrière de trente ans. La conquête de la République des lettres, obtenue au Parlement, qui était celle d'un organisme semi-autonome, évoluant vers une plus grande indépendance, a été détruite par un décret contesté (le décret du 30 janvier fait l'objet d'un recours en excès de pouvoir de la Société des gens de lettres). L'organisme représentatif, le Conseil supérieur des lettres, est supprimé d'un trait et la province, qui avait la douze représentants (et trois au comité de direction) n'a plus personne, comme si elle était rayée de la carte de France. Il n'y a plus qu'à régner sur ces décombres.

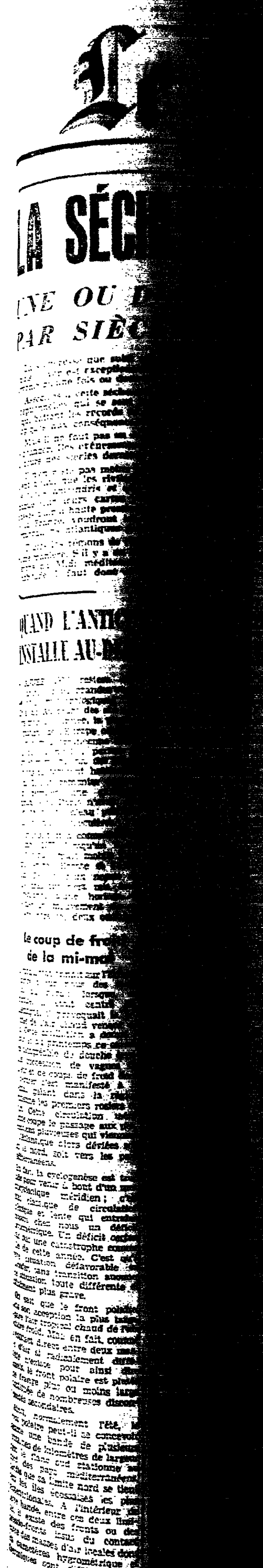
En bien, non ! Là se situe l'erreur d'une jeune technocratie grisée par son pouvoir. Il y a en France une haute assemblée, le Conseil d'Etat. Il a déjà jugé le Jugera encore. Il y a en France un Parlement qui n'aime pas que l'on se substitue à lui, ou qu'on le triche avec lui, et qui demeure chatouilleux quand il s'agit d'atteinte à l'indépendance de l'esprit. Il y a des éditeurs qui ne sentent pas leur sort lié à des faveurs et qui, pour remplir leur mission, ont surtout besoin qu'on n'entrave pas leurs initiatives.

Il y a la grande famille des écrivains. Elle est composée de plus de cinquante mille personnes, mais elle n'est pas un ordre mendiant. Elle veut organiser sa solidarité, la gérer elle-même et chercher, loyalement, avec les pouvoirs publics, les moyens de garantir cette sécurité individuelle qu'est la création et d'assurer collectivement le rayonnement de la pensée et de la langue française.

Son existence majeure est celle de la liberté d'expression. En notre pays, le moment n'est pas venu où l'on mettrait les éditeurs à genoux et les écrivains en cage. Mais l'insultation de la liberté est en place, il n'y a rien à changer pour qu'une dictature un jour s'en serve.

Le Centre national des lettres est une modeste chapelle dans la cathédrale de l'Etat. Mais, sur le plan des principes, ce qu'on y a fait est en quelque sorte grave. Il a fallu ces excès, imprévus au départ, pour qu'un responsable, fier de quarante années de fonction publique et en connaissant tous les impératifs, sorte de sa réserve. A un moment précis, le silence devient une complicité.

GABRIEL DELAUNAY.



Le Monde

DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES

LA SÉCHERESSE UNE OU DEUX FOIS PAR SIÈCLE

La sécheresse que subit une grande partie de la France depuis l'hiver est exceptionnelle : un tel phénomène ne peut survenir qu'une fois ou deux par siècle.

Associée à cette sécheresse, les températures non moins exceptionnelles qui se sont installées depuis quelque temps et qui battent les records du passé sont des caprices météorologiques aux conséquences incalculables.

Mais il ne faut pas en déduire que le climat est en train de changer. Des événements du même type ont déjà eu lieu au cours des siècles derniers.

Il n'en reste pas moins que de nombreuses plantes manquant d'eau, que des rivières de surface ou souterraines ont des débits amoindris et que les météorologues interrogent chaque jour leurs cartes pour déceler le moment où les masses d'air à haute pression, qui se sont stabilisées au nord de la France, voudront bien se déplacer pour laisser les perturbations atlantiques parvenir jusqu'à nous.

Toutes les régions de France n'ont pas été traitées de la même manière. S'il y a un déficit global des pluies, certaines régions du Midi méditerranéen ont été plus arrosées que d'habitude. Il faut donc se garder de toute généralisation.

QUAND L'ANTICYCLONE DU SAHARA S'INSTALLE AU-DESSUS DE L'ANGLETERRE

L'ANNEE 1976 restera sans doute une des grandes curiosités météorologiques du XX^e siècle. Au cours des six premiers mois de l'année, la plupart des stations de l'Europe occidentale non méditerranéenne n'ont reçu que la moitié, parfois le quart et même moins, des précipitations qui tombent habituellement. Il faut remonter à 1921 pour retrouver une situation comparable où Paris n'avait pas reçu une goutte d'eau pendant huit semaines consécutives.

Cette fois, tout a commencé en décembre 1975 : un anticyclone tenace mais mobile s'est installé entre l'Ecosse et l'Allemagne. Ce vigoureux noyau de hautes pressions s'est, avec la régularité d'une horloge, à effectuer un mouvement de va et vient entre ces deux contrées.

Le coup de froid de la mi-mai

Lorsqu'il stationnait sur l'Ecosse, il dirigeait sur nous des vents froids du nord ; lorsque, au contraire, il était centré sur l'Allemagne, il provoquait la remontée de l'air chaud venant du Sud. Cette oscillation a donné à l'hiver et au printemps ce caractère désagréable de douche écossaise, succession de vagues de chaleur et de coups de froid dont le dernier s'est manifesté à la mi-mai, gelant dans la région parisienne les premiers rosiers en fleur. Cette circulation méridienne coupe le passage aux perturbations pluvieuses qui viennent de l'Atlantique alors déviées soit vers le nord, soit vers les pays méditerranéens.

En fait, la cyclogenèse est trop molle pour venir à bout d'un mur anticyclonique méridien ; c'est l'état classique de circulation qui entraîne toujours chez nous un déficit pluviométrique. Un déficit certes, mais pas une catastrophe comme celle de cette année. C'est qu'à cette situation défavorable va succéder, sans transition aucune, une situation toute différente et infiniment plus grave.

On sait que le front polaire, dans son acception la plus large, sépare l'air tropical chaud de l'air polaire froid. Mais en fait, comme le contact direct entre deux masses d'air si radicalement différentes n'existe pour ainsi dire jamais, le front polaire est plutôt une frange plus ou moins large constituée de nombreuses discontinuités secondaires.

Ainsi, normalement l'été, le front polaire peut-il se concevoir comme une bande de plusieurs centaines de kilomètres de largeur dont le flanc sud stationne au nord des pays méditerranéens, tandis que sa limite nord se tient vers les îles écossoises les plus septentrionales. A l'intérieur de cette bande, entre ces deux limites, il existe des fronts ou des pseudo-fronts issus du contact entre des masses d'air locales dont les caractères hygrométrique et thermique sont différents, sur

ces fronts se développent des perturbations plus ou moins vigoureuses qui assurent nos pluies d'été.

Or, cette année, et il n'est pas impossible que la situation hivernale évoquée précédemment ait préparé le terrain, la frange polaire est anormalement rétrécie et décalée vers le nord. Ainsi, l'anticyclone chaud constitué d'air tropical sec qui, au sens large, couvre d'habitude à cette saison le Sahara et les pays méditerranéens, n'a-t-il pu « transgresser » jusque sur la plus grande partie de l'Angleterre, constituant un énorme centre de hautes pressions très stables. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les pluies soient restées sèches.

Chaque se pose l'inquiétante question de savoir combien de temps encore va durer cette étrange et redoutable sécheresse. Il faut, hélas ! se rappeler que plus la chaleur gagne les hautes couches de l'atmosphère, plus la masse chaude devient stable. Cette situation s'aggrave exponentiellement avec le volume de la masse d'air concernée.

Une monstrueuse calotte d'air chaud

Cet auto-entretien est particulièrement funeste, car il donne jour à un peu moins de chances aux perturbations atlantiques d'arriver jusqu'à nous ; même les plus actives sont instantanément sublimées dès qu'elles entrent en contact avec la monstrueuse calotte d'air chaud qui nous recouvre.

Pour en finir, il faudrait qu'une puissante goutte froide d'origine polaire vienne collier l'anticyclone en altitude ; ainsi, la violence du gradient thermique permettrait-elle l'amarage d'un pompage vers le haut qui pourrait précéder au village de l'anticyclone. Mais les gouttes froides de taille normale ne peuvent guère se percher sur un pareil dôme élastique, qui les renvoie comme des balles. Il faudrait donc une expulsion aussi exceptionnelle que l'est l'anticyclone lui-même.

PIERRE DE MARTIN,
Maître assistant
à l'université de Paris-Sorbonne
(Paris-IV).

SCIENCE & VIE
parapsychologie :
la PERCEPTION
du MONDE
au-delà du VISUEL

Les plantes et l'eau

par MARCEL ROBELIN (*)

Les dégâts causés aux cultures par la sécheresse auront des conséquences économiques. Le rendement d'un grand nombre de cultures, qui n'ont pas été convenablement alimentées en eau, va diminuer. L'eau nécessaire à la croissance végétale doit aussi être présente au bon moment. Si elle est absente à certaines périodes du cycle végétal, les dégâts sont irréversibles.

C'est pourquoi les spécialistes peuvent déjà annoncer des baisses

TOUTE plante localisée d'eau, aussi minime soit-elle, crée dans le système complexe que constitue une plante une différence de tension d'humidité. Cette tension croît de l'endroit où se produit l'évaporation à l'endroit où a lieu l'absorption (la racine). Plus loin, le sol cède son eau au système végétal, mais la tension de l'eau qu'il contient est inférieure à la tension dans les racines.

Le débit d'eau du sol vers les feuilles dépend, pour une différence de tension donnée, des résistances rencontrées par l'eau dans son cheminement. La plus importante de ces résistances se situe dans le sol. Cette résistance dépend, comme la tension de l'humidité, non seulement de la constitution du sol, mais aussi de la densité et de la profondeur d'enracinement. Ces obstacles empêchent la plante d'utiliser la totalité de l'eau présente dans le sol. La quantité d'eau réellement mobilisable constitue la « réserve facilement utilisable ». Cette dernière ne relève pas uniquement des caractéristiques du sol. Elle est fonction du développement racinaire et du stade de développement de la culture.

La demande climatique d'eau est parfois si intense aux heures les plus chaudes que l'équilibre peut être rompu, quelles que soient les possibilités de transfert du sol. Les résistances de la plante, essentiellement les résistances racinaires, entrent en jeu.

Ces déséquilibres même fugaces pourraient être extrêmement graves pour la plante si elle ne disposait d'un moyen de défense efficace, mais qui n'est pas sans inconvénient pour la croissance.

Les faibles déshydratations sont, à court terme, sans répercussions majeures sur le comportement métabolique. Elles déclenchent en dix minutes, par un mécanisme encore incomplètement élucidé, la fermeture partielle des orifices d'échange avec l'atmosphère ambiante : les stomates. Le débit transpiratoire se réduit légèrement et l'équilibre se rétablit, entraînant ultérieurement la récupération des stomates. Si le stock d'eau disponible est faible, ces fermetures sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues. Le mécanisme de régulation freine les possibilités de diffusion du gaz carbonique de l'air ambiant vers les sites d'utilisation dans la plante. La photosynthèse s'en trouve diminuée. Les feuilles de la bourse flétrissent, jaunissent, disparaissent ; ce phénomène gagne progressivement les feuilles de plus en plus jeunes dont les activités de synthèse sont limitées à quelques heures le matin. Puis, à la limite, à toute la plante.

Au plan agronomique, on a depuis longtemps établi un certain nombre

de relations entre la production et la « sécheresse ».

Une première approximation indique que le déficit de la production totale est proportionnel au déficit de transpiration (évapotranspiration). Le coefficient de proportionnalité varie selon les espèces. Très proche de l'unité pour les productions fourragères, il augmente avec la betterave sucrière et le maïs. En valeur absolue, le déficit de production est d'autant plus fort pour une espèce donnée que la vitesse de croissance est plus forte pendant la période de sécheresse.

Cette relation suffit à mesurer le dommage économique lié au manque d'eau pour les plantes dont la totalité est consommée : les fourrages, par exemple. Pour les autres, il faut tenir compte du fait que l'on ne s'intéresse qu'à un organe particulier. Qu'importe que le maïs ait beaucoup de feuilles s'il porte peu de grains. Il convient donc d'alimenter convenablement en eau la plante aux moments où se développent les parties agronomiquement intéressantes. La période de différenciation des organes floraux est souvent critique. Le maïs est de loin la plante la plus sensible à un déficit d'alimentation en eau au cours des vingt jours qui précèdent la floraison. Le rendement peut s'en trouver altéré d'une manière totalement irréversible. Les risques sont un peu moindres pour le sorgho et le tournesol, chez lesquels la formation des branches florales est plus étalée dans le temps ; le sorgho présente également une possibilité de compensation en développant des ramifications secondaires. Les plantes à floraison très échelonnées telles que colza ou soja sont, par contre, peu sensibles à la sécheresse pendant cette période. Mais toutes les plantes réagissent fortement durant une vingtaine de jours après floraison à un déficit hydrique accusé.

Une autre phase intéressante l'accumulation des réserves dans la graine. D'une manière générale, la sensibilité au manque d'eau diminue progressivement pour s'annuler lorsque la consistance du grain devient pâteuse. La sécheresse modifie alors la qualité d'un semencier, rendant plus défavorable selon la nature du produit envisagé.

L'irrigation rationnelle

Lorsque l'on prend en compte la production des organes végétaux (feuilles et racines), on peut, dans certaines limites de durée et d'intensité de la sécheresse, anticiper le retard par une réhumectation ultérieure. La compensation ne sera cependant jamais totale. La diminution des synthèses, pendant la saison sèche, freine l'expansion et la multiplication cellulaire des jeunes organes, mais leur vitesse d'évolution ultérieure est souvent supérieure.

de production avant même que les plantes soient arrivées à maturité. L'influence climatique se manifeste aussi bien par la répartition de la végétation à la surface du globe que par la variation de la production au cours du temps. Les facteurs thermiques (ensoleillement) tracent le contour des zones d'extension possible des différentes espèces, mais c'est l'eau qui va fixer la zone d'extension réelle et pour l'essentiel le niveau de production atteint.

La sécheresse décale la croissance dans le temps. Il en résulte néanmoins une perte de production à l'échelle annuelle dans le cas des graminées fourragères : la betterave sucrière, dans des conditions de sécheresse ménagée, subit de même une faible pénalisation, au prix d'un retard de la maturité.

Il est possible de mettre en parallèle, dans une situation climatique donnée, différents systèmes culturels, différents assolements, et de choisir parmi eux les mieux adaptés au contexte hydrique local et de mesurer leur impact sur le bilan hydrologique. Certaines cultures sont extrêmement gourmandes, soit par la durée de leur cycle de végétation (prairies), soit par l'intensité de leur transpiration instantanée dans certaines phases de végétation (soja, tournesol). D'autres sont relativement économes, par la position de leur cycle de croissance dans le temps (céréales d'hiver) ou la rapidité de ce cycle (maïs, céréales de printemps). Ces notions, qui concernent les besoins en eau, sont indépendantes de celle de sensibilité au manque d'eau : le maïs, relativement économe, est plus « sensible » que le tournesol.

Une solution technique permet de s'attacher partiellement aux aléas des conditions climatiques : l'irrigation. Encore faut-il la conduire rationnellement. La transpiration réelle des plantes et ses fluctuations dans le temps, en fonction de la culture, permet d'apprécier quantitativement l'eau supplémentaire qu'il faut apporter ; l'examen de l'ensemble sol-plante permet de définir l'importance variable des arrosages au cours

des temps et, partant du bilan précédent, leur fréquence. La connaissance des périodes critiques ou sensibles permet de limiter l'apport complémentaire durant les phases de croissance valorisantes au mieux l'investissement.

Les efforts de recherche et d'expérimentation conduits par les ingénieurs de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), secondés en cela par les instituts techniques de la profession, permettent une large compréhension des phénomènes. Ils fournissent l'essentiel de l'information nécessaire à l'exploitation optimale de la ressource naturelle. Mais il y a un fossé entre cette connaissance et l'aménagement réel des ressources naturelles. Quelques chiffres montrant que le problème ne se situe plus guère au niveau technique, mais plutôt à celui des grandes options socio-économiques et politiques.

La consommation d'eau annuelle, à l'optimum, de 10 000 hectares cultivés correspond en France à l'alimentation en eau d'une ville de deux cent mille habitants moyennement industrialisée.

Compte tenu des pluies, l'irrigation de complément, pour retrouver ces conditions sur la même surface, représenterait l'alimentation en eau d'une ville de cinquante mille habitants. Le problème est donc considérable, mais il faut noter que cette amélioration des conditions de production permettrait, en retour, de fournir la nourriture à une ville d'égale importance.

(*) Directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique.

Un composé essentiel

LES structures vivantes ne peuvent manifester d'activité que pour un taux d'hydratation suffisant. Une tension en eau inférieure à 50 % est caractéristique de tissus à l'état de vie ralentie ou de tissus inertes n'ayant plus qu'un rôle de soutien et de protection. L'eau constitue l'essentiel du milieu réactionnel nécessaire à la réalisation des multiples fonctions métaboliques. Elle permet la mise en œuvre des organites intracellulaires. Elle gouverne les mouvements de tous et des métabolites des sites d'absorption ou d'élimination vers les sites d'utilisation, de transformation ou de stockage. Elle conditionne l'expansion cellulaire. Enfin la molécule d'eau est le support des réactions photochimiques primaires de la photosynthèse.

Les végétaux supérieurs développent l'état d'hydratation qui leur assure une surface de feuille énorme par rapport à leur volume. A l'échelle du champ, la surface foliaire peut atteindre dix fois la surface de terrain dominée. Ce phénomène est lié à la nécessité où se trouvent les végétaux de capter l'énergie (la lumière) et la matière première indispensables à leur synthèse (le gaz carbonique).

Les échanges avec l'extérieur sont facilités par l'existence dans l'épiderme foliaire d'une multitude de perforations d'ouvertures réglables, les stomates, par où l'eau s'évapore : la plante « transpire ». L'ensemble du processus de transpiration est ce processus en eau qu'il contient. Tout le problème de l'alimentation en eau repose sur le maintien d'un équilibre satisfaisant entre les apports et la perte au niveau des surfaces transpirantes, équilibre dont dépend l'état d'hydratation définitive, l'activité et la survie du végétal.

lume. A l'échelle du champ, la surface foliaire peut atteindre dix fois la surface de terrain dominée. Ce phénomène est lié à la nécessité où se trouvent les végétaux de capter l'énergie (la lumière) et la matière première indispensables à leur synthèse (le gaz carbonique).

Les échanges avec l'extérieur sont facilités par l'existence dans l'épiderme foliaire d'une multitude de perforations d'ouvertures réglables, les stomates, par où l'eau s'évapore : la plante « transpire ». L'ensemble du processus de transpiration est ce processus en eau qu'il contient. Tout le problème de l'alimentation en eau repose sur le maintien d'un équilibre satisfaisant entre les apports et la perte au niveau des surfaces transpirantes, équilibre dont dépend l'état d'hydratation définitive, l'activité et la survie du végétal.

Les nappes phréatiques : 30 % des ressources continentales

Le manque de pluie met en évidence la nécessité de protéger le stock naturel d'eau souterraine. C'est ce qu'entendaient rappeler une fois encore les spéléologues français le dimanche 27 juin au cours de leur 71^e Journée nationale de protection des cavernes, placée cette année sous le patronage de MM. André Fosset, ministre de la Qualité de la vie, et Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

L'EAU souterraine n'est pas seulement celle où affectionnent de barboter les amateurs de cavernes. Elle représente aussi 30 % des eaux continentales, chiffre important si on le compare aux autres composantes de l'hydrosphère terrestre où les lacs se voient attribuer 10 % et les cours d'eau 1 % seulement. C'est dire le rôle primordial des nappes phréatiques à l'égard de notre agriculture, de nos paysages, de notre climat, de notre vie tout court.

Dès qu'on parle d'eau souterraine, les vieux schémas scolaires reviennent à la mémoire : les eaux d'infiltration, les puits, leur stockage dans une espèce de lac souterrain à l'intérieur de rochers géologiques dont la représentation simplifiée ressemble à un mur de briques. C'est oublier qu'un pourcentage non négligeable du stock d'eau souterrain procède d'origines épidémiques : la condensation et l'eau fossile, processus qui procurent à cette eau des qualités d'hygiène incomparables.

La condensation, c'est-à-dire le vieux principe selon lequel la buée se dépose sur une vitre, est un phénomène appréciable dans l'atmosphère humide des grottes aux parois glacées. On a calculé que chaque mètre cube d'air entrant dans la grotte Berger dépose 6 grammes d'eau sur les parois de l'abîme. Dans la grotte de Renset (Pyénées de la Haute-Garonne), il a été démontré qu'un débit d'air de 100 à 200 mètres cubes par seconde, passant à la température extérieure (25°C) à la température de la caverne (6°C) engendrerait un débit d'eau de 1 à 2 litres par seconde. Ces chiffres rapportés à l'énorme superficie des parois en terrain calcaire fissuré donnent une idée du volume d'eau naturellement distillé par notre sous-sol.

Un formidable gaspillage

Les roches-magazines de notre aquifère contiennent aussi des eaux fossiles, c'est-à-dire des eaux infiltrées dans les fissures du sous-sol aux temps préhistoriques. Ce sont elles, par exemple, qui équilibrent à l'étage la célèbre fontaine de Vauluisant par évaporation d'eau infiltrée vers 3 400 avant J.-C.

Distillée en infinité bien avant l'ère des pollutions, ces eaux souterraines ont

par leur origine une très bonne qualité hygiénique. Mais les rejets dans le sous-sol d'eaux usées ou de matières polluantes risquent de contaminer ces stocks d'eau pure ou leur roche-mère. Accroissement, le sous-sol français est à cet égard le siège d'un formidable gaspillage.

Les spéléologues sont normalement les plus sensibilisés à ces problèmes de pollution souterraine. Depuis dix ans, par l'intermédiaire de la Commission nationale de protection des cavernes, ils dénoncent la pollution des eaux karstiques, et d'ailleurs de tous les aquifères, par le déversement de mazout et d'huiles de vidange, une marée noire des souterrains qui frappe surtout le sous-sol des garrigues alpines ; l'irradiation volcanique ou fœtale d'ignifuge dans les rivières souterraines (des exemples fourmillent), le déversement de déchets solides, liquides ou gazeux dans le sol calcaire.

N'importe quel promeneur peut aller constater que la pollution des fontaines émanant des usines d'aluminium de Sabart (Ariège) a noyé les pilastres de cristal, jadis transparents, de la grotte voisine. Il ne s'agit pas, bien entendu, de dénoncer ici une activité industrielle utile au sous-don ne sait quelle nostalgia pour un paysage souterrain dont le spectacle est forcément réservé à une minorité. Non ! Mais il faut crier l'alarme en deuil de Sabart comme en deuil de la force puissante des pollutions.

sons, car ces cristaux sont à 1 kilomètre sous terre.

Il y a quelques mois, la pollution a peut-être même mis, sans qu'on puisse d'ailleurs être complètement affirmatif à cet égard, Voie les lais. Dans une grotte de Dordogne, un plongeur-spéléologue émerge d'un siphon et sort la tête dans une cloche d'air libre ; il enfonce l'embout qui relâche sa bouche à la bouteille d'air comprimé qu'il portait sur son dos et meurt instantanément. Un second plongeur-spéléologue vient à son secours mais, ignorant les causes de la mort de son compagnon, ôte à son tour son embout respiratoire et décède dans les mêmes circonstances. Un problème spéléologique se pose à la ressource mais, voyant les cavernes de ses deux camarades, il a la présence d'esprit de ne pas enlever son appareil respiratoire et donne l'alarme. Un prélèvement d'air dans la cloche naturelle où a eu lieu le drame montre par la suite la présence d'un gaz mortel d'oxyde de carbone. Faut-il insister la présence de ce gaz au volage d'un dépositaire souterrain « sauvage » ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Quoi qu'il en soit, ce double accident peut aider à faire comprendre que la pollution du « sous-sol » est une réalité et que le cycle écologique dans lequel nous vivons a aussi sa dérivée souterraine.

PIERRE MINVIELLE.

SCIENCES ET DES TECHNIQUES
Actualisations climatiques
ENCORE RUDIMENTAIRE

Les prévisions météorologiques sont-elles fiables ?
Les prévisions météorologiques sont-elles fiables ?
Les prévisions météorologiques sont-elles fiables ?

Dans
deux cents ans ?

Quelle sera
la température ?

La météo
est-elle prévisible ?

Les prévisions
sont-elles fiables ?

La météo
est-elle prévisible ?

Les prévisions
sont-elles fiables ?

La météo
est-elle prévisible ?

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

Les éleveurs ne doivent pas céder à la tentation
de se débarrasser de leur cheptel

DÉCLARE M. BONNET

Il faut que les éleveurs ne cèdent pas à la panique qui quelquefois s'empare du marché agricole... M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, a déclaré, lundi 28 juin, après avoir visité quelques exploitations agricoles de la Sarthe et de l'Orne, que les éleveurs ne doivent pas céder à la tentation de se débarrasser de leur cheptel... M. Lardinois, membre de la commission européenne chargée des questions agricoles, a déclaré que la situation est grave, mais qu'il ne faut pas paniquer.

LE FEU MARQUE UNE PAUSE DANS LE MORBIHAN

De nombreux incendies sont dus à la malveillance
affirme M. Olivier Philip
préfet de la région Bretagne

Peu de régions ont été épargnées par les incendies de forêts au cours de la journée du lundi 28 juin. Dans le Morbihan, secteur le plus préoccupant, les deux grands sinistres qui s'étaient développés au cours du week-end — dans la lande de Lavaux et près de Plouay — ont été contenus par les sapeurs-pompiers après que le premier feu détruisit près de 300 hectares de bois et le second près de 500 hectares. Selon le préfet de la région Bretagne, M. Olivier Philip, « de nombreux incendies sont le produit d'intentions malveillantes. D'autres sont le résultat de la simple imprudence, et la sécheresse actuelle multiplie les risques ».

Dans la presse hebdomadaire

À la veille des vacances, le grand sujet de conversation des Français n'est pas directement politique, ni économique, ni même sportif, mais d'ordre météorologique. Les commentateurs de la presse hebdomadaire, s'ils constatent les perturbations qu'apportent à la vie quotidienne la chaleur et la sécheresse, en exaltent aussi les incidences économiques, voire sociales.

Dans sa rubrique « Le monde comme il va », l'HUMANITÉ-DIMANCHE évoque la situation en Normandie : « La sécheresse a transformé les verts pâturages en une herbe jaunasse et rare, la demande a fait pousser la spéculation. Le foin coûte deux fois plus cher que l'on dernier. Des milliers de vaches sont contraintes de rendre des bêtes et ni finies ni prêtes à l'abattoir ».

La panne du système de climatisation de la tour de Lyon à Paris, un immeuble de bureaux, a donné à Evelyn Le Garrec l'occasion, dans POLITIQUE HEBDO, d'affirmer que « l'urbanisme n'est pas neutre ». Après avoir expliqué que l'un des problèmes de la plupart des tours de bureaux, c'est de ne pas constituer une seule entité, mais plusieurs unités totalement séparées, elle note que « le rôle des nouvelles structures de défense (qui se sont mises en place à cette occasion par la création d'un comité de coordination, qui regroupe, outre les salariés, différents organismes qui se par-

tagent ces bureaux, des architectes et des médecins) devront donner naissance, en se coordonnant entre elles, à une structure représentative de l'ensemble des tours. Les travailleurs, à travers le problème des I.G.R. (immeubles de grande hauteur), prennent actuellement conscience que l'urbanisme et le travail ne sont pas des domaines séparés et forment un front de lutte commun ».

Sous le titre : « La sécheresse est aussi politique », Guy Perriard affirme dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste, que « les conséquences de la sécheresse sont multiples. Et il y aura pas que l'agriculture à être touchée. Non seulement la situation financière des agriculteurs pèsera sur l'ensemble de l'économie, mais le manque d'eau, déjà des conséquences sur l'industrie. E.D.F. réduit sa production d'électricité et, par contre, coupe certaines usines qui dépendent de l'électricité, cet argument pour faire chomier leur personnel ».

CORRESPONDANCE

Les épreuves du concours de fin de première année à l'U.E.R. médicale Bichat-Beaujon

Une étudiante en première année de médecine à l'Unité d'Enseignement et de Recherche Bichat-Beaujon (Paris-VII), qui souhaite garder l'anonymat, nous a fait parvenir son témoignage sur la manière dont se sont déroulés, début juin, les épreuves du concours de fin d'année : « La salle Wagram a été aménagée pour la circonstance avec des tables-tréteaux plus ou moins stables, fait qui n'a pas permis à la rigueur d'accepter la présence d'éclairage détecteur qui gênait les étudiants pour une partie des épreuves... ».

Les étudiants seront donc, pendant l'épreuve, soit dérangés, soit sollicités à rechercher eux-mêmes leur nom dans un paquet de cartes d'identité ne sera faite : envoyez donc votre petit copain composer à votre place. On n'y verra que du feu !

Le refus de renouvellement du contrat d'un enseignant métropolitain en Nouvelle-Calédonie

Mme Monique Vignaux, auteur d'un article paru dans le Monde du 1er janvier 1976, sur la conférence des femmes noires du Pacifique, à Suva, nous indique que la publication de ce texte a été à l'origine d'une mesure assez inattendue, puisqu'elle a provoqué le retour en métropole d'un professeur agrégé du lycée La Pérouse, M. Jean-Pierre Lévy, chez lequel (elle) habitait durant un séjour en Nouvelle-Calédonie.

Selon Mme Vignaux, « alors que le renouvellement du contrat de ce dernier avait été accepté avec avis favorable par le ministre de l'Éducation nationale et le vice-recteur à Nouméa, en janvier 1976, aucun avis sur la suite à la demande de renouvellement de contrat n'a pu clairement être donné, avant le mois de mai, et grâce aux interventions d'une inter-syndicale constituée à cet effet, il fut signifié aux représentants syndicaux, par le chef du cabinet du haut-commissaire, que la décision prise était bien le refus de renouvellement, et qu'elle était due à la parution de l'article. Cette mesure a suscité de vives réactions à Nouméa parmi les enseignants d'abord, mais aussi dans les milieux mélanésiens, où l'on compte beaucoup d'amalgames à l'égard de la situation au sein de la communauté blanche, entre « territoriaux » et « métropolitains ».

Préparation à l'entrée en année préparatoire. Examen d'entrée en 2e année. Examen d'entrée en 3e année. Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme).

PSP 76, rue de la Pompe, 75016 PARIS - Tél. : 504-10-73

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél. : 522-15-52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

ÉDUCATION

UN CENTRE D'INFORMATIQUE COMMUN A L'UNIVERSITÉ DE BREST ET AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

(De notre correspondant.) Brest. — Le Centre d'Informatique récemment inauguré à Brest présente la particularité d'associer deux collectivités à l'Université de Bretagne occidentale (U.B.O.) : la communauté urbaine de Brest et la ville de Brest. Pour créer ce Centre de traitement de l'information de Bretagne occidentale, les trois parties se sont allées au-devant d'un syndicat mixte. Cette association pourra accueillir d'autres membres. Le syndicat mixte souhaite que le département de Bretagne occidentale, désireux de moderniser ses services de gestion et de prévision, vienne grossir ses rangs. Par son intermédiaire, il voudrait être largement associé aux services des collectivités publiques.

Mais le Centre de traitement de l'information de Bretagne occidentale, qui possède depuis le 1er janvier un local, n'a pas pu limiter à des tâches de gestion. Selon le vœu de ses responsables, il pourra faire, dès l'an prochain, de Brest un centre d'étude, de recherche et de développement de l'informatique administrative (CERDIA). Des négociations sont en cours à ce propos avec le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et l'Institut de la recherche d'informatique et d'automatique (IRIA).

Le Centre d'Informatique commun à l'Université de Brest et aux collectivités locales en Europe (CECIL) est un organisme qui possède pas encore d'ordinateur. C'est pourquoi l'Université de Bretagne occidentale se déclare prête à louer la machine de l'informatique pour développer la recherche dans le domaine de la gestion des collectivités publiques.

JEAN DE ROSIERE.

LA GRÈVE ADMINISTRATIVE BLOQUE DES JURYS D'EXAMEN

(De notre correspondant.) Saint-Étienne. — Les jurys d'examen de sciences économiques sont bloqués par la grève administrative des assistants à l'Université de Saint-Étienne : ceux-ci refusent de remettre les notes des épreuves écrites. Les épreuves orales sont cependant maintenues aux dates prévues. Les étudiants ajournés à la première session conserveront pour septembre les notes d'oral supérieures moyennes. Les jurys sont aussi bloqués à l'U.T. Selon l'Association nationale des assistants en sciences économiques, juridiques et politiques (ANASEJEP), la grève administrative lancée pour obtenir la titularisation des assistants est effective dans plus de vingt-cinq unités d'enseignement et de recherche, notamment Montpellier, Besançon, Orléans, Lyon, Nancy, Nice, Clermont-Ferrand, Pau, Paris-IX et Paris-X.

ADMISSION AUX AGGREGATIONS

Aggrégation d'arabe : M. Jamal El Din (3e), Sanaoune (1er), Soumail (2e), Tefball (4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e, 21e, 22e, 23e, 24e, 25e, 26e, 27e, 28e, 29e, 30e, 31e, 32e, 33e, 34e, 35e, 36e, 37e, 38e, 39e, 40e, 41e, 42e, 43e, 44e, 45e, 46e, 47e, 48e, 49e, 50e, 51e, 52e, 53e, 54e, 55e, 56e, 57e, 58e, 59e, 60e, 61e, 62e, 63e, 64e, 65e, 66e, 67e, 68e, 69e, 70e, 71e, 72e, 73e, 74e, 75e, 76e, 77e, 78e, 79e, 80e, 81e, 82e, 83e, 84e, 85e, 86e, 87e, 88e, 89e, 90e, 91e, 92e, 93e, 94e, 95e, 96e, 97e, 98e, 99e, 100e).

USA 1 mois à Los Angeles 3240 F tout compris.

- Voyage sur TWA. - Séjour en famille américaine. - Cours d'anglais - Séminaires de civilisation américaine - Forum - Programme complet d'activités et d'excursions.

British European Centre 5, rue Richemont - 75008 Paris Tél. : 260.18.34

Année 1976-1977 AUX EXAMENS D'ÉTAT D.E.C.S.

Probatoire - Certificat économique, Juridique, Comptable. B.T.S. Comptabilité, Gestion, Secrétariat de Direction - Commerce International.

Stages de perfectionnement : Administration - Gestion - Droit du Travail - Droit Fiscal - Droit Commercial - Marketing - Vente - Secrétariat - Sténodactylo - Cours de langues.

asprofor

130, rue du Fg St-Honoré - 75008 PARIS Tél. : 369.12.77

| | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 36,00 | 42,03 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" | | |
| minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,18 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00 | 75,89 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER | | |
| Achat-Vente-Location | 26,00 | 30,35 |
| EXCLUSIVITES | 32,00 | 37,36 |
| L'AGENDA DU MONDE | 25,00 | 29,19 |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) | | |

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

Très Important Groupe International recherche pour ses directions régionales de **STRASBOURG** réf. 830 **LILLE** réf. 831

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES de Commerce et d'Ingénierie (HOMMES ou FEMMES)

ayant décidé de donner à leur carrière une large ouverture en débutant par une activité de

conseiller de gestion

possédant à un haut degré les qualités suivantes :

- Esprit d'analyse
- Creativité
- Dons de conviction
- Ambition

Ils ou elles seront chargés de faire évoluer les moyens de gestion de nos clients.

Rémunération 1ère année : de 55 à 75 000 F selon formation.

Rémunération 2ème année : de 75 à 125 000 F selon performances personnelles.

Si vous avez ce profil et si votre proposition vous intéresse, adressez-la à :

Information Carrière SVP 11-11

11, rue de Valenciennes, 75011 PARIS

responsable régional des ventes

base Lyon

Une Société Française qui produit et commercialise sous une marque internationale des articles de qualité au style (JOLY, chemises, sous-vêtements et F. clausettes) H. CREE en poste de Responsable des Ventes pour le SUD-EST.

La mission : être, au niveau de secteur, le Responsable de l'application de la politique commerciale : animer, conseiller, former, aider au développement de 5 à 7 représentants expérimentés : exploiter rationnellement le marché de la Région ; participer, avec la Direction des Ventes dont il dépend directement, au choix des moyens à mettre en œuvre.

Homme de Terrain, agissant en autonomie assurée : excellent Vendeur ayant la pratique de l'animation d'une équipe de vente : connaissance de la vente à des Délégués Territoriaux : connaissance de la vente à des Délégués Territoriaux : connaissance de la vente à des Délégués Territoriaux : connaissance de la vente à des Délégués Territoriaux.

Adressez votre candidature, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle sous vélin 11/11 à H.C.E. qui garantira la discrétion de cette recherche.

RE Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

consultant

H ou F STRASBOURG

Cabinet Parisien Conseil en Recrutement et en Gestion du Personnel. Recherche un CONSULTANT pour son Agence de Strasbourg.

Responsable de l'animation de l'équipe existante et de l'intégration des opérations prises en charge par le Cabinet (le contact clientèle au sein des sociétés), ce consultant doit avoir : une pratique des relations à haut niveau, une formation supérieure en Sciences Humaines ou en Gestion du Personnel, une expérience de Sélection de Personnel Cadre en Cabinet ou en Entreprise.

Pour information sur le poste adresser votre candidature, C.V. et références à S. DURAND, Directeur ou télécopier pour rendez-vous au 55.81.11 - 55.25.

CONSEIL EN RECRUTEMENT CNPG 105, av. Victor-Hugo 75118 Paris

emploi international

GRUPPO INDUSTRIAL FRANCAIS RECHERCHE FOUR ANNEES SCOLAIRES 1976-1977

plusieurs PROFESSEURS

CONFIRMES

DONT CHIEFS DE DEPARTEMENT POUR INSTITUT NATIONAL INGENIEURS près ALGER

- Mathématiques
- Physique, Mécanique, Electrotechnique
- Régulation

EXIGE : 1) 3e cycle ou grandes écoles ; 2) Expér. pédagogique et/ou industrielle.

OFFERT : Salaire attractif, pédagogie active de Groupe.

Ecrire C.V. détaillé et photo à : 25 89980 M. REGIE-PRESSO, 25 bis, rue Edouard, Paris (20).

Recherche pour septembre 4 INGENIEURS GEOMETRES ou D.P.L.C. par renseignements école nationale des sciences géométriques ARZEW (ALGERIE).

Nouv. savonnerie Côte d'Ivoire rech. chef de ventes, 30 à 40 ans, BONNES REFERENCES. Env. C.V. Casmoville B.P. 20666, ABIDJAN R.C.I.

MACHINES CHAMRON

Société Française de plus grande expertise à 90 % de sa production, C.A. en progression annuelle de 35 %, maison leader dans sa spécialité, mondialement renommée pour sa fabrication des machines à imprimer, des machines spéciales et des groupes automatiques de moulage et emballage du sucre en mouchoirs.

recherche pour son Bureau d'ETUDES de MÉCANIQUE

INGÉNIEURS

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Poste offrant d'importantes possibilités d'évolution et orienté vers la recherche et le développement de techniques et de machines nouvelles créées au Siège social à Orléans.

Préférence traitée à Ingénieur diplômé E.T.P. (mécanique) E.N.S.A.M., E.N.S.I., I.N.S.A., I.N.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Salaire en fonction de l'expérience et de la classification lors de l'embauche.

Avantages sociaux (13e mois - Horaire libre - Restaurant d'entreprise, etc.).

Facilité de logement.

Ecrire avec curriculum vitae à MACHINES CHAMRON, Service du Personnel, 6, rue Auguste-Rodin, LA SOURCE - B.P. 6949 - 45100 ORLÉANS cedex.

Société « Decks de France », avenue Charles-Bédoux, 37015 TOURS CEDEX

proposant poste de

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ

Il est demandé :

- un âge minimum de 30 ans ;
- une formation comptable supérieure (D.E.C.S. ou B.P. ancien régime) ;
- une expérience similaire dans Société importante ;
- une connaissance de la gestion comptable dans le cadre d'un système informatique ;
- des qualités d'animation et de commandement.

Il est proposé :

- l'animation et la coordination des services comptables du Siège ;
- le contrôle interne de la Société (bilan trimestriel, contrôle budgétaire mensuel).

Envoyer C.V., photos, prétentions, au service du personnel, discrétion assurée.

NOMEL S.A., premier producteur européen de rondelles de sécurité, accroît sa production par l'implémentation d'un nouveau laminage multi-cylindres et cherche le directeur de sa division laminage à froid

de son usine de DREUX (28).

Responsable d'une unité autonome - laminage, cisailage, recuit - d'une capacité de 2 000 t/mois, il dirige les approvisionnements, le planning, la fabrication, l'entretien.

A 30 ans minimum, cet ingénieur AM ou équivalent à l'expérience technique du laminage des aciers trempants et spéciaux.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3062 LM.

ALEXANDRE TICS.A.
10, RUE ROYALE - 75005 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

GRUPPO MULTI-SOCIETES, négoce Membres Région Centre, en expansion recherche d'urgence

DIRECTEUR DE SERVICE COMPTABLE

PROFIL :

- Homme 30 ans minimum, possédant certifié D.E.C.S. avec niveau révisé comptable ou diplômes équivalents.
- Ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle similaire ou dans cabinet expert-comptable.

MISSION :

- Responsable du service comptable.
- Audit Interne.
- Participation à l'élaboration et à l'évolution des structures et procédures administratives.
- Contrôle de gestion.

Adressez C.V. man. détaillé, photo, réf. présent, S.A.R.L. FIGAP - B.P. 31 - 85001 NEVERS

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE

recherche

INGÉNIEUR D'ENTRETIEN

FORMATION TYPE A et M.

EXPERIENCE INDUSTRIELLE

Lieu de travail : REGION CHAMPAGNE

Adressez C.V. manuscrit et prétentions à : Direction du Personnel SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE B.P. n° 24, 55310 SAINT-OVEN-L'AUMONIE.

Sis Entrep. Comptabilité Vaucouleurs recherche assistant confirmé, niveau D.E.C.S. Ce poste est en fonction de la disponibilité de l'assistant. Le C.V. manuscrit détaillé devra indiquer les derniers émoluments perçus. Ecr. Havas Avignon 250.

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES VALMER avenue des Fours à Cheux 17200 MARANS RECHERCHE MAGASINIER TEL : (46) 51052

CERIB (Centre d'Etudes et de Recherches de l'Industrie du Béton) 28200 EPERNON recherche

INGÉNIEUR débutant, libéré des obl. milit., formation automatique (électricité, mécanique) pour enseignement et études équipements de fabrication.

T. : M. ALFREDOU 483-46-51.

etap

offre d'emploi

importante SOCIÉTÉ PRÊT-À-PORTER DE LUXE - LEADER DANS SA BRANCHE (60 % C.A. EXPORT)

OFFRE LA POSSIBILITÉ DE CONTRIBUER ACTIVEMENT AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE À L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE A

DIRECTEUR EXPORTATION

- Jeune H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant qualités marquées de dynamisme et capable d'être un entraîneur et un négociateur ;
- Expérience export acquise de préférence dans branche habillement ou produits de luxe ;
- Anglais courant indispensable + autre langue (allemand souhaité).

Rémunération : 150.000 F.

Ecrire sous référence BY 553 AM.

GRUPPO DROUOT MARLY-LE-ROI

offre dans le cadre de sa DIRECTION COMPTABLE une situation intéressante et évolutive à

JEUNE CADRE COMPTABLE

disposant minimum D.E.C.S. et environ 3 ans d'expérience acquise au sein d'une direction financière et comptable d'un groupe important.

Ce cadre pourra accéder à un poste impliquant responsabilités et fonctions d'encadrement après une période de formation permettant l'adaptation à des activités diversifiées concernant l'ensemble du groupe.

Ecrire sous référence WD 557 AM.

importante INDUSTRIE PRODUITS EN BATIMENT (600 PERSONNES) CASABLANCA RECHERCHE

INGÉNIEUR A.M. OU SIMILAIRE CONFIRMÉ

- Il aura pour mission :
- De superviser les services d'entretien : mécanique, électricité et génie civil ;
- De coopérer aux problèmes de fabrication.

CE CANDIDAT DOIT IMPÉRATIVEMENT AVOIR UNE EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENTRETIEN GENERAL.

Age minimum 30 ans.

Ecrire sous référence UB 556 CM.

Importante Société Industrielle PARIS

recherche :

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé Ecole des Mines, Contrôle ou Arts et Métiers

pour la vente à l'étranger d'installations complètes de traitement de minerais.

Expérience nécessaire de l'exportation et des rapports commerciaux avec clients étrangers. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecr. av. réf. et prétentions à n° 65.203 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

Importante Société Industrielle PARIS

recherche :

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé Ecole des Mines, Contrôle ou Arts et Métiers

pour la vente à l'étranger d'installations complètes de traitement de minerais.

Expérience nécessaire de l'exportation et des rapports commerciaux avec clients étrangers. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecr. av. réf. et prétentions à n° 65.203 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE

Filiale d'un groupe étranger recherche :

LE DIRECTEUR (RAT. 207) de sa nouvelle agence de Paris. Qualités requises :

- Dynamisme et sens réel ;
- Solide expérience bancaire (10 ans minimum) ;
- Langue espagnole souhaitée.

Il est offert à un candidat de valeur de l'ordre de 100 millions de francs.

UN SPECIALISTE (RAT. 202) des opérations sur l'étranger, ayant une expérience approfondie du poste (Credex, S.E.I.) (langue espagnole souhaitée).

UNE EMPLOYEE DE BANQUE (RAT. 203)

- Sténodactylo ;
- Bilingue espagnol.

Envoyer C.V. et prétentions à : S.O.F.A.C. 17, rue Bachaumont, 75002 Paris

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE

recherche

INGÉNIEUR D'ENTRETIEN

FORMATION TYPE A et M.

EXPERIENCE INDUSTRIELLE

Lieu de travail : REGION CHAMPAGNE

Adressez C.V. manuscrit et prétentions à : Direction du Personnel SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE B.P. n° 24, 55310 SAINT-OVEN-L'AUMONIE.

offre d'emploi

GRUPPO INDUSTRIAL (5.000 PERSONNES) SECTEUR TERTIAIRE METTANT EN ŒUVRE IMPORTANTS MOYENS EN MATERIELS ET PERSONNELS OFFRE DANS LE CADRE D'UN FORT DEVELOPPEMENT, POSTES DE

DIRECTEUR

CHARGÉ DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE GROUPE DE FILIALES

Il s'agit d'analyser et de coordonner l'activité de plusieurs filiales : développement, plans à long terme, investissements, relations extérieures, contrôle de gestion.

Poste pouvant conduire à un candidat de formation supérieure, ayant déjà exercé des responsabilités opérationnelles.

A UN NIVEAU DE DIRECTION GÉNÉRALE. Poste au Mans.

Ecrire sous référence XE 558 CM.

DIRECTEURS DE FILIALES

Chaque directeur assumera une unité de 30 à 50 personnes, en assumant des responsabilités : de direction de personnel, gestion, organisation contacts extérieurs. Ces postes peuvent conduire à candidats, formation supérieure, ayant expérience professionnelle impliquant

ANIMATION ET GESTION.

Postes villes provinciales - Une certaine mobilité géographique est à prévoir.

Ecrire sous référence XF 559 CM.

GRUPPEMENT PATRONAL VILLE 100 KM SUD DE PARIS RECHERCHE POUR CRÉER LE POSTE

INGÉNIEUR CONSEIL D'ENTREPRISES

A.M., I.D.N. OU ÉQUIVALENT

Ce cadre devra :

- Disposer d'environ 10 ans d'expérience de la vie industrielle axée sur les problèmes de méthode de production et d'organisation du travail ;
- Assurer un rôle d'assistance et de conseil en particulier dans les secteurs : amélioration des conditions de travail, sécurité, rémunération...

Ecrire en précisant prétentions sous référence IB 562 CM.

etap

4 rue Massenet 75016 PARIS discrétion absolue

CHARGÉ D'ETUDES DE MARCHÉ

VEPRO/CONSEIL recherche un collaborateur de premier plan capable de prendre en charge la réalisation des études de marché et les contacts avec la clientèle (enquêtes semi-directives et quantitatives).

Pour réussir il faudrait avoir une formation H.E.C., E.S.S.E.C., M.B.A., une expérience de 3 ans dans un Cabinet d'Etudes de Marché.

Ce poste offre la possibilité de collaborer au sein d'une équipe de marketing performante.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle à VEPRO/CONSEIL, Département Etudes de Marché, 28, rue Souffier - 75116 Paris.

Pour que l'Informatique entre dans l'Entreprise... simplement

Le traitement de l'information dans tous les secteurs et à tous les niveaux, par nos systèmes de gestion, est notre finalité.

Notre intervention dans les Entreprises débute par une phase de compréhension en profondeur de l'activité de l'installateur. Puis, nous proposons à notre interlocuteur sa solution.

Les Ingénieurs commerciaux sont considérés, en fonction de cette démarche de vente, comme un facteur essentiel de notre développement : nous les choisissons parmi de jeunes diplômés de formation supérieure commerciale, ayant de préférence une première expérience professionnelle.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, Melun, Lyon, Reims, Amiens, Poitiers, Angoulême et Nice.

Adressez C.V. et prétentions sous référence I 36 à Monsieur GIESE, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

olivetti

SAVANT CONTACT

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'E

Economies Automatiques Réalisables

1 chef de p

3 ingé

1 ingé

économ

statist

MILLIP

INTÉCHNI

Pour plus d'informations sur les offres de travail, consultez les pages 22 et 23 du Monde.

jeun

diplômé

de formation commerciale

Mission : Une fois leur formation terminée, les jeunes diplômés de la société, dans la perspective d'un développement à long terme, sont affectés à des postes dans le réseau d'agences.

Profil : Un esprit d'initiative et de la volonté de l'organisation et de l'adaptation à des situations nouvelles.

Rémunération : en fonction de l'âge.

Adressez C.V. et photo sous vélin contact 156, bd Haussmann 75008 Paris.

SOCIÉTÉ DAMPERS

JEUNE AGENT TECHNI

Recherche un jeune technicien expérimenté et capable de prendre en charge la réalisation des études de marché et les contacts avec la clientèle (enquêtes semi-directives et quantitatives).

Pour réussir il faudrait avoir une formation H.E.C., E.S.S.E.C., M.B.A., une expérience de 3 ans dans un Cabinet d'Etudes de Marché.

Ce poste offre la possibilité de collaborer au sein d'une équipe de marketing performante.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle à VEPRO/CONSEIL, Département Etudes de Marché, 28, rue Souffier - 75116 Paris.

صحة من الامم

| OFFRES D'EMPLOI | La ligne | La ligne T.C. |
|-------------------------------------|----------|---------------|
| Offres d'emploi "Placards encadrés" | 36,00 | 42,03 |
| minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,18 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00 | 75,89 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER | 26,00 | 32,35 |
| Achat-Vente-Location | 32,00 | 37,38 |
| EXCLUSIVITES | 25,00 | 29,19 |
| L'AGENDA DU MONDE | 25,00 | 29,19 |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) | | |

offres d'emploi

SOCIETE D'ETUDES

Economie Aménagement Réalisations

1 chef de projet

X. MINES, PONTIS, E.C.P.
Il aura à animer le travail d'une équipe pluridisciplinaire et à prendre des initiatives et responsabilités importantes. A la fonction.
Evolution vers Direction des Etudes (Rég. 1 CP)
40 ans minimum

3 ingénieurs de projet

X. E.C.P., MINES, G.M., P.C., E.C.T.P., I.N.A., I.G.R.E.F.
Etudes de projets spécifiques :
- INFRASTRUCTURES : routes, rail, aéroports, ports, hydraulique, (Rég. 1 CP)
- AGRICULTURE : élevage, forêts, pêche, industries agro-alimentaires, (Rég. 1 CP)
- INDUSTRIES LEGEREES : textile, cuir, bois, électroménager, mécanique, (Rég. 1 CP)
Ayant au moins 5 ans d'expérience.
35 ans minimum

1 ingénieur économiste statisticien

Grandes Ecoles, ENSAE, DES St. Eco.
Etudes de marché internationales et nationales. Etudes de planification nationale, régionale et sectorielle.
Travaux sur ordinateur (Rég. 1 CP)
30 ans minimum

Nous offrons aux candidats :
- Des réalisations d'études opérationnelles d'envergure en petites équipes.
- De fréquents déplacements ou installation de longue durée en Algérie.
- Une formation complémentaire assurée.
Seuls seront examinés les dossiers des candidats possédant une expérience effective des postes proposés.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo à n° 34641
PA SVP 07 rue de la Fayette, 75002 Paris, en rappelant la référence du poste.

MILLIPORE S.A.

recherche

UN TECHNICO-COMMERCIAL

Ayant si possible une expérience en géologie chimique ou pharmaceutique, pour vendre une grande variété d'appareils de filtration hautement spécialisés aux laboratoires de fabrication de produits pharmaceutiques et cosmétiques.
Cet emploi demande un contact permanent avec les clients, y compris démonstrations et séminaires. Le poste est situé dans la région PARISTENNE et exige de nombreux déplacements tant à PARIS qu'en PROVINCE.

Une formation supérieure en chimie (Ecoles d'Ingénieurs en chimie, biochimie) ou pharmacie (IPSI) ou microbiologie industrielle est souhaitable, ainsi qu'une expérience du commerce ou du marketing. La langue maternelle française et une bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé sont nécessaires.

Le candidat retenu sera passionné par la technologie, il aura une personnalité ouverte et agréable et saura faire preuve d'une grande initiative. Un stage de formation de six semaines à la maison mère (Boston, Massachusetts, U.S.A.) est obligatoire.
Le salaire proposé est approprié au niveau de qualification requise.
Les frais de déplacement sont payés et une voiture de société mise à disposition.

Les candidatures sont à adresser par courrier avec C.V. complet à
Mr. Frederick W. DAWSON, MARKET MANAGER, MILLIPORE S.A., Zone Industrielle, 67120 MOLSHEIM.

jeunes diplômés(ées)

de formation commerciale supérieure.

Mission :
Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilités dans le réseau d'agences.

Profil :
Goût du contact et de la vente.
Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Desir de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

Rémunération :
élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.
Adresser C.V. + photo sous référence 59361 à
Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ DAMPERS (BOULOGNE)

recherche

JEUNE AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

pour vente matériel de filtration d'air (moteurs et compresseurs)

Déplacements France très fréquents (2 à 3 semaines par mois). Voiture fournie.
Ce poste conviendrait à technicien après-vente moteurs désireux s'orienter vers activité commerciale avec C.V. et présentations à S.A. Dampers, 116, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne-Billancourt.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Pour ses bureaux de Rungis (Zone Silic)

intel
CORPORATION S.A.R.L.

Le leader mondial en mémoires à semiconducteurs et microprocesseurs recherche

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS
TECHNICIENS DE LABORATOIRE
INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
CONTROLEUR FINANCIER
PERSONNEL ADMINISTRATIF

Anglais indispensable.
Pour les fonctions techniques, une expérience systèmes (informatique, télécommunications, process, logique, mémoires...) est souhaitable.
Si vous voulez partager la vie d'une petite équipe (10 personnes) et participer à l'extraordinaire expansion d'INTEL, envoyez votre curriculum vitae ou téléphoner à :

INTEL CORPORATION S.A.R.L.
74, rue d'Arcueil SILIC 223
94528 Rungis Cedex France (Tél. : (1) 687.22.21)

directeur médical

Nous sommes un important Laboratoire Pharmaceutique, filiale d'un puissant Groupe Chimique International, et nous recherchons notre

FUTUR DIRECTEUR MEDICAL :
Ce poste de très importantes responsabilités s'adresse à un Docteur en Médecine ayant environ 5 ans d'expérience et de réussite dans la Recherche Thérapeutique.
De solides connaissances en Statistiques Médicales et en Pharmacologie Clinique seront très appréciées.
Ce que nous voudrions rencontrer, c'est un vrai Professionnel mais, peut-être plus encore, un HOMME au sens plein du terme : personnalité, dynamisme, sens de l'humour...
Une excellente connaissance de la langue anglaise est indispensable.
Lieu de travail : Paris Sud.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 311/M au Docteur Robert de Chivres qui étudiera confidentiellement chaque candidature.

selor
72 rue Anatole-France
92 - Levallois-Perret

INGENIEUR d'affaires

Structures - Ouvrages d'art portuaires et aéroportuaires - Voies et réseaux divers

Il sera responsable de la préparation et de la négociation de contrats d'entreprise générale autres que de bâtiment, supérieurs à 100 millions de Francs.

• Homme à vocation internationale de 30 ans minimum, approuvé à effectuer de multiples déplacements de courte durée à l'étranger.
• Il connaît parfaitement l'anglais, aura une expérience de l'entreprise et de la négociation de contrats avec l'étranger ainsi que du bureau d'études.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + présentations sous référence 13.744 à :

r.n.p.m. 100 rue de la République, 92000 NEUILLY SUR SEINE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DES RELATIONS HUMAINES CANETTI

est une Société Commerciale Française. En plus de l'expansion, qui est régulière, nous ambitionnons surtout la qualité dans nos performances comme dans nos relations humaines. Nous créons donc cette fonction, essentiellement de gestion, pour former l'équipe dirigeante avec le P.D.G. - lui-même plutôt tourné vers le marketing - et le Directeur Commercial. Il sera responsable de l'amélioration de l'organisation et de l'efficacité interne :
- contrôle de gestion,
- gestion du personnel (communications et formation),
- comptabilité, entrepôts, gestion des stocks.
C'est une personne de 37 ans minimum, de formation supérieure, capable d'une vue globale sur l'entreprise et justifiant d'une réussite dans une expérience professionnelle comparable. La rémunération comprise entre 100.000 et 120.000 F sera fonction de l'expérience.

Ecrire sous réf. 200, au P.D.G. Sté J.E. CANETTI & C^{ie}, 16 rue d'Orléans 92200 NEUILLY S/SEINE

IMPORTANT SOCIÉTÉ
banquière Ouest PARIS
filiale d'un groupe international
équipée d'un IBM 370/158
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

CONFIRMES

ayant :
• une très bonne pratique de l'ANALYSE ORGANIQUE
• une formation supérieure
• une bonne connaissance du Cobol ANS et éventuellement de générateurs comme PAC.

Selon les systèmes de gestion à réaliser, nous proposons :
- un travail de groupe,
- une formation continue,
- une expérience diversifiée étant donné l'importance des projets envisagés.

Envoyer C.V. et présentations à No 65.332
CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Société de Services charge
HONEYWELL BULL
de recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Ils devront être diplômés de l'Enseignement Supérieur et avoir une bonne connaissance du marché de l'informatique. Une expérience de la vente des services est nécessaire.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 20/M à ACLES 1 F 107.

HONEYWELL BULL - 81/83, rue d'Aren - 75980 Paris Cedex 20

acles

RANK XEROX

recherche

Un contrôleur de gestion

pour sa Direction Planning et contrôle.
• Formation supérieure (Grande Ecole Commerciale ou Scientifique plus formation complémentaire type M.B.A., I.S.A.).

• Anglais courant lu, écrit, parlé indispensable.
• Une ou deux années d'expérience poste similaire et des connaissances informatiques seraient un atout supplémentaire.

Il sera chargé :
• des relations de la filiale avec le reste du Groupe dans le domaine des prévisions et des évaluations financières.
• du contrôle des performances de plusieurs Directions.
Il assurera des contacts aux plus hauts niveaux.

Ce poste permettra de larges possibilités d'évolution, tant au plan national qu'international.

Lieu de travail : PUTEAUX.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. C11 à F. ESCOFFIER

RANK XEROX Service Recrutement

B.P. 63 - 93602 AULNAY s/BOIS

chef des services comptables

PORT DE GENNEVILLIERS

La filiale d'une Société internationale de commerce et transformation de métaux, recherche le chef de ses Services Comptables.

Ce poste convient à un homme de 32 ans minimum, de formation Supérieure expertisée ou DECS, ayant pratiqué une comptabilité de type anglo-saxonne et acquis une expérience dans une Société industrielle.

Reportant au Directeur de la Société il aura à assurer avec l'aide de son équipe la responsabilité de la gestion comptable et sera comptable dans le cadre des procédures du Groupe (Comptes d'exploitation mensuels, bilan, analyse de trois par division et par produits).

Il aura en outre la responsabilité de la gestion administrative du Personnel. Anglais écrit et lu Indispensable.

La rémunération de l'ordre de 100 000 F sera fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + rémunération sous réf. 503-M, 25, rue du Renard - 75004 Paris

PROSSEL International

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

FIAT

Somaca MATÉRIEL AGRICOLE

DISTRIBUTEUR DU MATÉRIEL AGRICOLE FIAT en FRANCE

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Responsable d'Applications

- expérience réelle de plusieurs années dans la fonction,
- langage COBOL ANS,
- pratique du JCL/OS VSI souhaitée

LIEU DE TRAVAIL : STAMPEL
Envoyer C.V. et photo à la Direction du Personnel B.P. 35 - 91150 STAMPEL

vous êtes BIOLOGISTE ou AGRONOME

MAIS

sous réserve d'être par un poste

RESOLUTEMENT COMMERCIAL

SI VOUS AIMEZ LA PUBLICITE

SI VOUS AIMEZ la compétition

SI VOUS ETES prêts à consacrer d'objectifs

chiffres

SI VOUS ETES prêts à être jugés sur la façon

dont ils ont été atteints

alors, écrivez nous, nous assurerons votre

formation et vous confierons rapidement le poste

d'ingénieur produit

chargé de la commercialisation par catalogues

et du calcul des prix d'une collection

d'appareils destinés aux laboratoires scolaires

de biologie

envoyer C.V. et présentations à M. RIGAL ROY

SOCIÉTÉ JEULIN - BP 510 - 27009 EVREUX

Pour que l'Informatique entre dans l'Entreprise... simplement

La formation de l'Informatique est essentielle pour l'entreprise. Elle permet de mieux comprendre les besoins et de mieux les satisfaire. Elle permet également de mieux gérer les ressources et de mieux les utiliser. Elle permet enfin de mieux communiquer et de mieux collaborer.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|-----------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 36,00 | 42,00 |
| Offres d'emploi Placards encadrés | | |
| minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,18 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 65,00 | 75,89 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|--------------------------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER | | |
| Achat-Vente-Location | 26,00 | 30,35 |
| EXCLUSIVITES | 32,00 | 37,36 |
| L'AGENDA DU MONDE | 25,00 | 29,19 |
| (chaque mercredi et chaque vendredi) | | |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société d'études et de réalisations de grands ensembles industriels en forte expansion

recherche

l'assistant(e) du responsable formation

Sa mission principale : analyser et suivre les besoins individuels de formation.

Il (elle) participera à la tenue du tableau de bord des actions de formation, à la conception et l'animation de programmes pédagogiques en fonction de la spécialité scientifique et technique.

Une évolution de carrière peut être envisagée au sein de la fonction Personnel, ou dans une perspective opérationnelle - dans nos divisions d'engineering ou de gestion.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris

Ecrire sous référence 65.920, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

responsable achats et approvisionnements

85 000 +

spécialisé dans la commercialisation d'outillage et de fournitures pour l'artisanat et les loisirs, recherche un collaborateur capable de négocier avec les fournisseurs et de gérer les 6 000 références figurant dans ses catalogues. Ce cadre anime un service de 12 personnes, se préoccupe de mettre en place une gestion automatisée des stocks, et, en collaboration avec le Directeur Commercial, recherche de nouveaux produits. Pour réussir, il doit avoir occupé une fonction similaire pendant 5 ans minimum, connaître les contraintes d'une gestion informatisée, avoir du goût pour les métiers d'art. Résidence Paris. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2596/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Importante Société Pétrolière

recherche

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Formation Mécanique et Moteurs

Libérés du Service National. Aimant vie active.

pour postes

TECHNICO-COMMERCIAUX
résidence province ou Paris
suivant besoins du service

— Fonction comportant nombreux déplacements.
— Formation complémentaire assurée.
— Possibilité développement carrières en fonction aptitudes.
— Expérience et anglais appréciés.

Adresser curriculum vitae et photo à n° 65.657 Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL PARIS NORD-EST

REINFORCANT SON ÉQUIPE

recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL CHEF DE VENTES

ADJOINT À LA DIRECTION GÉNÉRALE

La fonction :
— Détermination et réalisation objectifs commerciaux ;
— Animation et contrôle réseau représentants et revendeurs ;
— Promotion des ventes.

L'Homme :
— Bonne formation + expérience Terrain ;
— Dynamisme et disponibilité ;
— Sens de la négociation.

Après mise à l'épreuve, nomination possible au poste Direction Commerciale.

Adresser lettre manuscrite C.V. photo, préférences s/réf. 414, à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL recrute dans le cadre de l'expansion de son réseau commercial, un

RESPONSABLE COMMERCIAL

pour former et animer son équipe d'inspecteurs des ventes.
— Formation commerciale supérieure.

— 3 à 4 ans expérience vente et/ou inspection dans l'édition ou les biens de grande consommation.

Adresser C.V., photo et préférences à I.G.N., Service du Personnel, 140, rue de Grenelle, 75000 Paris.

COLLABORATRICE (TEUR)

Architecte Paris recherche pour lui confier la DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT et la GESTION INTERNE DE L'AGENCE (20 personnes)

UNE PERSONNALITÉ

ayant :
— une formation supérieure : HEC, ESSEC, SUP de CO ou similaire ;
— une expérience de quelques années dans la profession de l'immobilier ;
— une grande autorité naturelle, du dynamisme et de l'autonomie ;
— une grande disponibilité.

Nous offrons :
— une grande stabilité ;
— une rémunération intéressante dès le départ ;
— de grosses possibilités de développement.

Téléphoner pour R.V. 293.55.03 ou écrire sous référence 2892 :

SEREP 82, Bd Malherbes 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Banlieue Ouest PARIS filiale d'un groupe international recherche

cadre comptable

gestionnaire des INVESTISSEMENTS et IMMOBILISATIONS.

A même de travailler avec l'ordinateur, il aura la responsabilité de suivre les budgets et réalisations des investissements, de tenir à jour les inventaires en matière d'immobilisation et d'en assurer la gestion (amortissements...).

Il participera, en outre, à diverses études de comptabilité générale.

Il animer une équipe de 5 personnes. Le niveau du DECS ainsi qu'une expérience de quelques années en comptabilité générale et fiscale sont demandés pour assumer ces responsabilités et pouvoir ensuite les élargir.

Envoyer C.V. et préférences à No 65.101 - CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche son

ASSISTANTE COMMERCIALE EXPORTATION

Nous demandons :
— Age minimum 30 ans
— formation B.T.S. secrétariat
— bilingue anglais : parlé, lu, écrit, rédaction parfaite
— aisance dans les relations commerciales
— expérience exportation indispensable.

Grande autonomie de travail.

Adresser CV et préférences à

orgamatio

128 Bd Auguste Blanqui, 75013 Paris ou téléphoner 336.41.22.

Pierre Lichau s.a.

L'équipe de Recherche clinique du Groupe

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET

souhaite assurer la collaboration d'un

ophtalmologiste

Nous aimerions rencontrer un jeune spécialiste ayant une bonne formation hospitalo-universitaire pour lui confier la mission de :

— Diriger les programmes d'essai clinique de nos nouvelles gammes thérapeutiques dans le domaine de l'ophtalmologie, au niveau français et européen, en relation étroite avec les centres de recherche M.S.D.-CHIBRET à Clermont-Ferrand et à l'étranger.

— Assurer et développer les contacts sur le plan national et international avec les différents services d'expérimentation clinique.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

MSD

MERCK SHARP & DOHME

Ecrire à Direction des Affaires Sociales M. R. Weisman 3, avenue Hoche 75008 PARIS.

assistant du directeur technique

La Société réalise un C.A. de 1,5 milliard. Le Directeur Technique de notre DIVISION ELECTRO-HYDRAULIQUE recherche un Assistant Technique.

L'activité de la Division est tournée vers la mise au point, la production et la distribution de matériel dans les domaines de l'eau, du chauffage, des pompes destinées à l'industrie.

Fonctions :
— Assister le Directeur Technique dans l'établissement et le contrôle de la planification des services techniques, la préparation des orientations techniques après études prospectives, en liaison avec le Marketing et la fabrication, superviser les actions qui doivent s'effectuer dans le processus de décision.

Profil :
— 30 ans minimum
— diplômé d'une Grande Ecole Scientifique (section mécanique-electricité)
— expérience de l'industrie de 5 ans dans une Direction Technique, au niveau de la recherche prospective, acquise dans une grande entreprise.

Bonne pratique de l'anglais.

Fonction évolutive.

Lieu de travail : Boulogne.

Ecrire avec C.V. à L.M.T. Direction Service des Cadres - 46 quai de la Galle - 92100 Boulogne

L.M.T.

SOCIÉTÉ DE SERVICES Leader dans sa branche

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

3 ans expérience

agences ou annonceurs (grande consommation ou industrie de luxe)

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et salaire actuel à Mlle LEBERF, 22, rue Vasco-de-Gama, 75015 PARIS. Discretion et réponse assurées.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE REALISATIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

INGENIEUR MECANICIEN-METALLURGISTE

En tant qu'«Expert Qualité», il sera associé aux études, à la fabrication et à la mise au point de prototypes de manutention et d'examen non destructifs à distance.

Cette fonction s'adresse à un ingénieur de 30 ans minimum, diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...) et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE Banlieue SUD-OUEST, recherche

INGÉNIEUR D'ETUDES

Position II

Pour assumer responsabilité technique au sein du département chargé de l'étude des matériels pour fusées auxiliaires par satellite.

Adresser C.V., présent. et photo sous n° 65.480 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, 75040 Paris, cedex 01.

Importante société sidérurgique

recherche pour son

SERVICE COMMERCIAL

INGENIEUR DIPLOME

ayant de solides connaissances en fonderie et construction mécanique.

— Age minimum 28 ans
— Bonne pratique de l'Anglais ou de l'Allemand
— Fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo à No 65.355 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ENTREPRISE T.P.

A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

COMPTABLES DE CHANTIER

Les candidats devront :

— posséder bonne technique comptable,
— avoir expérience gestion et administration du chantier,
— accepter missions de longue durée à l'étranger,
— être âgés de 27 ans minimum.

Connaiss. de l'anglais particulièrement appréciées.

Ecrire avec C.V., photo, à n° 65.190, CONTESSÉ, Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), q. t.

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

BOULOGNE-BILLANCOURT

recherche

UN ANALYSTE UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR UN PROGRAMMEUR

IBM 370/125 - DDS

Adresser C.V. et préférences à :

M. CUSIN

27-33, quai de la Galle

92100 Boulogne-Billancourt

GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN

recherche pour PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Ce cadre, âgé de 35 ans minim., devra posséder une formation juridique approfondie mise en pratique pendant 5 ans ou moins dans une entreprise importante.

Il aura essentiellement à traiter et à résoudre des problèmes concernant :

- Contrats ;
- Personnel et affaires sociales ;
- Assurances ;
- Propriété industrielle ;
- Contentieux ;
- Droit des sociétés.

Connaissance de l'anglais nécessaire. Sens des contacts humains.

Ad. C.V., photo récente et prêt. sous n° 65.754 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SECTEUR DE POINTE D'UN IMPORTANT SERVICE PUBLIC RECHERCHE

1 Chargé d'études

qui assistera la direction dans l'évaluation des nouveaux produits en assurant la réalisation et / ou le suivi d'études de marché, d'opportunité et de rentabilité au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

PROFIL :
— Formation supérieure scientifique ou d'ingénieur.

— Formation complémentaire en économie et / ou gestion.

— Connaissances informatiques de gestion appréciées.

— Débutant ou une à deux années d'expérience.

La rémunération sera fonction de la valeur des candidatures.

Envoyer C.V. détaillé photo et préférences sous référence N. 6128 à :

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra

DATA GENERAL

L'un des grands de la mini-informatique possédant des filiales dans neuf pays d'Europe, coté à la Bourse de New-York, recherche

pour son siège européen, à PARIS :

UN SPÉCIALISTE EN GESTION IMMOBILIÈRE

QUI SERA CHARGÉ DE :

- la recherche, l'évaluation et la négociation des bureaux à louer ;
- l'établissement et la prévision à long terme, des besoins en surfaces et des moyens d'occupation ;
- conseil pour l'aménagement des bureaux ;
- l'évaluation de l'incidence des impôts sur les propriétés.

QUALIFICATIONS REQUISES :
— connaissance des méthodes et pratiques de gestion et de location immobilière ;
— anglais, allemand et français courants ;
— minimum de 3 ans d'expérience dans un poste similaire.

Envoyer candidature et curriculum vitae à : ERIC GIESSEN, directeur européen du personnel, DATA GENERAL EUROPE, 15, rue Le Sueur, 75116 PARIS.

RECHERCHES ET
CONSEILS COMMERCIAUX

offres d'emploi

GESTION SERVICE JURIDIQUE

recherche

3 ans expérience

agences ou annonceurs

(grande consommation ou industrie de luxe)

Envoyer curriculum vitae avec lettre manuscrite, photo et salaire actuel à Mlle LEBERF, 22, rue Vasco-de-Gama, 75015 PARIS. Discretion et réponse assurées.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant en oeuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à No 65.438 Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

recherche

30 ans minimum

diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS et METIERS...)

et ayant une expérience de l'ETUDE et de la REALISATION de PROTO-TYPES mettant

L'avion joue la carte des marchandises

N'importe
quoi
n'importe
où...

« **N**ous pouvons transporter à peu près n'importe quoi n'importe où, aider les entreprises du monde entier à conquérir et à développer des marchés », affirment les compagnies aériennes. Il y a belle lurette que l'avion ne se contente plus de jouer les utilitaires, d'acheminer des pièces de rechange ou de livrer des journaux.

La priorité accordée par les compagnies aériennes à l'acheminement des passagers est maintenant remise en cause. « Comme pour toutes les autres entreprises de transport, le trafic des marchandises dépassera, un jour, le trafic des voyageurs », indiquent les experts aéronautiques. A leur avis, il reste simplement à savoir quand ce retournement de situation aura lieu et quel appareil permettra d'y parvenir.

Le transport du fret est aujourd'hui une source de profit qu'aucune compagnie aérienne, fut-elle d'importance moyenne, ne peut s'offrir le luxe de négliger ; elle est en mesure de retirer de cette activité au moins 10 à 20 % de ses

recettes d'exploitation. Puisque la croissance de trafic des passagers a faibli ces dernières années, il faut bien tenter de rétablir, sur d'autres terrains, un certain équilibre des comptes.

Au demeurant, il ne serait pas rentable pour une compagnie aérienne d'utiliser la nouvelle génération d'avions à réaction gros porteurs sans se soucier du fret. Des appareils à grande capacité comme le Boeing 747 ou le DC 10-30 ont été conçus aussi bien pour le transport des marchandises que pour celui des passagers. La cabine ne doit pas faire oublier la soute.

Autour des années 60, les compagnies ont commencé à équiper en avions cargo. Le taux

annuel d'expansion du fret aérien, de l'ordre de 15 à 25 %, justifiait amplement ces investissements. La récente crise économique a ramené, l'an dernier, cette progression aux environs de 11 %. Il n'y a pas de quoi s'alarmer.

Ces résultats ne doivent pas cacher la réalité : pour l'heure, l'avion traite 1 % seulement de tout le fret international. Les compagnies aériennes ont donc devant elles un immense champ libre sur lequel elles peuvent évoluer sans trop se heurter à la concurrence des autres moyens de transport, même si, désormais, le volume et le poids d'une marchandise ne font plus vraiment obstacle à leur acheminement par la voie des airs.

La règle du jeu

Pour s'imposer sur le marché fret, encore faut-il que les compagnies aériennes améliorent la qualité de leurs prestations. Leur premier objectif devrait être de simplifier et de respecter les tarifs. « Nous avons trop de barrières différentes d'une partie du monde à

l'autre », se plaignent les experts aéronautiques. « Ou bien l'on applique les tarifs IATA ou bien on les abandonne complètement », demande M. John F. Emery, président de la société américaine Emery Air Freight.

Les marchés de dessous de table sont, hélas ! monnaie courante. « Nous sommes pris entre le désir de procurer le service le plus compétitif possible et la politique qui consiste à suivre la règle du jeu », précisent les responsables d'Emery Air Freight. Ainsi, soucieuse de sortir de ce dilemme sans sortir de la légalité, cette société s'est entendue, pour traiter son fret sur l'Atlantique nord, d'une part avec la compagnie américaine Seaboard World Airlines, non affiliée à l'IATA, et, d'autre part, avec le Luxembourg, un pays sans services réguliers avec les Etats-Unis.

La concurrence entre compagnies régulières et transporteurs à la demande est aussi vive pour l'acheminement du fret que pour celui des passagers. Les premières bénéficient de droits de trafic étendus mais n'ont pas le pouvoir de négocier leurs tarifs ; les seconds ont le pouvoir de fixer leurs tarifs mais ont des droits de trafic restreints. D'où le souci de ces dernières entreprises de réaliser des groupages et de consentir des rabais. Le camionnage des envois, d'une part, de l'Europe à l'autre, prend ainsi de l'ampleur.

Les constructeurs font leurs comptes

LENTEMENT VERS LE « TOUT CARGO »

UN examen rapide des nouveaux programmes des principaux constructeurs aéronautiques dans le monde fait apparaître que les projets d'avions-cargos ne figurent, à l'heure actuelle, que pour mémoire dans la panoplie des appareils de transport civil des prochaines

Etats-Unis tout le contingent d'automobiles de marque Opel que la République fédérale d'Allemagne y exporte chaque année.

Les constructeurs aéronautiques se déclarent convaincus que les nouveaux avions-cargos géants allaient provoquer, dès la décennie 1970-1980,

comme l'envisageaient ses promoteurs. La situation financière des compagnies aériennes, à l'heure actuelle, et la moindre augmentation du trafic mondial, constatée durant cette décennie, ne sont pas les seules responsables d'un report par les constructeurs de leurs projets.

Avec ses conteneurs normalisés dans la soute, la version mixte offre plus de souplesse d'exploitation. Le constructeur américain Boeing a conçu, à partir de son quadriporteur géant 747, trois modèles différents selon leurs utilisations. C'est ainsi qu'à côté du Boeing-747-200 qui peut acheminer, en configuration classique, jusqu'à quarante-huit passagers en première classe et trois cent trente-sept en touriste, les compagnies disposent d'une version cargo, le 747-200 F, capable de transporter 90 tonnes sur environ 7 000 kilomètres, et d'une version mixte, le 747-200 C, dont l'intérieur peut être alternativement équipé de sièges, de palettes de chargement ou des deux systèmes à la fois.

| LA PART DU LION POUR LES AMÉRICAINS | |
|-------------------------------------|---|
| Compagnies | Fret commercial (en mill. de tonnes/km) |
| Pan Am (U.S.A.) | 1 477 524 (1) |
| Flying Tiger (U.S.A.) | 1 124 954 |
| Lufthansa (All. féd.) | 968 400 |
| United Airlines (U.S.A.) | 917 331 |
| T.W.A. (U.S.A.) | 780 096 |
| Japan Airlines (Jap.) | 750 799 |
| American Airlines (U.S.A.) | 729 812 |
| British Airways (G.-B.) | 728 131 |
| Air France (Fr.) | 650 674 |
| Seaboard World Airlines (U.S.A.) | 623 678 |
| K.L.M. (Holl.) | 614 064 |

(1) Chiffres 1974.

années. Au début de cette décennie, le constructeur américain Lockheed avait conçu le projet d'une version commerciale agrandie du cargo géant C-5A Galaxy de l'armée de l'air américaine, qui aurait été prête à entrer en service dès que les compagnies aériennes l'auraient souhaité. Aujourd'hui, cet avion-cargo, baptisé L-500, est toujours dans les cartons des ingénieurs des bureaux d'études du célèbre constructeur américain.

Et pourtant, Lockheed ne manquait pas d'arguments pour convaincre une clientèle qui observe une augmentation annuelle de 17 à 20 % de son fret aérien, et qui constate, souvent, combien ce trafic contribue à la rentabilité d'exploitation des compagnies aériennes.

A l'époque, pour prendre l'exemple du L-500, le constructeur américain, qui ne connaissait pas encore les graves ennuis qu'il doit endurer aujourd'hui, pouvait faire valoir que, chaque jour, onze avions-cargos, avec chacun à leur bord une centaine d'automobiles General Motors du modèle Compact, étaient en mesure d'assurer des livraisons de Detroit vers la côte ouest des Etats-Unis avec des délais réduits de huit jours à environ quatre heures. Trois avions-cargos opérant inlassablement dans des conditions normales d'exploitation pouvaient acheminer aux

une révolution par le volume et la variété de leur charge de transport. Le prix de revient, relativement économique, de ces avions d'un tonnage important — le Lockheed L-500 était donné pour transporter jusqu'à 135 tonnes de chargement sur des étapes intercontinentales — devait permettre,

La tendance des constructeurs est aujourd'hui davantage de proposer à leur clientèle des versions mixtes, fret et passagers, d'un même modèle d'avion de base, comme pour les long-courriers ou moyen-courriers actuels de grande capacité. Les pas-

« CHARLES DE GAULLE » ENTRE DANS LA COURSE

| Aéroports | Fret commercial (en milliers de tonnes) |
|-------------------------------|---|
| New-York-Kennedy (U.S.A.) | 876 (1) |
| Los Angeles (U.S.A.) | 558 |
| Chicago-O'Hare (U.S.A.) | 545 |
| Londres-Heathrow (G.-B.) | 405 |
| Frankfurt (All. féd.) | 404 |
| Tokyo (Jap.) | 340 |
| San Francisco (U.S.A.) | 284 |
| Amsterdam (Holl.) | 226 |
| Paris-Charles-de-Gaulle (Fr.) | 220 |
| Atlanta (U.S.A.) | 202 |

(1) Chiffres 1975.

de l'avis des constructeurs, d'acheminer des marchandises réservées, alors, aux bateaux ou aux chemins de fer.

Cet optimisme des industriels est loin d'avoir été confirmé par les faits, et la nouvelle génération d'avions-cargos n'a pas encore vu le jour,

sagers prennent place dans la partie supérieure et le fret est entreposé dans l'étage inférieur de l'appareil.

Extérieurement, l'avion ne se différencie guère des autres versions.

DUMPING A LA RUSSIE

La compagnie soviétique Aeroflot vient de rassurer la communauté internationale en annonçant que le transport de fret entre Londres et Tokyo via Moscou pourrait s'effectuer en quatre heures seulement à des tarifs inférieurs d'environ 25 % à ceux pratiqués par les autres compagnies sur la même destination. « Du dumping à la russe », dit-on dans les milieux spécialisés occidentaux.

M. Bill Irvine, directeur commercial de Rankin Kohn, a indiqué que le transport de fret entre Londres et Tokyo via Moscou pourrait s'effectuer en quatre heures seulement à des tarifs inférieurs d'environ 25 % à ceux pratiqués par les autres compagnies sur la même destination. « Du dumping à la russe », dit-on dans les milieux spécialisés occidentaux.

M. Irvine a reconnu qu'Aeroflot a de grands projets d'expansion. « Les Soviétiques, a-t-il dit, construisent un avion-cargo d'une capacité supérieure à celle du Boeing-747 et, dans quelques années, ils disposeront d'un autre appareil géant qui pourra transporter le fuselage complet — évidemment sans les ailes — de l'un des énormes quadrimoteurs Hercules de l'aviation américaine... »



N° 1 du groupage aérien

USA-FRANCE

en tonnes/km

remercie sa clientèle de la confiance qui lui a valu sa rapide expansion ;

offre à tous les importateurs pressés :

- un réseau américain étudié ;
- un traitement départ et arrivée efficace ;
- une assistance personnalisée ;
- des prix compétitifs ;

et annonce l'ouverture prochaine d'un bureau à ORLY, pour un service encore meilleur.

A l'avant-garde du fret aérien, AMERFORD a été le premier à utiliser les containers 20 pieds pour que le fret de ses clients puisse recevoir les soins du passé dans les aéroports de l'avenir.

AMERFORD FRANCE S.A.
B.P. 10439
Aérogare Charles-de-Gaulle
95707 ROISSY

Tél. 862-33-60 à 64
Télex 692.866

Une aide efficace.

Dans une distribution, tout compte : le prix du transport mais aussi les frais d'assurance - d'emballage - de stockage - du capital immobilisé.

Avant de choisir votre mode de transport, comparez vos prix de revient.

Les spécialistes AEROPORT DE PARIS sont à votre disposition.

AEROPORT DE PARIS
Fret information
326 10 00

REES

locations
meublées
Ditre

REPRODUCTION

30

exclusivité

un nouveau rendez-vous

che-Orient, l'augmentation de l'offre de transport avec l'installation récente à Paris de quatre nouvelles compagnies : Korean Airlines, Qantas, Singapore Airlines et Thai International.

● UN POINT D'ÉCLATEMENT

La part du fret en transit à Paris est passée de 25,1 % en 1973 à 48,3 % l'an dernier. La capitale est, en effet, un excellent point d'éclatement aérien : 2 194 vols desservent, chaque semaine, 196 villes réparties dans 116 pays. Francfort est moins étroitement reliée au reste du monde : on y compte 1 638 vols hebdomadaires à destination de 148 villes, disséminées dans 84 pays seulement.

Paris présente, en outre, l'avantage de posséder à Roissy un aéroport international ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. D'autre part, l'exploitation par Air France, Seaboard World Airlines et la compagnie libanaise Trans Méditerranée Airways (T.M.A.) d'avions gros porteurs, Boeing 747, tout cargo au départ d'Orly et de Charles-de-Gaulle favorise inévitablement une concentration des flux de trafic sur ces plates-formes.

● UN TERMINAL POUR LES PÉRISSABLES

La structure du trafic du fret a notablement évolué depuis 1965. A l'importation, la part du secteur machines-outils et matériels mécaniques a diminué, en dix ans, de 45 % à 23 %, tandis que la part du secteur produits alimentaires a augmenté, pendant la même période, de 20 % à 42 %. Orly dispose, à cet égard, d'un « terminal » pour la réception et le dégroupage des denrées périssables.

A l'exportation, la part du secteur produits textiles, plastiques et papier a baissé, en dix ans, de 55 % à 30 %, alors que la part du secteur machines-outils et équipements a cru de 18 % à 28 %.

● AU TABLEAU D'HONNEUR EUROPÉEN

Pour le traitement du fret, Paris a connu, au cours des cinq dernières années, un taux de croissance plus fort que celui de ses concurrents européens. La capitale a pu ainsi réduire l'écart qui la séparait de Londres et de Francfort, mieux placées qu'elle : elle a réussi à prendre de la distance vis-à-vis

d'Amsterdam, située derrière elle.

Paris de ces résultats, les responsables de l'Aéroport de Paris tentent de pousser l'avantage. « Afin, disent-ils, de créer de nouveaux courants de trafic et d'attirer sur nos plates-formes, des groupements et des distributeurs », ils ont ouvert deux représentations permanentes à l'étranger : l'une à Tokyo, il y a deux ans, et l'autre à New-York, l'hiver dernier ; et peut-être une troisième un jour, sur la côte ouest des États-Unis.

A l'intérieur de l'Hexagone, l'Aéroport de Paris porte son effort sur la région parisienne, s'attachant à faire se mieux connaître entre eux les industriels, les distributeurs, les compagnies aériennes et les agents de fret. « Il n'est pas dans nos intentions de faire la guerre aux aéroports de province », précisent ses dirigeants. A chacun son trafic.

Cette offensive tous azimuts se résume payante à Roissy, huit distributeurs étrangers ont décidé de s'installer ; six autres ont pris des options. A Roissy également, Lincoln Properties, le plus important gestionnaire d'entrepôts aux États-Unis, va en construire une première tranche

de 10 000 mètres carrés et projette d'en réaliser 50 000 mètres carrés à terme.

L'aéroport Charles-de-Gaulle a traité, l'an dernier, 81,9 % de fret Orly, 33,5 %, et Le Bourget — dont la fermeture interviendra au printemps prochain — 4,6 %. La part de Roissy devrait continuer de croître. Mais, Orly qui bénéficie de la proximité de Rungis et possède un terminal pour les denrées périssables, Orly sur le terrain de laquelle Air France dispose d'une aérogare de fret entièrement automatisée, pourrait écouler, dans l'avenir, un petit quart du trafic des marchandises. L'Aéroport de Paris se propose, à cet effet, d'aménager les aires de stationnement afin d'être en mesure d'y recevoir deux à trois Boeing-747 tout cargo à la fois.

« Nous surveillons de près nos concurrents européens : Londres, Francfort et Amsterdam, indiquent les responsables de l'Aéroport de Paris. Par manque de place, ils entrent dans une phase de saturation qui freine leur expansion. A nous de savoir profiter de cette situation. Le succès de Roissy est-il donc assuré ? Avait-on vu juste en voyant grand ? J.-J. B.

L'ORDINATEUR RELÈVE LE DOUANIER

Le système d'ordinateurs pour le fret international aérien (SOFIA) entrera en service au 1^{er} juillet prochain. Les deux IRIS 80 qui le composent serviront à traiter les documents douaniers à l'importation, à l'exportation et en transit.

Le SOFIA comprend deux ordinateurs de postes de visualisation et quatre-vingt téléimprimantes, répartis entre les services douaniers et les bureaux des agents du fret. Le maître-d'œuvre technique du système a été la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.).

Les données des déclarations en douane sont saisies chez les agents de fret et instantanément traitées par l'ordinateur qui calcule la valeur imposable, applique le tarif des droits et taxes douaniers, indique les honoraires qui peuvent être perçus par les transitaires, les informe des autorisations qui doivent être en leur possession et impute le crédit dont ils disposent à l'égard de la douane.

Le SOFIA, surtout, sélectionne les opérations qui devront être soumises au contrôle effectif des agents de l'administration. Ce système permet ainsi d'accorder automatiquement la mainlevée à plus de 80 % du trafic, sans contact avec aucun douanier.

La direction générale des douanes au ministère de l'économie et des finances, qui assure l'exploitation de SOFIA, a avancé tous les fonds nécessaires à la réalisation de ce système. Ses partenaires lui rembourseront, en frais d'opération, la moitié des investissements consentis et participeront, également pour moitié, aux frais de fonctionnement.

L'agent de fret devra, en effet, acquitter une redevance de 12,50 francs environ par déclaration. Mais, grâce au SOFIA, en service seize heures sur sept, il économisera des frais considérables d'établissement de documents douaniers, de personnel pour le transfert ou la recherche d'informations.

Sur les pistes de Roissy

L'arrivée des marchandises au Roissy est prévue au total. Les réacteurs de l'avion se sont mis, son nez se relève lentement, découvrant le chargement : conteneurs blancs recouverts de filets bleus. A cause de leur forme, on les appelle des « igloos ». L'ouverture de l'avion par l'avant est très pratique : elle a notamment permis d'embarquer un sapin canadien long de 38 mètres.

9 h. 20 : sept minutes après l'atterrissage, le déchargement commence. L'opération, entièrement mécanisée, est spectaculaire. Un homme à bord déverrouille les conteneurs. Un autre commande une série de boutons... et la première palette transportant un igloo de 4 tonnes se met en marche vers l'ascenseur. Le système électronique utilise à la

les compagnies travaillent aux phares

parking pour les cargos comprend neuf aires de stationnement dont trois pour « 747 ». Trente-sept postes sont prévus au total.

Les réacteurs de l'avion se sont mis, son nez se relève lentement, découvrant le chargement : conteneurs blancs recouverts de filets bleus. A cause de leur forme, on les appelle des « igloos ». L'ouverture de l'avion par l'avant est très pratique : elle a notamment permis d'embarquer un sapin canadien long de 38 mètres.

9 h. 20 : sept minutes après l'atterrissage, le déchargement commence. L'opération, entièrement mécanisée, est spectaculaire. Un homme à bord déverrouille les conteneurs. Un autre commande une série de boutons... et la première palette transportant un igloo de 4 tonnes se met en marche vers l'ascenseur. Le système électronique utilise à la

fois des roues orientables et des rails.

Sur la piste, un chauffeur attend la palette qu'il part livrer aussitôt en face au magasin d'Air France. Tout le matériel — ascenseur, plateau du transporteur, tapis-convoyeur — a été conçu au même niveau — 508 millimètres du sol — afin que chargement et déchargement s'effectuent sans rupture de charge sur un plan continu.

Un train de dooly — cinq petits chariots les uns derrière les autres — stoppe au pied de l'ascenseur : un transitaire vient chercher directement son fret et repart vers l'aérogare qui lui est réservée. 10 h. 12 : en cinquante-deux minutes, les trente-sept palettes représentant 110 tonnes de fret ont été descendues. Le « 747 » vide est aussi vite qu'un hangar. Dans deux heures, l'avion s'envolera, chargé, pour New-York.

« Faire l'écou »

Deuxième étape : la livraison des marchandises à l'aérogare de fret. L'Aéroport de Paris a construit un bâtiment où cinq compagnies — Air France, Japan Airlines, Air Canada, Seaboard World Airlines et Roissy Fret — ont leurs magasins et leurs bureaux. U.T.A. a ses propres installations. En attendant d'avoir les siennes, dont la mise en service est prévue pour juillet 1977, Air France occupe la moitié de l'aérogare de fret.

L'igloo blanc dans son filet bleu fait son entrée dans le magasin d'Air France. Partout, des étagères jaunes où sont entreposées les marchandises. Le stockage, pour l'ensemble de l'aérogare, couvre 20 000 mètres carrés. L'Aéroport de Paris emploie trois cent cinquante per-

sonnes à la manutention ou dans les bureaux, et Air France trois cents.

Première tâche du manutentionnaire : vérifier si les colis contenus dans l'igloo correspondent à la lettre de transport qui l'accompagne. Cette opération s'appelle faire l'écou. Quand tout a été pointé, un chariot élévateur dépose les colis sur des étagères numérotées. On va maintenant adresser un avis d'arrivée au client. Les marchandises doivent être enlevées de ce magasin et dédouanées sous dix-sept jours. Passé ce délai, elle sont conduites dans le dépôt de douanes.

Un armoire des bilans, deux valises à initiales, une caisse en transit pour la Thaïlande, des bengalis qui piaillent dans des cartons. « Le fret, fait remarquer

un responsable de l'Aéroport de Paris, c'est plus vivant que le passager. » Dans le magasin, un emplacement est réservé à la messagerie, c'est-à-dire aux petites colis. Ce bloc rouge, c'est la chambre froide pour les « périssables ».

Le poste de douane se trouve à l'entrée, côté ville. Les bureaux de la compagnie sont situés côté piste : réception du fret destiné à l'exportation, livraison des colis venant de l'étranger. Un transitaire, une liasse de papiers à la main, vient retirer un conteneur.

Le chef d'escorte de Seaboard World Airlines, une compagnie américaine spécialisée dans le fret, est sur le terrain. Un « 747 SP » vient d'atterrir. Grand oiseau blanc souligné par une bande jaune et noire. La particularité de Seaboard, qui change trois fois par semaine New-York-Paris et l'Europe de l'Ouest, est d'avoir conçu un conteneur spécial, l'« Incommod » qui s'adapte aussi bien à l'avion qu'au poids lourd. Le fret passe donc sans intermédiaire de la voie aérienne à la voie de surface.

A Roissy, les conditions de travail sont très bonnes. Orly, déclare M. Georges Sigaud, chef d'escorte de Seaboard, mais l'Aéroport de Paris n'a pas vu assez grand. L'aérogare de fret a été conçue pour le traitement des petits colis et non pour l'exploitation du gros fret, si bien que nous avons été obligés d'élargir les portes et de les réchauffer. La solution idéale serait d'achever le fret par des écouleurs sur un tapis roulant qui déboucherait dans le nez de l'avion. Un jour nous y parviendrons.

U.T.A., dont vingt cargos réguliers par semaine desservent l'Afrique, a construit à Roissy ses propres installations : deux magasins « export » (8 400 mètres carrés) et « import » (3 400 mètres carrés) et un grand réservoir aux denrées périssables. Ces infrastructures peuvent recevoir une capacité totale de 100 000 tonnes. « En 1975, nous avons traité 72 000 tonnes », déclare M. Joseph Berruyer, un des responsables du fret à Roissy. Cette année, nous comptons sur 82 000 tonnes.

Chez U.T.A., la réception du fret est traitée en continu : le bâtiment arrive, en effet, à niveau avec le plancher des camions, ce qui permet, si besoin est, aux chariots de pénétrer à l'intérieur des véhicules pour charger et décharger.

Igloo vide

Troisième étape : le fret arrivé dans les magasins des compagnies est pris en charge par les transitaires et les groupements. Ces agents de fret, qui expédient pour le compte d'autrui, font sans arrêt la navette entre leur aérogare de fret, les magasins des compagnies et l'avion quand ils ont une marchandise urgente à prendre.

Deux petits trains de chariots se croisent : l'un va livrer des palettes au 107 d'Air France qui part pour Pointe-à-Pitre. L'autre rapporte en magasin des marchandises qui viennent d'arriver d'Angleterre. Transitaires et groupements se sont fait construire leur propre aérogare de fret, qui, comme les autres, a ses quais de réception, son bureau de douane et ses magasins.

Le vendredi est un jour chargé pour l'exportation. Trafic intense des transporteurs apportant les colis par camions. Circulation des chariots sur le quai. A l'intérieur d'un magasin, un groupeur prépare une unité de chargement. L'opération consiste à rassembler dans un conteneur des colis pour une destination donnée. Près de l'igloo vide s'entassent des cartons de bonneterie de provenances diverses. Sur les étagères, on lit Uchand (Gard), Vitré (Ille-et-Vilaine) et le nom d'un couturier parisien. Toutes ces conditions ont un seul et même destina-

AÉROPORT DE PARIS des idées nouvelles sur le fret aérien

La rapidité, un atout maître.

Livrer rapidement ses marchandises sur le marché international confère bien des avantages.

Dans des délais très brefs après la réception d'une commande, vos marchandises peuvent voler vers l'une des 200 villes dans le monde desservies quotidiennement depuis Paris.

AÉROPORT DE PARIS
Fret information
326 10 00

Toulouse-Caracas sans passer par Paris.

Idem au départ de Lyon, Marseille, Nice.



Paris-Lima sans passer par Toulouse.

Ni par Lyon, ni par Marseille, ni par Nice.



Exportateurs français, Cargo Iberia vous ouvre le marché de l'Amérique latine dans des conditions que vous devez connaître. En effet, Cargo Iberia met sa flotte à votre disposition aussi bien au départ de Toulouse, Marseille, Nice, Lyon, Bordeaux que de Paris-Orly et Roissy.

En outre, même si vous n'expédiez que de petites quantités, Cargo Iberia vous offre des tarifs dégressifs. Les avantages Cargo Iberia vous en bénéficient depuis des années pour toutes vos expéditions à destination de l'Espagne. Pour l'Amérique latine, consultez-nous aussi.

CARGO IBERIA

Nous avons décentralisé l'exportation.

Téléphone : - Paris 261 57 50 - Lyon 42 76 91 - Toulouse 62 71 90 - Bordeaux 44 86 63 - Nice 83 04 05 - Marseille 54 18 00 - Aéroport de Roissy : Service Fret 862 38 28 862 38 29.

les hommes de SAGATRANS ont planifié leur expansion... pour prévoir la vôtre!

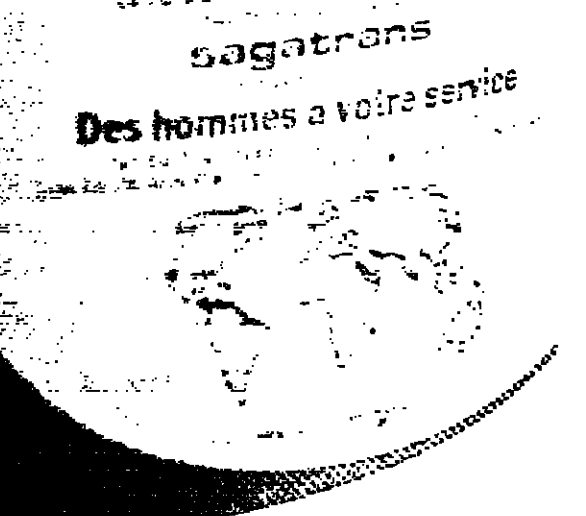
- AGENCES EN FRANCE :
- ROISSY - CHARLES-DE-GAULLE - Tél. : 862-29-40
 - ORLY - Tél. : 684-10-80
 - MARSEILLE - MARIGNANE - Tél. : 89-01-19
 - LYON - SATOLAS - Tél. : 71-99-25
 - NANTES - CHATEAU-BOUGON - Tél. : 75-80-30
 - BORDEAUX - MÉRIGNAC - Tél. : 47-46-65
 - TOULOUSE - BLAGNAC - Tél. : 49-30-21

AGENCES ET CORRESPONDANTS
DANS LE MONDE ENTIER

GROUPAGES RÉGULIERS

EXPORT - IMPORT

DOUANE - TRANSIT - AFFRÈTEMENT



DE L'AVENTURE A LA CONCURRENCE

La « postale » talonne le train

Dans
l'Hexagone
aussi...

AIR INTER attend L'AIRBUS

DIX-HUIT mille tonnes de fret pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions de francs, tel est l'objectif d'Air Inter pour 1974. L'an dernier, la compagnie intérieure avait traité 16 300 tonnes, neuf fois plus qu'en 1967, l'année du démarrage de cette activité.

Cette politique d'expansion s'appuie notamment sur les neuf services spécialisés directement gérés par Air Inter à Paris-Orly, Paris-Roissy, Strasbourg, Lille, Nantes, Lyon, Bordeaux, Marseille et Nice. Dans les autres aéroports, les tâches inhérentes à l'activité fret sont confiées, soit par des agents d'escorte, soit par des tiers en assistance contractuelle : Air France, compagnies de commerce, sociétés de sous-traitance.

Air Inter transporte des matières périssables qui lui sont quotidiennement confiées grâce à la rapidité de l'acheminement : fruits, crustacés, charcuterie, viande et même des substituts d'urgence comme le sang humain et les vaccins. A l'occasion du 1^{er} mai 1974, 7 tonnes de maquereaux, chargées tôt le matin à Nantes, étaient mises en vente chez les détaillants de Nice en fin de matinée, après avoir transité par Lyon.

Une marchandise confiée vers 17 heures à un bureau de fret d'un certain nombre d'aéroports de la compagnie intérieure peut être livrée le soir même dans une autre aéroport, Air Inter pouvant assurer les livraisons et les livraisons à domicile. Cette célérité permet ainsi le transport des journaux et du courrier. Sont également acheminés des produits très diversifiés : chèques bancaires, pièces détachées, états mécanographiques, lingots d'or, bijoux...

L'atout majeur pour le fret sera la prochaine mise en service de l'avion gros porteur Airbus sur Marseille, Lyon et Nice. En effet, chacun de ces appareils peut emporter huit à dix tonnes de marchandises en quatre palettes d'une capacité unitaire de 10 mètres cubes chacune, soit l'équivalent de ce que peuvent charger quatre Mercure ou huit Caravelle III.

Ainsi, sur la ligne Paris-Marseille, les quatre vols quotidiens en Airbus, prévus à partir de la mi-janvier 1977, pourront, à eux seuls, traiter autant de fret que trente-deux Caravelle. La mise en ligne de l'Airbus suppose, toutefois, l'amélioration et l'agrandissement de certaines installations au sol.

Air Inter s'attache également à simplifier les formalités administratives inhérentes au transport de fret : étude d'un nouveau système de taxation (dénommé « Condor ») et d'une Lettre de transport aérien (L.T.A.), exclusivement valable sur le territoire national.

L'ensemble de ces mesures devrait donner un coup de fouet à l'activité fret d'Air Inter. La reprise aidant, peut-être les années 1976-1977 seront-elles le véritable point de départ de l'ère industrielle du transport de fret. S'interrogent les responsables de la compagnie intérieure.

C'EST en 1935 qu'apparaît le premier réseau aérien français entièrement postal. Il est exploité par la compagnie Air Bleu, que dirige le pionnier de l'Atlantique sud, Didier Daurat. Il relie, de jour, Paris aux principales villes de province. En 1939, des Caudron-Renault inaugurent des vols de nuit en direction de Pau et de Marseille. Au sortir de la guerre, la compagnie Air France et les P.T.T. créent le Centre d'exploitation postale (CEP), qu'ils confient à Didier Daurat. Successivement, des Junker-52, puis des DC-3, DC-4, des Fokker-27 et des Transall agrandissent la toile d'araignée postale et réduisent le temps de transport.

L'Aéropostale achemine, chaque nuit, entre 21 h. et 5 h., de 100 à 200 tonnes de courrier dans vingt-deux villes françaises. Le tonnage transporté ne cesse de croître : il

Au commencement de l'aviation était la poste. C'est la mystique du courrier qui a permis l'ouverture des lignes aériennes, toutes dédicatées. Guillaumet, Mermoz et Saint-Exupéry ont conquis la gloire au bout de leur manche à balai grâce au sac — parfois vide — de lettres qui était leur raison de voler au-dessus de l'Atlantique ou de la cordillère des Andes.

Et puis, l'avion a oublié la poste. Il est devenu grand et puissant. L'ingrât a découvert qu'il pouvait transporter des hommes et des marchandises plutôt que du papier. Il s'est appliqué à concurrencer le train et le paquebot. Plus loin, plus vite, plus confortable : plutôt que d'acheminer les

correspondances, ne valait-il pas mieux rapprocher leurs auteurs ?

Les monomoteurs Simoun-Renault de la compagnie Air Bleu ont, aujourd'hui, cédé la place aux Transall et aux quadrimoteurs intercontinentaux. Au temps de sa maturité, l'avion redécouvre l'intérêt qu'il y a pour lui à compléter son chargement avec des lettres. La poste, en effet, demeure persuadée que le transport aérien sera à inventer, s'il ne l'était déjà. Mais les relations entre ces deux marchands de communications restent rares parce que l'une est un service public désargenté et que l'autre fait payer très cher sa rapidité.

des objets en petites quantités. Le « colis postal accéléré » s'intercale entre le colis postal aérien et le colis postal de surface (train, bateau). Des DOM-TOM vers la métropole et de la métropole vers les pays d'expression française, le « colis postal accéléré » emprunte la voie aérienne. Dans le pays de départ et dans celui d'arrivée, ils empruntent des moyens de transport routiers ou ferroviaires.

La différence d'attitude de la poste vis-à-vis de la poste aérienne internationale, qu'elle souhaite beaucoup développer, et vis-à-vis de la poste aérienne nationale, qui l'intéresse moins, s'explique. La première est quatre fois plus importante et les P.T.T. la contrôlent de bout en bout. Cependant, on ne court pas grand risque à prédire que l'avion restera pour la poste l'instrument indispensable pour concurrencer les autres moyens de communications, et notamment le téléphone.

ALAIN FAUJAS.

Un « troisième niveau »

Les P.T.T. ont acheté quinze Fokker-27 (5 tonnes de courrier contenues dans des sacs, et louent à l'année quatre Transall (douze tonnes dans des conteneurs). Ils confient ces appareils au Centre d'exploitation postale (CEP), organisme autonome dépendant d'Air France. La convention passée le 1^{er} janvier 1969 entre cette compagnie et les P.T.T. prévoit que la compagnie nationale met à la disposition du CEP, dont le siège est à Orly, les hommes et les services techniques nécessaires au pilotage et à l'entretien des avions. Les services au sol comptent deux cent quatre-vingts techniciens. Trente-sept équipes de trois hommes (ou femmes) composent le personnel navigant. Les P.T.T. paient, chaque année, à Air France les frais réels que celle-ci a engagés pour faire fonctionner l'Aéropostale.

Les P.T.T. ne tarissent pas d'éloges sur ce système qui leur donne toute satisfaction. La vitesse moyenne ne cesse de s'améliorer : elle frise les 300 kilomètres à l'heure. Le coefficient de ponctualité de la flotte oscille entre 98 % et 100 %.

Les P.T.T. sont tellement satisfaits des vols de nuit qu'ils souhaitent

obtenir un Fokker et un ou deux Transall supplémentaires. Ils vont redessiner leur réseau avec le concours d'un ordinateur pour tenir compte de la mécanique postale et optimiser le rendement de celle-ci. Surtout, les P.T.T. comptent sur l'avion pour supporter les défilances de la S.N.C.F., qui chasse les fourgons postaux des trains rapides et qui modifie les horaires de ces convois sans tenir compte des impératifs du courrier.

La poste, qui confie déjà, au prix du fret aérien, des lettres à Air Inter en complément des routes de celle-ci, est décidée à se tourner vers les compagnies aériennes dites du « troisième niveau » pour les liaisons régionales. C'est ainsi que la compagnie Touraine Air Transport (TAT) assure quotidiennement un vol postal entre Nancy, Dole et Lyon. Les P.T.T. se proposent de court-circuiter la S.N.C.F. entre Nîmes et Clermont-Ferrand grâce à un petit transporteur aérien. « Les horaires de la S.N.C.F. nous font manquer toutes les correspondances, alors nous allons essayer de nous en passer », disent les postiers.

La règle d'or du J+1

C'est surtout contre l'administration des finances que la poste doit défendre son Aéropostale. Les comptables de la Rue de Rivoli, hostiles par fonction aux dépenses excessives, ne manquent jamais de tomber en arrêt devant la poste aérienne, notamment au cours de la préparation du Plan : « Comment ? s'indignent-ils. Vous désirez des avions supplémentaires alors que la lettre moyenne de 7 grammes coûte 2,73 centimes à acheminer par avion, soit le double de la lettre transportée par rail ou par route ! Vous feriez mieux de modérer vos goûts de luxe et d'utiliser cette pauvre S.N.C.F., si déficiente, qui ne demande qu'à vous prêter ses trains et ses infrastructures. »

Les postiers ne sont pas non plus en peine d'arguments : « Notre règle d'or, c'est le J+1, disent-ils, c'est-à-dire qu'une lettre déposée un jour donné quelque part en France devra être distribuée le lendemain en n'importe quel point du territoire. Le courrier, en majorité, est posé après 17 heures. Il faut l'acheminer par train de nuit. Au-delà de 500 kilomètres, celui-ci n'arrive pas à temps pour la distribution du matin. »

« L'avion est imbattable pour les longues distances et pour les liaisons transversales. Mais la qualité du service n'est pas seule en cause. Vous dites que l'avion coûte cher. Est-ce si sûr ? Nos Fokker sont affectés le jour par Air Charter International, la filiale d'Air France, qui y transporte des passagers. Quant à nos Transall, ils ont servi à transporter les pièces de Concorde d'une usine à l'autre. Autant de gagné. Si vous nous

obligez à réutiliser à nouveau le rail, il nous faudra des wagons. Nous en avons 38 % de moins qu'en 1938. Il faudra embaucher des ambulants pour convoier et trier le courrier. Enfin, n'oubliez surtout pas que moins vite nous nous débarrasserons des lettres, plus il sera nécessaire de les stocker, ce qui implique des locaux et du personnel supplémentaires. L'avion est donc vital pour nous. »

En matière de poste internationale, il semble, au contraire, que les administrations postales ne se précipitent pas sur l'avion. Les transporteurs aériens s'en sont émus et, en 1972, l'Association du transport aérien international (IATA) a décidé qu'une étude s'imposait. Selon son président, M. Knut Hammarström, « l'avion n'a pu enlever que 20 % de la part du marché postal et, au cours des deux dernières décennies, le trafic postal a augmenté à un rythme moins rapide que le trafic passagers et marchandises. »

Traduite en français, cette étude vient de parvenir aux P.T.T., qui l'examinent avec intérêt et perplexité. L'intérêt va aux moyens imaginés pour amener au transport aérien la plus grande proportion possible du courrier actuellement acheminé par voie de surface à des taxes d'affranchissement acceptables du point de vue du public, viables du point de vue des administrations postales et rentables du point de vue des compagnies aériennes. Pour promouvoir « le tout avion », l'étude préconise notamment de distinguer deux sortes de courriers : la poste « prioritaire », qui acquitterait une surtaxe,

et la poste « à priorité réduite », qui serait plus lente et moins chère. La perplexité des postiers tient à ce que l'étude de l'IATA exprime seulement le point de vue des compagnies aériennes qui cherchent à augmenter leurs recettes grâce à un accroissement des activités avec une recette moyenne unitaire plus faible. L'Union postale universelle (U.P.U.) débattrait des travaux de l'IATA au printemps 1977.

Les P.T.T. sont aussi perplexes parce qu'ils voient mal comment ils pourraient développer dans des proportions spectaculaires la part de l'avion. Les lettres de moins de 2 kilos qui partent de métropole par air représentent 10 700 tonnes, soit 4,2 % du trafic postal français. Il s'agit d'un trafic qui croît de 6 à 8 % par an en tonnage. Les P.T.T. reçoivent de l'étranger 4 500 tonnes et 525 tonnes en transit.

Le trafic des autres objets (A.O.) que les lettres et les colis postaux progressent encore plus vite. En 1974, les compagnies aériennes ont exporté 540 000 colis et en ont importé 490 000. Depuis 1970, l'augmentation est de 50 %.

Les postes rémunèrent les soixante-neuf compagnies qui travaillent pour elles sur la base de tarifs fixés par la Convention postale universelle. C'est-à-dire 5 francs-or « Germinal » la tonne-kilomètre pour les lettres ou les cartes et 1 franc-or pour les A.O. et les paquets-poste. De plus, lorsqu'un pays a reçu plus de courrier qu'il n'en a expédié en France, les P.T.T. paient à l'administration de ce pays le coût de cette distribution postale excédentaire au tarif de 2,73 francs-or le kilo.

« Nous pratiquons le « tout

L'environnement.

A Orly comme à Roissy, les industriels peuvent louer bureaux, entrepôts hors douane et sous douane.

Des liaisons faciles, une situation privilégiée, tous les services nécessaires sont présents. L'homme n'est pas cédé : vous trouverez restaurants, banques, boutiques...

AEROPORT DE PARIS
Fret information
326 10 00



Air France est l'une des premières Compagnies au monde à s'être dotée du Boeing 747 Cargo. Depuis le 17 octobre 1974, le premier Super Pélican dessert au départ de l'aéroport Charles de Gaulle les escales de New York, Boston, Montréal, Fort-de-France. L'arrivée de notre deuxième Super Pélican est prévue en 1976. Les capacités Boeing 747 Cargo seront renforcées dès cette année :

- par la desserte au 23 juin de New York et Boston sur une nouvelle ligne au départ de Lyon.
- de l'automne, par l'ouverture de Chicago et Pointe-à-Pitre.
- par un accroissement des fréquences sur l'Amérique du Nord et les Antilles.

Avec une charge marchande de 90/100 tonnes et un volume utile de 700 m³, le Super Pélican offre une capacité triple d'un avion cargo classique. Son système de chargement par le nez pivotant et la porte latérale aux dimensions accrues rend possible le transport d'une gamme de produits considérablement élargie et diversifiée. Voilà de quoi vous permettre d'exporter et d'importer aux U.S.A., au Canada et aux Antilles, plus rapidement, plus facilement.

AIR FRANCE
cargo

Le Super Pélican Boeing 747 : un avion à la mesure du commerce extérieur français

La rapidité, un atout maître.

Être le premier sur un nouveau marché confère bien des avantages. Il convient plus que jamais d'assurer à vos partenaires commerciaux des livraisons rapides et régulières : le fret aérien vous apporte fréquence, régularité, densité.

AEROPORT DE PARIS
Fret information
326 10 00



Si... maintenant cela existe ! un CONTENEUR

ICOO
ogré IATA
n° 180

conçu spécialement pour la parfaite harmonie du fret aérien

C'EST ENCORE UNE CRÉATION LAROUSSE
EMBALLAGES
45510 TIGY

TEL (38) 65-00-04
documentation sur demande

STATION LE 27-6-74



Visites et...

PROBLEME N° 1

| | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|
| I | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| II | | | | | |
| III | | | | | |
| IV | | | | | |
| V | | | | | |
| VI | | | | | |
| VII | | | | | |
| VIII | | | | | |
| IX | | | | | |
| X | | | | | |
| XI | | | | | |
| XII | | | | | |

HORIZONTAUX
I. En d'autres...
app indirectement

Le Monde
Service des Abonnements
2, rue des Beaux-Arts
75013 PARIS - C.C.P. 4287
ABONNEMENTS
3 mois 6 francs 9 francs
FRANCE - DOM. - P. COMMUNAUTÉ
90 F 100 F 220 F
TOUTS PAYS STRAUS
PAR VOIE NORMALE
110 F 120 F 220 F
ETRANGER
par message
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
110 F 120 F 220 F
II. - TUNISIE
120 F 130 F 230 F
Par voie aérienne
toute aux demandeurs
Les abonnés qui...
chaque postal (trois...
d'ont d'en joindre de...
leur courrier.
Changements d'adresse
ou de profession
semaine ou plus, ou...
demande d'une remanie...
avant leur départ.
Cordes la dernière...
d'ont à toute corres...
répondre avoir l'obli...
répondre tous les...
en caractères d'imprimé

55: من الاموال

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

TROIS MOIS APRÈS LA MISE EN LIQUIDATION DE L'ENTREPRISE

Les ouvriers de Lip ne veulent pas se laisser oublier

Besançon. — Une commission d'experts devait se rendre, ce mardi 29 juin, à l'usine Lip, afin d'étudier, pour chaque secteur d'activité, la valeur technique du matériel et la portée des recherches développées à Palente. Son premier rapport

devrait être prêt pour la session du conseil régional du 7 juillet et joint ensuite au dossier que la mission régionale constituée à l'intention de M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche.

De notre correspondant

Tout en soulignant que le redémarrage de l'entreprise mise en liquidation le 3 mai est désormais fonction d'une politique volontariste de l'Etat et passe par la collaboration avec un constructeur électronique, les porte-parole des ouvriers ne s'attendent guère qu'une solution acceptable par le personnel soit proposée avant de longs mois. Dans quelle mesure les industriels locaux pourraient-ils s'y trouver associés ?

La question reste posée. Quelques horlogers de Besançon et de Morveau, jadis soucieux de garder leurs distances vis-à-vis de Lip, ont, en acceptant de figurer dans cette commission d'experts, montré un intérêt nouveau et qu'on veut croire sans arrière-pensée. Il serait évidemment hasardeux de voir dans les firmes dont sont issus la plupart des membres de cette commission d'experts des futurs partenaires d'un plan horloger aussi ambitieux que celui qui a été mis en place en Allemagne fédérale.

Il serait tout aussi hasardeux d'y reconnaître de prochaines bailleurs de fonds. Il est cependant intéressant de savoir qu'aux côtés de représentants du Centre technique de l'horlogerie (CETHEOR), du Comité interprofessionnel de la montre (CIM), de l'horlogerie de la Savoie et de techniciens de la C.G.E. (désignés pour étudier la montre à quartz) et de la société Luchaire (spécialiste de l'armement) figurent, à titre personnel, il est vrai, des techniciens provenant des firmes locales telles que Cheval, Sodecor, Capillard-Riem, Yema, Epsilon, Burdet, Monnet, Mollet et Sior.

L'usine de Palente est toujours

occupée par les ouvriers, et personne ne semble prêt à faire évacuer les locaux. D'ailleurs, la situation n'est pas la même qu'en 1973. Les ouvriers, qui perçoivent des allocations de chômage et qui vont toucher

« Nous allons nous rendre insupportables... »

Des assemblées générales ont toujours lieu chaque matin à l'usine. Selon un représentant de la C.F.D.T., elles réunissent en moyenne quatre cents à quatre cent cinquante personnes, soit un effectif total de quatre cents anciens salariés qui, en principe, refusent toute offre de travail provenant de l'agence pour l'emploi. L'assemblée générale est très souvent suivie d'une réunion de l'intersyndicale (C.F.D.T., C.G.T., C.G.C.), sauf les jours où une action extérieure est prévue. Car les Lip ne veulent pas se laisser oublier.

Dans le courant du mois de juin, ils ont entrepris quelques sorties en ville, bloquant un jour la train de Paris pour le couvrir d'affiches, masquant une autre fois les poids lourds pour les transformer en panneaux revendicatifs mobiles.

« Nous allons nous rendre insupportables », déclare un responsable syndical, « montrant que les pouvoirs publics en ayant assez de nous voir et de nous entendre et prennent les mesures qu'il s'imposent pour qu'il y ait huit cents emplois à Palente. »

On peut s'attendre que les départs en vacances soient l'occa-

si on pour les Lip de se manifester. Au demeurant, ce genre de manifestation ne devrait pas être particulier aux ouvriers de Lip, puisque, à la suite d'une réunion commune des représentants de la firme bisontine et des délégués de Griffet, Caron, Ozanne, Idéal Standard et Sodecor, toutes firmes occupées ou en grève, une structure permanente de coordination a été mise en place. Elle suppose des échanges d'informations, d'idées et de matériel. Déjà une affiche circule portant une caricature de M. Giscard d'Estaing sous le titre : « Cet homme est recherché » et en dessous « pour atteinte à la sécurité de l'emploi ».

En prenant l'initiative de la « coordination des entreprises en lutte pour l'emploi », les responsables C.F.D.T. de Lip se sont attirés les foudres de la Confédération qui les accuse en quelque sorte de déviationisme gauchiste (le Monde des 27-28 juin). Cette accusation a probablement trouvé son fondement dans la présence à Besançon, le 5 juin, lors de la réunion de travail qui devait déboucher sur la mise en place d'une commission de coordination, de militants de groupements d'extrême gauche moins enclins à se fonder dans une organisation syndicale qu'à développer un courant parallèle et le plus souvent hostile aux centrales syndicales.

Les représentants C.F.D.T. de Lip, et, en particulier, M. Jean Raguenet, auteur du texte introduit en date du 6 juin, admettent aujourd'hui que ce texte comme les discussions qui suivirent ne furent pas vierges de toute ambiguïté, mais ils soulignent que les propositions gauchistes avaient été largement repoussées et que la commission de coordination, prenant en compte le point de vue de la section C.F.D.T. de Lip, a suffisamment affirmé sa volonté de maintenir son action sur le terrain syndical pour que les instances nationales de la C.F.D.T. se trouvent éclairées. A ce propos, la C.F.D.T. Lip, l'union locale de Besançon et l'union régionale de Franche-Comté de la C.F.D.T. ont adressé une mise au point aux fédérations, aux unions régionales et aux unions départementales de leur organisation.

Elles qualifient « d'erroné et de calomnieux » l'article publié par la Confédération et regrettent que la condamnation de l'initiative de Besançon ait été faite sans qu'aucun contact ne soit pris au préalable avec les responsables C.F.D.T. de Franche-Comté.

CLAUDE FABERT.

PRIX

LE PAQUET DE GAULOISES COÛTERA 2 FRANCS À PARTIR DU 1^{er} JUILLET

Le paquet de Gauloises passera de 1,70 F à 2 F (+17,6 %) le 1^{er} juillet, ainsi que nous l'avions annoncé dans « le Monde » du 15 juin. A la même date, tous les tabacs vendus en France augmenteront d'environ 17 %.

Les nouveaux tarifs des quelques quatre cent cinquante produits distribués par le SEITA (Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) ont paru au « Journal officiel » du 29 juin. La dernière hausse générale des tabacs remonte à juillet 1972. Toutefois, depuis ce moment, les cigarettes blanches ont augmenté de 7,2 % en janvier 1975 et les cigarettes et cigarets de 4 % en 1974 et de 4,2 % en janvier 1975.

La hausse qui va intervenir était prévue dans la loi de finances pour 1976, votée par le Parlement à la fin de l'année dernière. La consommation annuelle de Gauloises est de deux milliards de paquets (quarante milliards de cigarettes), soit la moitié de la consommation globale de cigarettes.

L'incidence de la hausse des prix du tabac sur l'indice des prix à la consommation en juillet sera très forte : plus de deux dixièmes de point. Mais la hausse des taxes de T.V.A. sur les produits pharmaceutiques, qui va intervenir à la même date, effacera complètement cet effet d'accélération.

INVESTISSEMENTS

M. CESAR VIRATA, MINISTRE DES FINANCES DES PHILIPPINES, et M. FOURCADE viennent de signer un accord encourageant les investissements français dans le pays : garantie des investissements, élimination des doubles impositions sur le plan fiscal. L'accord sur les investissements prévoit notamment que les capitaux français investis aux Philippines bénéficieront des conditions accordées aux investissements du même type émanant de pays bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée. Les investissements seront choisis par Manille en fonction des besoins du développement économique.

On indique, du côté français, que la COFACE (Compagnie française d'assurances pour le financement du commerce extérieur), qui exige des garanties des gouvernements étrangers intéressés pour accorder des crédits aux firmes françaises, voit aussi ses interventions facilitées.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Vingt-cinq mille emplois sont actuellement disponibles

déclare le nouveau syndicat professionnel

C'est la fin de l'aventure un peu désordonnée que nous connaissions depuis vingt ans. Notre profession est aujourd'hui parvenue à l'âge adulte. ont notamment déclaré, au cours d'une conférence de presse réunie lundi 28 à Paris, MM. Maurice Bensoussan, directeur général de BIS, et Michaël Grunelius, gérant de Manpower-France.

Le premier président désormais le nouveau et unique syndicat professionnel patronal. L'Union nationale des entreprises de travail temporaire (UNETT), créée pour pallier les « défaillances » des établissements d'interim en matière de paiement des charges sociales (le Monde du 12 juin).

M. Maurice Bensoussan a précisé que l'UNETT regroupait 60 % du personnel temporaire (près de trois cents entreprises comptant mille agences) et représentait 75 % du chiffre d'affaires de la profession. La SOCAMETT, qui sera opérationnelle en octobre prochain, « réunira, après un an de fonctionnement », a dit M. Michaël Grunelius, toute la partie saine de la profession, c'est-à-dire six cents à sept cents sociétés d'interim » (il en existe actuellement environ neuf cents).

Jusqu'à présent, les charges sociales non payées par les entreprises de travail temporaire (S.T.T.) devaient être acquittées, selon la loi du 3 janvier 1972, par les entreprises utilisatrices, qui rémunèrent ainsi deux fois le même service. Désormais, la SOCAMETT couvrira ce risque pour ses adhérents, grâce à une souscription, au capital et au fonds de garantie, équivalente à 0,5 % ou 0,6 % de leur chiffre d'affaires.

D'autre part, le président de l'UNETT a indiqué que « vingt-cinq mille emplois sont actuellement disponibles, que la profession ne peut pourvoir faute de personnel ». Plusieurs propositions ont été faites au ministère du travail, notamment l'institution d'un livret permettant au travailleur temporaire d'occuper

TROIS CENT QUATRE-VINGTS LICENCIÉS BORDEAUX. La Société Bordeaux-Sud, matériel de levage et de manutention, mise en liquidation judiciaire la semaine dernière, a annoncé à ses trois cent quatre-vingts salariés leur licenciement pour le 1^{er} juillet. Les ouvriers, dans leur presque totalité, occupent l'usine. Une vingtaine de firmes sous-traitantes (six cents salariés) seraient menacées de fermeture si Bordeaux-Sud disparaissait.

LOGEMENT

M. BARROT : le rôle des administrateurs de biens pourrait être élargi.

Prenant la parole lors du congrès de la Confédération des administrateurs de biens et syndics de copropriété (C.N.A.B.), M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a évoqué les modalités de la mise en œuvre de la politique de réhabilitation de l'habitat.

« En échange d'une aide directe de l'Etat pour réaliser les travaux et de la possibilité pour les locataires de bénéficier de l'aide personnelle leur permettant de payer les loyers « plus élevés », le propriétaire devra s'engager sur le niveau de l'évolution ultérieure des loyers ainsi que sur le maintien des occupants. »

Cependant, a souligné le ministre, « une fois la convention établie, il faut garantir le respect des engagements qui y sont pris. Pour cela, nous envisageons de demander aux propriétaires de confier leurs immeubles à des gestionnaires agréés par la puissance publique, qui contrôleront l'exécution des travaux et assureront la gestion ultérieure des logements. »

« Pour ce qui est de ce corps nouveau de « gestionnaires agréés », il n'y aura aucune exclusivité en faveur de qui que ce soit. L'agrement ne dépendra que de la compétence du gestionnaire et des garanties qu'il sera capable de fournir », a dit le ministre, ajoutant à l'intention des membres de la C.N.A.B. : « Les pouvoirs publics savent qu'ils peuvent dans ce domaine compter sur votre participation car vous avez déjà démontré que vous partagez leur souci d'une politique raisonnable des loyers. »

CORRESPONDANCE

Le P.C. et le conflit de La Rochelle

A la suite du reportage de Pierre-Marie Doutriaux sur les conflits sociaux dans la métallurgie à La Rochelle intitulé : « Le P.C. et le conflit de La Rochelle, une si petite marée rouge » (le Monde de l'économie du 23 juin), M. Jacques Bessière, secrétaire de la fédération du parti communiste de Charente-Maritime, nous écrit notamment :

Il est bien évident que les communistes ont déployé une large activité pour soutenir ce mouvement revendicatif de grande ampleur, et cela dès les premiers jours. Jamais sans doute leur soutien, leur activité, n'ont été aussi grands dans le cadre d'un tel conflit. Ils ne se sont pas pour autant substitués aux organisations syndicales.

Les revendications des métallos rochelais étaient parfaitement justifiées, les chiffres cités par votre envoyé spécial sont suffisamment éloquent à ce sujet. La population ne s'y est pas trompée, elle les soutenait dans son immense majorité.

LA où les travailleurs luttent pour améliorer leurs conditions

de vie et de travail, ils trouveront toujours les communistes à leurs côtés. C'est tout simplement ce qui s'est passé à La Rochelle, et ce ne sont pas les travailleurs qui s'en sont plaints, bien au contraire. Disons, même, qu'ils auraient souhaité un soutien plus large, les communistes ayant en effet été les seuls à les soutenir activement.

Le parti communiste est le parti de la classe ouvrière, de son activité dépend la capacité de cette classe à jouer le rôle d'avant-garde dans la lutte des forces populaires. Si les communistes ne l'aidaient pas à assumer ce rôle, il n'y aurait ni démocratie ni socialisme en France. C'est-à-dire que la vie pour les travailleurs et leur famille, pour l'immense majorité de notre peuple, deviendrait encore plus difficile. Alors, pour une vie plus juste, plus sûre, plus belle, les communistes rochelais ont décidé d'améliorer encore leur activité dans les entreprises. C'est là toute la signification de leur combat, de la place qu'ils ont prise dans le conflit des métallogistes rochelais.

Si vous suivez le cours de la livre, vous êtes probablement déjà en Irlande.

Si, par contre, vous n'êtes pas au courant, précipitez-vous : vous verrez que votre billet de 10 francs vaut plus en Irlande. Cela ne vous donne pas des idées ?



Aer Lingus la compagnie aérienne irlandaise (Tél. : 770.99.90) possède le seul service direct et régulier Paris-Dublin, Paris-Cork, Paris-Shannon et Londres-Dublin : 90 mn de vol, jusqu'à 18 vols chaque semaine.

J'aimerais recevoir une documentation sur l'Irlande.

Nom _____ Adresse _____

Envoyez ce coupon au Tourisme Irlandais, ou venez nous voir, 1, rue Auber, 75009 Paris, ou téléphonez au 073-74-03.

NOS MEILLEURS ESSAYEURS.



Voilà près d'un siècle que nous fabriquons des vélos. Tous aussi solides. Pour les sportifs et ceux qui le sont moins. Nous prenons le vélo au sérieux. Une nouvelle preuve : nous avons même édité un Guide du Vélo. Avec des astuces et, en plus cette année, 12 circuits pour vous faire découvrir la France à vélo.

Demandez le Guide du Vélo dans votre magasin Manufrance. **HIRONDELLE DE MANUFRANCE : DES VELOS A TOUTE EPREUVE.**

Paris : 42, rue du Louvre, 75041 Cedex 01. Tél. 231.71.43

Porto-Rico

Aucun... terminée... chef d'Etat... O.C.D.E. (Organisation pour l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes)...

Les divi

Les divi... M. Barrot... M. Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a évoqué les modalités de la mise en œuvre de la politique de réhabilitation de l'habitat.

LES ROGER CORMON

LES ROGER CORMON... M. J. Deschamps... M. J. Deschamps, directeur de la C.F. (Confédération française de la couture)...

PRETS DE LA BAD

PRETS DE LA BAD... M. J. Deschamps... M. J. Deschamps, directeur de la C.F. (Confédération française de la couture)...

NOUVEL

NOUVEL... BAC G2... APTITUDE PROBATOIRE... BTS... E.C.P.S.

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الامم المتحدة"

هكذا من الاصل

AMIQUE

TRAVAIL TEMPORAIRE

Vingt-cinq mille emplois sont actuellement disponibles

Après le succès de l'opération un peu désordonnée que le pays a connue, la profession est aujourd'hui en pleine expansion. Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

Le directeur général de la formation permanente, M. Giscard d'Estaing, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le pays a connu une véritable révolution industrielle.

LA VIE ÉCONOMIQUE

COOPÉRATION

A Porto-Rico, un concours financier a été promis à l'Italie

San-Juan. — Aucune orientation nouvelle vraiment significative ne se dégage de la conférence - au sommet - de Porto-Rico, qui s'est terminée lundi après-midi, entre les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés de l'O.C.D.E. (Etats-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Japon, Canada).

De notre envoyé spécial
Canada. Du communiqué publié à l'issue de la rencontre, on retiendra surtout l'intention manifestée par les participants d'apporter un éventuel concours financier supplémentaire aux pays qui éprouvent des difficultés persistantes pour réduire le déficit de leur balance des

paiements. C'est évidemment de l'Italie dont il est question en premier lieu. Il serait préférable, lit-on dans le communiqué, que cette aide - soit assurée par des moyens multilatéraux et soit accompagnée d'un rigoureux programme de rétablissement des équilibres fondamentaux.

Ni les entretiens ni la rédaction du communiqué n'ont été l'occasion d'affrontements, le président Ford souhaitait, à la veille des élections, pouvoir se prévaloir des relations harmonieuses existant entre les Etats-Unis et leurs principaux alliés. Il ne voulait donc pas d'un débat « dur ». Ainsi aucune pression n'a-t-elle été exercée sur M. Giscard d'Estaing pour que la France rapproche sa position de celle des

Etats-Unis sur les problèmes où l'une et l'autre divergent. Telles les orientations à donner aux négociations avec le tiers-monde ou encore la politique énergétique. Un passage du projet de communiqué qui reprend en substance les thèses de l'Agence internationale de l'énergie - dont les Français ne sont pas membres - a été biffé, sans difficulté, à leur demande.

révèle une évolution de la position britannique. A Nairobi, les représentants du Royaume-Uni avaient adopté une attitude plutôt restrictive, très proche de celle des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne. A San-Juan, M. Callaghan, sans doute soucieux de mieux tenir compte des préoccupations des pays pauvres du Commonwealth, a apparemment quelque peu rectifié le tir. Il s'est montré plus ouvert aux projets d'arrangements par produits et de fonds commun. C'est peut-être cette tendance nouvelle qui a fait dire, curieusement, à M. Pierre Fourcade à la fin de la réunion que, sur cette question des matières premières, les positions se rapprochent et que « l'on était prêt à trouver une position commune ».

Les divisions

Les conversations de lundi ont cependant montré que, en ce qui concerne la manière d'envisager les relations avec le tiers-monde, les pays industrialisés restaient sérieusement divisés. Le chancelier Schmidt a critiqué les orientations prises par la conférence de la Cnuccd à Nairobi. Pour suivre dans cette voie, a-t-il expliqué en substance, aurait pour résultat un non-sens économique : la conclusion d'une série d'arrangements par produits ainsi que la création d'un fonds commun de régularisation des cours des matières premières aboutiraient à une aide différenciée inéquitable. Une telle politique profiterait, sans raison, à certains pays industrialisés, comme l'Union soviétique, et, si l'on considère le cas des pays sous-développés, à un nombre limité d'entre eux qui ne seraient pas forcément les plus démunis.

ont affleuré
coopération, nous soyons à même dans les mois à venir de donner une suite positive à cet effort de coopération économique internationale.

Le point de vue exprimé par M. Callaghan sur cette affaire

L'endettement de l'Est

C'est M. Callaghan qui prit l'initiative d'évoquer le problème des rapports économiques entre l'Est et l'Ouest. Il nota que l'endettement des pays du camp socialiste à l'égard de l'Occident s'était accru de manière considérable au cours des dernières années et expliqua qu'il serait peut-être utile que les Occidentaux réfléchissent plus attentivement sur l'opportunité d'aider par des crédits massifs ou des trans-

fers technologiques leurs rivaux de l'Est. Mais, ajouta M. Callaghan, il n'y a d'autre manière d'un pitié immédiate. C'est plus simplement un problème auquel l'Ouest doit se montrer attentif, sans d'ailleurs méconnaître pour autant l'avantage politique - la poursuite de la détente - qu'il tire des efforts économiques qu'il consent au profit de pays socialistes.

La stabilité n'a pas été restaurée

Le premier ministre britannique, appuyé par M. Giscard d'Estaing, a plaidé pour que le passage du communiqué ayant trait à cette question soit rédigé en termes très mesurés, alors que M. Schmidt avait suggéré qu'il y soit fait référence à la nécessité d'une « vigilance » face à l'endettement de l'Est. Le communiqué indique que les Sept ont « exprimé l'espoir que les relations économiques entre l'Est et l'Ouest se développent pleinement à des conditions financières saines et sur base de réciprocité commerciale ».

Philippe Lemaître

LE COMMUNIQUÉ : des solutions « pratiques » pour établir des relations équitables avec le tiers-monde.

Du long communiqué, dont Philippe Lemaître analyse les principaux passages, nous extrayons ce paragraphe relatif aux relations avec le tiers-monde :

« Nous attachons la plus grande importance au dialogue entre les nations développées et celles en voie de développement dans l'espoir qu'il en sortira des résultats concrets dans des domaines d'intérêt commun. Et nous réaffirmons la volonté de nos pays de participer à ce processus au sein des organismes compétents avec la volonté politique de réussir, envisageant des négociations dans les cas qui conviendront. Notre objectif commun est de trouver des solutions pratiques qui contribueront à des relations équitables et fructueuses entre tous les peuples. »

FAITS ET CHIFFRES

LA BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (B.N.D.E.) DU BRÉSIL, vient de signer un accord de coopération industrielle avec la société française Export Assistance International. Celle-ci recherchera et sélectionnera des groupes français intéressés par la constitution de « joint-ventures » avec des firmes brésiliennes, via l'intermédiaire d'une filiale de la B.N.D.E. (Ibrasa - Investimentos Brasileiros).

M. ROGER CORMORANT a remplacé M. J. Deschamps à la présidence de la Chambre syndicale des textiles d'ameublement qui regroupe soixante-trois éditeurs-créateurs représentant un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs. M. Cormorant est directeur général des créations Montessuy.

Crédit

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. Pour la première fois depuis dix ans, la Banque mondiale vient d'accorder un prêt au Portugal (38 millions de dollars), destiné au développement énergétique. La Banque a également consenti deux prêts au Brésil, l'un dans le domaine de l'énergie électrique (50 millions de dollars), l'autre dans le domaine alimentaire (10 millions).

FAITS ET CHIFFRES

EN ALLEMAGNE FEDERALE LA BALANCE COMMERCIALE A ENREGISTRE UN EXCEDENT DE 3 288 millions de deutschemarks (8 046 millions de francs) en mai contre 2 238 millions en avril et 3 253 millions en mai 1975. Les exportations ont atteint 21 518 millions de D.M. (+ 2,4 % en un mois) et les importations 18 032 millions (- 3 %). L'ex-

Plan

FORCE OUVRIERE ET LE VII^e PLAN. — A Saint-Etienne, M. Hourcade, secrétaire confédéral de la C.F.O., a déclaré que son organisation considère le projet de plan comme très insuffisant pour assurer avec la plus grande chance de succès le développement économique et la réalisation de la croissance « parce que fondé sur des hypothèses fragiles et surtout parce qu'il ne se dote pas des moyens à la hauteur des problèmes qu'il pose. Le chômage risque de survenir à la crise, et la réduction des inégalités semble avoir disparu des préoccupations. »

Syndicats

F.O. A L'ELYSEE. — Une délégation du bureau confédéral de la Force ouvrière, conduite par André Bergeron, devait être reçue mercredi 30 juin, à 16 h 30, à l'Elysée par le président de la République. Les responsables F.O. ont l'intention d'entretenir M. Valéry Giscard d'Estaing de l'ensemble des questions actuelles concernant l'économie et le social, de l'emploi et de l'inflation.

Le Syndicat National des Représentants Négociateurs invite cordialement tous les négociateurs immobiliers à participer à son assemblée générale et réunion d'information qui aura lieu le MARDI 6 JUILLET à 19 h, au siège, 64, rue Talbot, Paris (8^e), 4^e étage (U.T.T.)

FORMATION PERMANENTE

Stage d'ERGONOMIE : à l'intention des ingénieurs, techniciens, psychologues, médecins du travail, etc., du 25 au 29 octobre 1976 - 40 heures d'enseignement. Renseignements : SERVICES DE LA FORMATION PERMANENTE, Université de Paris-VIII, route de la Sorbonne, 75571 Paris cedex 12, tél. 505-92-25 et 505-96-70, porte 383.

ROBERT LAFFONT

Pourquoi la nouvelle politique du gouvernement envers l'entreprise ?

BERNARD KRIEF



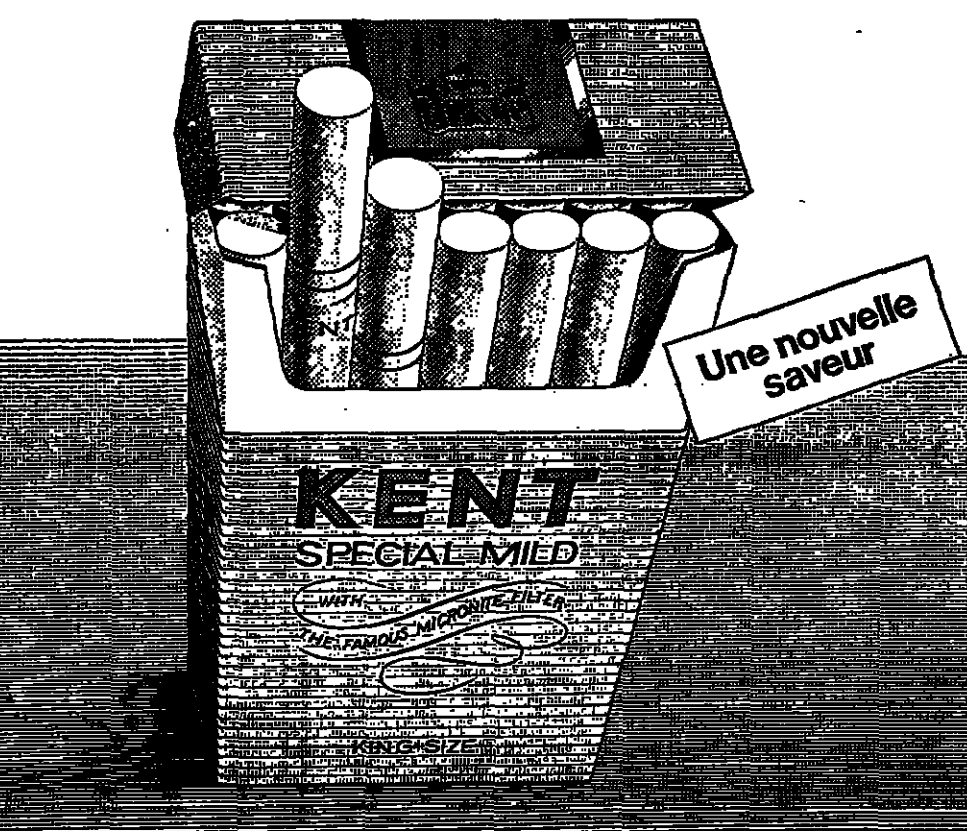
répond dans son livre

LA LIBERTE D'ENTREPRENDRE

- Passer au socialisme par mégarde ?
- Le parti communiste, les gauchistes et l'entreprise
- Les fonctionnaires, le pouvoir et la responsabilité
- Le gouvernement, la presse et l'entreprise
- Les libertés menacées par l'Administration
- La gauche va-t-elle récupérer les patrons ?
- Les Français sont-ils pour ou contre une société capitaliste ?

Kent lance sa Special Mild

(spéciale douce)



La nouvelle saveur de Kent Special Mild est due à un mélange exclusif des meilleurs tabacs américains. Et sa douceur - une douceur rassurante - se transmet intégralement par son filtre Micronite. Cette saveur, cette douceur n'appartiennent vraiment qu'à Kent Special Mild. Demandez la Kent spéciale.

ECOLE NOUVELLE DE GESTION

Baccalauréats Techniques quantitatives de gestion Recyclage des candidats. B. C. D. G. 3.

APTITUDE PROBATOIRE Cours du jour ou du soir. Bacheliers ou non. Filière professionnelle de l'expertise comptable.

BTS Brevet de technicien supérieur de comptabilité et de gestion. Deux ans d'étude. Diplôme d'état.

RENSEIGNEMENTS SUR SIMPLE DEMANDE A ECOLE COMMERCIALE PRIVEE "STRASBOURG"

35, Boulevard de Strasbourg 523.01.98 75010 PARIS 246.16.38 523.05.41

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES NOUVELLES GALERIES RÉUNIES

Société anonyme au capital de 213.512.950 F
Siège social : 86, rue des Archives, 75003 PARIS
R.C. PARIS B 775 660 608
Code APE 63.01

EMPRUNT 10,80 % de F 200.000.000

Représenté par 200.000 obligations de 1.000 F nominal.

Prix d'émission : 1.000 F.

Jouissance : 19 juin 1976.

Intérêt annuel : 108 F, par obligation payable le 19 juin de chaque année et pour la première fois le 19 juin 1977.

Taux de rendement actuariel brut à la souscription : 10,84 %.

Durée totale : 14 ans.

Amortissement normal : en 13 ans au maximum à partir du 19 juin 1977 (premier remboursement le 19 juin 1978).

— soit par remboursement au pair au moyen de tirages au sort annuels.

— soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé : possible à toute époque par rachats en Bourse seulement.

Le service du présent emprunt bénéficie de la garantie au titre de la clause « pari passu ».

Impôts : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs (1).

Les demandes seront reçues dans la limite du nombre de titres disponibles à chacun des guichets des établissements chargés du placement.

Ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris) dès la clôture de l'émission.

B.A.L.O. du 28-6-1976.

Une note visée par la COB sous le n° 76-55 en date du 13-4-1976 est à la disposition du public.

(1) En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France percevront le montant brut de leurs coupons, diminués à leur choix :

— soit d'une retenue à la source de 10 % qui leur droit à un crédit d'impôt d'égal montant;

— soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 % qui les libère totalement de l'impôt sur le revenu.

En outre, ces intérêts figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 3.000 F par an et par déclarant, accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

CONVERTIMMO SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie, le 25 juin 1976, sous la présidence de M. Raymond Azebrand, pour approuver les comptes de l'exercice 1975-1976, clos le 31 mars dernier.

An cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 114,33 F à 111,23 F, ce qui, compte tenu du coupon net de 6,54 F affecté à l'exercice précédent et déduit de la prime d'émission de 10 F, correspond à une performance annuelle de 12,2 %.

Dans le même temps, le montant du dividende net a augmenté de 20,36 millions de francs, pour atteindre 192,56 millions de francs.

Les liquidités importantes détenues fin mars 1976 ont été largement utilisées en raison de la baisse générale des taux de rémunération à court terme. Les acquisitions ont été effectuées en actions pour mettre à profit l'opportunité favorable en 1975 de la quasi-totalité des marchés boursiers et en valeurs à revenu fixe pour assurer au dividende une certaine régularité.

Les obligations convertibles qui ont été sélectionnées par ailleurs offrent un rendement actuariel élevé, et la possibilité d'une valorisation de leurs cours en fonction de ceux des actions correspondantes.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distribuable de 9,84 millions de francs, la mise en paiement d'un dividende net par action de 6 F, qui, assorti d'un crédit d'impôt de 0,84 F, procure un revenu global par action de 6,84 F (contre 7,21 F pour l'exercice précédent), soit, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 31 mars 1976, un rendement de 5,93 %.

Le dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1976 contre remise du coupon n° 5 et 6 aux guichets des banques fondatrices :

— Société générale,

— Société générale alsacienne de

Les actionnaires de Convertimmo pourront, jusqu'au 1^{er} octobre 1976, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 25 juin 1976 et a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net de 12.089.283 F, en progression de 21 % sur celui de l'exercice 1974, qui avait atteint 9.959.276 F, et décidé la distribution d'un dividende de 13,30 F par action, dont 9,30 F directement versés, et 4,00 F d'impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal).

Le dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1976 contre remise du coupon numéro 22.

Le bilan et les comptes consolidés de la Compagnie Optorg et de ses filiales pour l'exercice 1975 font apparaître :

— Un chiffre d'affaires de 1.384.867.975 F en progression de 30 % sur celui de l'exercice précédent : 1.061.322.784 F.

— Un bénéfice net après impôt de 41.204.533 F contre 37.196.198 F, soit, déduction faite de la prime des titres de 36.853.333 F contre 34.508.258 F (le bénéfice 1974 tenait compte de la prolongation exceptionnelle des gains des filiales commerciales gazières de la Compagnie).

CEM - COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE

L'assemblée générale des actionnaires de la CEM - Compagnie électromécanique - s'est tenue au siège social le 25 juin. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui, après dotation aux amortissements de 53.172.000 F et aux provisions de 27.564.000 F, se traduisent par une perte de 30.972.533 F; elle a également approuvé l'ensemble des résolutions qui lui étaient présentées.

Elle a décidé, sur proposition du conseil d'administration, d'imputer le solde débiteur du compte de pertes et profits à raison de 2.919.878 F sur le report à nouveau antérieur, de 23.470.545 F sur les réserves facultatives et de 4.582.109 F sur la prime d'émission.

Elle a enfin désigné M. Heiner P. Schultze pour pourvoir le poste d'administrateur délégué vacant par M. Eberhard Schmidt et a renouvelé le mandat de M. Michel de Boissieu.

Au cours de cette assemblée générale, le président Koch a prononcé l'allocation ci-après :

Messieurs, Mesdames,

1976 a été une mauvaise année pour votre société.

Se sont en effet conjuguées durant l'exercice écoulé deux formes de crise qui étaient encore récemment considérées comme incompatibles :

— D'une part, une dépression accentuée de la conjoncture qui a

provoqué une chute sévère du niveau d'activité dans le matériel de série, entraînant une forte dégradation de la rentabilité;

— D'autre part, la prolongation de tensions inflationnistes aiguës contre lesquelles les formules de révision de prix ou les provisions constituées dans les affaires de matériel sur devis nous ont assuré une protection insuffisante.

L'intervention simultanée de ces deux facteurs a été à l'origine d'une lourde perte, encore aggravée par le coût immédiat des dispositions que nous avons dû prendre pour redresser la situation.

Quel que soit notre souci d'être au personnel les conséquences les plus fâcheuses d'une évolution conjoncture défavorable, nous avons dû procéder à des diminutions de temps de travail et à des réductions d'effectifs allant jusqu'à des licenciements dans le cas de l'établissement le plus touché par la crise.

Malgré tout, le personnel, ces maux ont été supportés, pour plusieurs d'entre elles, coûteuses l'année même où elles ont été prises. Elles ont permis de maintenir la production à un niveau satisfaisant et d'éviter l'arrêt de la machine à vapeur dans de nombreuses conditions.

L'exercice 1976 se présente sous un jour plus favorable en dépit de quelques ombres.

Plus qu'il n'apparaît pas évident que, pour les biens d'équipement, l'économie française soit complètement sortie de la crise. Les commandes de matériel de série se situent pour les premiers mois de l'année à un niveau satisfaisant, mais il est encore difficile de prévoir la poursuite de nos efforts d'amélioration de la productivité devant nous permettre de faire face à la situation de la machine à vapeur.

Dans le domaine des ensembles et systèmes, les perspectives sont sensiblement meilleures, parfois brillantes : je pense en particulier aux succès de la société de traction CEM-Géon de la SIDER, sans oublier le développement très satisfaisant de nos activités de construction de machines tournantes de moyenne puissance, ainsi que de réparation et de réfrigération.

En France, le niveau d'activité de notre division des ensembles pour l'industrie dépend de la reprise des investissements dans la métallurgie et notre filiale de matériel ferroviaire, la CIAT-Lorraine, souffre d'une très grave insuffisance d'alimentation qui lui posera un problème de charge dès 1977.

Pour ce qui est du gros matériel, son expansion est pour partie assise sur les très importantes commandes enregistrées en 1974 et 1975, dont le montant a été très supérieur à celui des facturations de la même période; elle dépend aussi et surtout de la concrétisation des engagements pris à l'égard de la CEM par S.D.F. en matière de turbo-alternateurs.

Les dernières informations reçues nous laissent penser qu'une commande importante devrait nous être confirmée dans un avenir très proche.

Par ailleurs, les pouvoirs publics se préoccupent de la reconstruction de l'industrie électromécanique : diverses possibilités sont à l'étude à ce sujet. Soyez assurés qu'elles sont examinées avec tout le soin nécessaire et en considération de l'intérêt de nos actionnaires et de notre personnel.

Dans l'immédiat, l'année 1976 devrait être celle du redressement de votre société : les réalisations des premiers mois conduisent à prévoir, sans aller trop vite, la retour à une situation bénéficiaire pour l'exercice en cours.

COGEDIM

Le rapport du conseil à l'assemblée générale des actionnaires, tenu le 25 juin 1976, contient notamment les précisions suivantes sur l'activité de la société durant l'exercice 1975 :

Mises en chantier :

28 programmes nouveaux

Ces vingt programmes immobiliers représentent :

— 1.188 logements,

— 14.635 mètres carrés utiles de bureaux et commerces,

— 39.700 mètres carrés de bâtiments industriels.

Commercialisation :

713 millions de francs

Dans une conjoncture immobilière, difficile au premier semestre 1976, COGEDIM et ses filiales ont pu réaliser un placement commercial de 713 millions de francs. Ces résultats concernent pour 468 millions de francs la vente de l'immeuble le Manhattan, au Koweït.

Résultats :

16 millions de francs (+ 11 %)

Le résultat avant impôt (mais après amortissements et provisions) de COGEDIM et de ses filiales, s'est élevé à 16 millions de francs, en progrès de 11 % sur 1974. Il permet de distribuer aux actionnaires un dividende global (avoir fiscal compris) de 12 F par action. Après cette distribution, l'autofinancement de l'exercice s'élève à 8,8 millions de francs portant les capitaux propres à 100 millions de francs.

Rapprochement avec Océfi :

A la demande des actionnaires communs de COGEDIM et d'Océfi, le conseil d'administration ont engagé un processus de rapprochement des moyens des deux sociétés, chacune conservant son autonomie financière.



GROUPE S.C.R.E.G.

FRANÇAISE D'ENTREPRISES
DE DRAGAGES
ET DE TRAVAUX PUBLICS
S.F.E.D.T.P.

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 25 juin 1976, sous la présidence de M. Jean-Pierre Bussière, pour approuver les comptes de l'exercice 1975.

Au cours de l'exercice, S.F.E.D.T.P. et ses filiales ont réalisé un chiffre global de 1.077 millions de francs T.T.C., en progression de 18 % sur celui de 1974.

La diversification géographique de la société s'est poursuivie avec un chiffre d'affaires en progression sensible en Afrique et en Asie, et de nouvelles implantations au Nigeria et en Malaisie.

Par rapport au chiffre d'affaires total, la proportion de travaux exécutés à l'étranger a atteint 60 %.

Après 33,4 millions de francs d'amortissements contre 35,3 millions en 1974, le bénéfice net de la S.F.E.D.T.P. s'est élevé à 11,71 millions de francs contre 7,07 millions pour l'exercice précédent.

Les investissements de l'exercice ont atteint près de 68 millions de francs.

L'assemblée générale a décidé d'affecter le résultat bénéficiaire des réserves pour un montant de 2,47 millions de francs, et le solde au report à nouveau. Elle a également ratifié la décision prise par le conseil, en octobre 1975, de transférer le siège social à la tour Eve, dans le quartier de la Défense (Paris).

Par ailleurs, les chantiers importants auxquels la S.F.E.D.T.P. et ses filiales ont participé en 1975, on peut citer :

— En France : section Aubagne-Toulon de l'autoroute B 30, travaux de constructions navales pour les chantiers de La Seyne. Aménagement de la zone industrielle et portuaire de Chalon-sur-Saône.

— A l'étranger : construction de voies ferrées en Côte-d'Ivoire et au Gabon, aménagements du port de Bani en Guinée-Equatoriale, construction des barrages de Tarkwa (Ghana), de Cabara-Bassa (Mozambique), travaux de construction divers à Hong-Kong.

Au 1^{er} janvier 1976, le carnet de commandes du groupe s'élevait à 1.500 millions de francs.

Au cours de son allocution, le président a indiqué qu'il serait prochainement adressé à la Commission de capital contre espèces d'un montant de 15 millions de francs.

A VOTRE SERVICE

europcar

645.21.25

KLÉBER - COLOMBES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue le 25 juin 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975 qui, après dotation aux amortissements de 56.951.000 F et constitution de diverses provisions, se soldent par une perte nette de 28.643.000 F, qu'elle a décidé de reporter à nouveau.

L'assemblée a nommé un nouvel administrateur, M. Louis-Noël Rapoux, et renouvelé les mandats de MM. Marcel Bernaldi et Rodolphe Rottinger pour une période de six ans.

Commentant l'évolution du chiffre d'affaires des cinq premiers mois, en progression de 14,7 %, le président a notamment déclaré :

« Depuis le début de 1976, nos ventes de pneumatiques à l'industrie automobile, qui avaient enregistré une certaine reprise dès le mois d'octobre, ont continué à se développer de façon favorable. Sur le marché du remplacement, la reprise ne s'est fait sentir qu'en avril. »

En conclusion, Monsieur Rapoux, notre chiffre d'affaires avec les constructeurs automobiles est, comme en pneumatiques en progression. Nos ventes à l'industrie restent hésitantes en raison de la stagnation des investissements. »

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration s'est réuni et a élu M. Bernaldi président-directeur général et M. Rottinger vice-président.

PIERREFFITE - AUBY

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Pierreffite-Auby s'est tenue le 25 juin 1976 sous la présidence de M. Paul Faciot, président du conseil d'administration.

L'assemblée générale a approuvé, à l'unanimité, l'ensemble des résolutions qui étaient présentées, et notamment les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

Les comptes de cet exercice — dont il est rappelé qu'il est le premier arrêté après les opérations de reconstruction approuvées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 juin 1975 — font apparaître un bénéfice net, après plus-values et moins-values à long terme, et après impôts, de 28.983.000 F.

Le dividende net de 8 F par action, formant avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) un revenu global de 9 F, sera mis en paiement le 5 juillet 1976 contre remise du coupon n° 91.

M. Faciot, après avoir rappelé les facteurs qui, dans la conjoncture actuelle, influencent l'évolution des filiales à court et moyen terme, a notamment précisé que les perspectives de résultats de l'exercice en cours seront du même ordre de grandeur que ceux enregistrés au cours de l'exercice 1975, avant plus-values ou moins-values, dont l'incidence, notamment sur les titres de placement, ne peut naturellement en l'état être appréciée.

Société Concessionnaire des Autoroutes
PARIS - EST - LORRAINE

APEL

EMPRUNT 10,20% de F 230.000.000

représenté par 230.000 obligations de F 1.000 nominal

GARANTI PAR L'ETAT

Taux de rendement actuariel brut :

10,34%

PRIX D'ÉMISSION :

F 1.000 par obligation

JOUISSANCE :

27 mai 1976

INTÉRÊT ANNUEL :

F 102 par obligation

DURÉE : 15 ans

COTATION : ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle dès la clôture de l'émission.

L'OUVERTURE TOTALE DE L'AUTOROUTE PARIS-EST-LORRAINE, SUR 315 KM (INCLUANT LES SECTIONS CONSTRUITES PAR L'ETAT) EST PRÉVUE POUR OCTOBRE 1976.

Une note d'information ayant reçu le visa COB n° 76-70 en date du 27 avril 1976 est tenue à la disposition du Public au Siège Social de la Société ainsi que dans les établissements chargés du placement. B.A.L.O. du 28 juin 1976



APEL
5 A rue de la République
92000 REUILLY-CLAYE
N° 125 817 001 002
N° 125 817 001 003
N° 125 817 001 004
N° 125 817 001 005
N° 125 817 001 006
N° 125 817 001 007
N° 125 817 001 008
N° 125 817 001 009
N° 125 817 001 010
N° 125 817 001 011
N° 125 817 001 012
N° 125 817 001 013
N° 125 817 001 014
N° 125 817 001 015
N° 125 817 001 016
N° 125 817 001 017
N° 125 817 001 018
N° 125 817 001 019
N° 125 817 001 020
N° 125 817 001 021
N° 125 817 001 022
N° 125 817 001 023
N° 125 817 001 024
N° 125 817 001 025
N° 125 817 001 026
N° 125 817 001 027
N° 125 817 001 028
N° 125 817 001 029
N° 125 817 001 030
N° 125 817 001 031
N° 125 817 001 032
N° 125 817 001 033
N° 125 817 001 034
N° 125 817 001 035
N° 125 817 001 036
N° 125 817 001 037
N° 125 817 001 038
N° 125 817 001 039
N° 125 817 001 040
N° 125 817 001 041
N° 125 817 001 042
N° 125 817 001 043
N° 125 817 001 044
N° 125 817 001 045
N° 125 817 001 046
N° 125 817 001 047
N° 125 817 001 048
N° 125 817 001 049
N° 125 817 001 050
N° 125 817 001 051
N° 125 817 001 052
N° 125 817 001 053
N° 125 817 001 054
N° 125 817 001 055
N° 125 817 001 056
N° 125 817 001 057
N° 125 817 001 058
N° 125 817 001 059
N° 125 817 001 060
N° 125 817 001 061
N° 125 817 001 062
N° 125 817 001 063
N° 125 817 001 064
N° 125 817 001 065
N° 125 817 001 066
N° 125 817 001 067
N° 125 817 001 068
N° 125 817 001 069
N° 125 817 001 070
N° 125 817 001 071
N° 125 817 001 072
N° 125 817 001 073
N° 125 817 001 074
N° 125 817 001 075
N° 125 817 001 076
N° 125 817 001 077
N° 125 817 001 078
N° 125 817 001 079
N° 125 817 001 080
N° 125 817 001 081
N° 125 817 001 082
N° 125 817 001 083
N° 125 817 001 084
N° 125 817 001 085
N° 125 817 001 086
N° 125 817 001 087
N° 125 817 001 088
N° 125 817 001 089
N° 125 817 001 090
N° 125 817 001 091
N° 125 817 001 092
N° 125 817 001 093
N° 125 817 001 094
N° 125 817 001 095
N° 125 817 001 096
N° 125 817 001 097
N° 125 817 001 098
N° 125 817 001 099
N° 125 817 001 100
N° 125 817 001 101
N° 125 817 001 102
N° 125 817 001 103
N° 125 817 001 104
N° 125 817 001 105
N° 125 817 001 106
N° 125 817 001 107
N° 125 817 001 108
N° 125 817 001 109
N° 125 817 001 110
N° 125 817 001 111
N° 125 817 001 112
N° 125 817 001 113
N° 125 817 001 114
N° 125 817 001 115
N° 125 817 001 116
N° 125 817 001 117
N° 125 817 001 118
N° 125 817 001 119
N° 125 817 001 120
N° 125 817 001 121
N° 125 817 001 122
N° 125 817 001 123
N° 125 817 001 124
N° 125 817 001 125
N° 125 817 001 126
N° 125 817 001 127
N° 125 817 001 128
N° 125 817 001 129
N° 125 817 001 130
N° 125 817 001 131
N° 125 817 001 132
N° 125 817 001 133
N° 125 817 001 134
N° 125 817 001 135
N° 125 817 001 136
N° 125 817 001 137
N° 125 817 001 138
N° 125 817 001 139
N° 125 817 001 140
N° 125 817 001 141
N° 125 817 001 142
N° 125 817 001 143
N° 125 817 001 144
N° 125 817 001 145
N° 125 817 001 146
N° 125 817 001 147
N° 12

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE** — La visite à Paris du chancelier ougandais.
- 2-3. **EUROPE** — L'ouverture de la conférence des P.C. européens. Tribune internationale : « L'euro-communisme à l'épreuve », par Jiri Pelikan.
- **UNION SOVIÉTIQUE** : entrevue avec l'historien André Amalrik.
4. **PROCHE-ORIENT**
- 4-5. **AFRIQUE** — **ANGOLA** : Luanda veut lancer une campagne internationale contre l'envoi de mercenaires en Afrique.
- 5-6. **AMÉRIQUES** — **ARGENTINE** : le nouveau chef de la police entend mettre fin aux excès de la répression.
6. **Océan Indien** — Les Seychelles ont accédé à l'indépendance.
- 6-7. **POLITIQUE** — Les travaux de l'Assemblée nationale.
8. **MÉDECINE** — L'inauguration du premier cyclotron européen à Orsay.
- La Semaine internationale sur le cancer.
9. **DÉFENSE** — Le changement à petits pas (III), par Antoine Sengier.
10. **JUSTICE** — La tutelle pénale : le témoignage d'un détenu de Besançon.
- Marseille : la police met fin aux activités de trois agences matrimoniales qui dissimulaient un réseau de prostitution.
12. **EQUIPEMENT ET RÉGIONS** — Les départs en vacances : branlebas à Austerlitz.
13. **LES RÉGIONS** — De nouvelles façons de penser la ville.
14. **RELIGION** — La pastorale du troisième âge.
14. **SPORTS** — **CYCLISME** : le Tour de France.
- 18-19. **ARTS ET SPECTACLES** — **FESTIVALS** : Bruckner à Saint-Denis.
- **CINÉMA** : Avril rouge.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
 PAGES 19 A 21
 — **LA SÉCHÉRESSE** : Quand l'anticyclone du Sahara s'installe au-dessus de l'Europe, les plantes et l'eau : Les nappes phréatiques ; Les causes des fluctuations climatiques ; Les conséquences pour les éleveurs ; Les incendies de forêts.

21. ÉDUCATION — A Saint-Etienne, la grève administrative bloque des jours d'examens.

27 à 30. FRET AÉRIEN — L'avion joue la carte des marchandises.

32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE — **COOPÉRATION** : à Porto Rico, un concours financier a été promis à l'Italie.
 — **CONFLITS ET REVENDICATIONS** : les ouvriers de Lip ne veulent pas se laisser oublier.

LIRE ÉGALEMENT
 RADIO-TELEVISION (16)
 Annonces classées (22 à 29) ;
 Aujourd'hui (31) ; Cinéma (31) ;
 Journal officiel (31) ; Météo (31) ;
 Bouffe (31).

Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1976 a été tiré à 537 804 exemplaires.

LATREILLE
 LE SEPARATEUR DE PÈS BEAU VÊTEMENT
 HOMMES, DAMES, JUNIORS
soldes d'été
 QUALITÉS IRREPROCHABLES
 PRIX EXCEPTIONNELS
 62, R. ST-ANDRÉ-des-ARTS-6^e
 PARKING ATTENDANT À 200 MAGASINS

A B C D F G H

LE DÉTOURNEMENT D'UN AIRBUS D'AIR FRANCE

Paris s'emploie à obtenir la libération des otages détenus par des terroristes à Entebbe (Ouganda)

La France entend obtenir la libération de tous les passagers et membres de l'équipage de l'Airbus d'Air France détourné par des pirates de l'air dimanche 27 juin et qui se trouve maintenant sur l'aérodrome d'Entebbe (Ouganda). Des instructions dans ce sens ont été transmises à l'ambassadeur de France à Kampala, qui est sur les lieux. Les négociations pour obtenir la libération des passagers sont menées par les autorités ougandaises, sous la direction du chef de l'état, le maréchal Amin. Les relations entre la France et l'Ouganda sont bonnes assure-t-on au Quai d'Orsay, et les autorités ougandaises auraient accepté de négocier dans le sens souhaité par Paris pour obtenir la libération des otages. Les terroristes n'avaient apparemment formulé aucune exigence mardi matin et se sont contentés de diffuser un texte attaquant en termes violents la politique française.

La compagnie Air France a envoyé un Boeing-707 à Nairobi (Kenya) avec une infirmière, pour être prête à toute éventualité. Cet appareil pourrait participer à un éventuel rapatriement d'une partie des otages. Il n'a pas été autorisé à se poser à Entebbe.

Les passagers et l'équipage de l'Airbus de la compagnie Air France, détourné dimanche 27 juin, étaient toujours mardi 29 juin en fin de matinée, prisonniers des terroristes sur l'aérodrome d'Entebbe, en Ouganda (le Monde du 28 juin).

Lundi matin, le maréchal Amin, chef de l'état ougandais, a pris en main les négociations. A ses côtés, se trouvaient M. Pierre Renard, ambassadeur de France à Kampala, et le représentant de l'O.L.P. dans la capitale ougandaise. Les terroristes ont rapidement accepté que les passagers et l'équipage quittent l'avion pour être regroupés, sous leur surveillance, dans le hall d'attente de l'ancienne aérogare d'Entebbe. Le bâtiment a été aussitôt encerclé par des soldats de l'armée ougandaise.

En fin d'après-midi, M. Renard, répondant à l'appel téléphonique d'une radio périphérique française, a donné des nouvelles rassurantes des otages. Après avoir confirmé que l'avion avait été évacué, il a précisé : « Ils sont dans des fauteuils ».

ACCORD SUR LES HONORAIRES MÉDICAUX AVEC LE F.M.F.
 La Fédération des médecins de France (F.M.F.), syndicat minoritaire, et les trois caisses d'assurance-maladie (sécurité, agriculture, indépendants) ont signé, mardi matin 29 juin, un accord sur la revalorisation des honoraires médicaux. Les nouveaux tarifs ont fait l'objet d'une approbation immédiate des pouvoirs publics. Ils entreront en vigueur dès le 1^{er} juillet et permettront d'éviter une guerre des tarifs, à moins que l'autre syndicat, la C.S.M.F., ne préconise des tarifs supérieurs.

COSTUMES ET PANTALONS LÉGERS
 Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
 dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F
 Prêt-à-porter Homme
 Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
 27, rue de 4-Septembre, PARIS (Opéra)

COURS GEOFFROY SAINT-HILAIRE
 Etablissement d'Enseignement Privé
 15, passage Trubert-Bellier - 75013 Paris - Tél. 580-98-70
 TERMINALES C et D
CLASSES PRÉPARATOIRES AUX ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES
 Accès facile par les gares de Lyon, Montparnasse Austerlitz et Denfert-Rochereau

M. RAYMOND MORICE ADMINISTRATEUR DU CONSEIL NATIONAL DU NOTARIAT

M. Raymond Morice, préfet en disponibilité, ancien directeur des territoires d'outre-mer au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, vient d'être nommé administrateur du conseil supérieur du notariat. Il remplace à ce poste M. Jean Croizat qui prend sa retraite en octobre prochain.

En réalité, compte tenu de ce que M. Morice n'est pas notaire, le poste de M. Croizat sera schématisé en deux, la partie proprement notariale revenant à un notaire, M. Petitpierre, qui prendra ses fonctions rue du Général-Foy en octobre prochain.

M. Morice est licencié en droit, M. Raymond Morice a occupé divers postes dans l'administration centrale du ministère de l'Intérieur, puis au secrétariat général de la Veille (1960), et d'Etat-et-Lot (1960). Sous-préfet, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat à la marine marchande en novembre 1967, M. Morice devient chef du cabinet du ministre de l'Intérieur, M. Petitpierre, en novembre 1968, puis sous-préfet de Reims. Il occupe ensuite, de nouveau, plusieurs postes dans l'administration centrale, notamment comme directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la Justice. Dans le cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'Economie, en 1968, il est nommé, en février 1969, directeur du personnel et du matériel de la police ; en mai 1973, secrétaire général de la préfecture de Paris et, en septembre 1973, directeur des TOM, poste qu'il quitte en mai 1976.

Inspiré par M. Fraga Iribarne

Le parti « Reforma democratica » est faible à une reconnaissance du P.C.

La conférence de presse donnée le lundi 28 juin à Paris par les représentants de Reforma democrática, parti politique inspiré par M. Fraga Iribarne, actuel ministre de l'Intérieur, aurait pu rester dans la confortable routine des présentations passe-partout, où l'important est de ne mécontenter personne.

Reforma democrática, alors que l'Espagne est encore à bonne distance des prochaines élections, a tout ce qu'il faut pour s'affirmer sans se définir. Ce parti, selon la déclaration distribuée à la presse, se veut « libéral et réformiste », « réaliste et non utopique », décidé à permettre « l'établissement d'une situation démocratique en Espagne » par le biais d'« élections libres et pressantes réformes », mais en « évitant les aventures et les risques superflus ». Autant dire que cette formation, créée il y a quelques mois, occupe sur l'échiquier politique espagnol une position qui lui permet, en temps orléanais, de tout dire et de tout faire, ainsi que l'a dit un de ses porte-parole, des alliages « allant de la social-démocratie à la droite progressiste ».

Mais l'ombre de « du grand Fraga », qui n'est pas seulement connue, qui n'est pas seulement ministre de l'Intérieur mais aussi vice-président du gouvernement pour les affaires politiques, présente volontiers comme la valeur la plus sûre au sein des réformistes opposés à une « rupture » constitutionnelle, plane sur ce parti, qui, néanmoins, se défend « d'être toujours d'accord avec les idées reçues par Fraga au gouvernement ».

Ce sont les contradictions qu'une telle situation implique qui ont suscité le plus de questions. Les représentants de Reforma democrática se sont mis à trois pour répondre à celui qui leur demandait pourquoi leur chef, ministre de l'Intérieur depuis six mois, n'avait rien entrepris pour mettre fin à l'usage quotidien de la torture dans certaines prisons es-

pagnoles. Ayant « la plume morale que Fraga possède à ces pratiques », les trois ont « condamné avec la torture », indiquant qu'ils « ont fait ouvrir des portes », et que, lorsque les faits sont établis, il prendrait ses mesures. De même, les représentants de Reforma democrática ont dévalué les positions justifiées à M. Fraga Iribarne, maintenant à plusieurs reprises la nécessité de laisser le parti communiste participer au gouvernement « dans tous les partis » dès lors que sera « un état de droit démocratique » rétabli.

Ces positions très libérales réservées à usage externe, c'est-à-dire l'affirmation de journalistes espagnols, tout droit de Madrid, la voix de M. Iribarne au sein d'un gouvernement est-elle à ce point qu'il cherche, en attendant futures négociations, à se baser par des contacts à l'étranger (ses représentants ont même rencontré M. Pöhl à l'occasion de la réunion de son parti) son image de libéral ? — A.-M. C.

Une délégation de la F.I.P.
 conduite par M. Henri K... secrétaire confédéral, séjourne actuellement en Espagne, où elle « d'importantes négociations » les commissions ou v... D'autre part, lundi 28 juin, à Barcelone, la police a fait quelques trois cents femmes, dont une occupait depuis début de juin une église d'acier de San Andrés pour protester contre les licenciements de postes à l'entreprise Motorola. A Madrid la police a été du siège du syndicat des chauffeurs de taxi dans cinq cents chauffeurs de taxi manifestant contre les licenciements syndicaux. — (A.F.P.)

Dans l'Oise

UN AUTOMOBILISTE TUÉ UNE JEUNE AUTOSTOPPEUSE

Une jeune fille âgée de seize ans, Mlle Michèle Abbecassis, a été tuée et sa sœur, Marie-France, âgée de vingt et un ans, blessée dans l'après-midi du lundi 28 juin par un automobiliste, qui, après les avoir prises en autostop, les a fait descendre dans un champ, au Vaumain, près de Beauvais, et a tiré sur elles à coups de carabine.

Tandis que sa sœur était mortellement blessée, Marie-France Abbecassis, atteinte à l'épaule, a réussi à s'enfuir à travers champs et à se réfugier chez un habitant de la région, M. Robert Planet. Aussitôt la brigade des gendarmes du Coudray-Saint-Germer, alertée par celui-ci, a effectué des recherches, qui ont abouti, quelques instants plus tard, à la découverte du corps de Mlle Michèle Abbecassis. Sa sœur a été admise à l'hôpital de Gisors ; ses jours ne sont pas en danger. Quant au meurtrier, un jeune homme, paraissant âgé d'une vingtaine d'années, il a pris la fuite à bord de sa voiture.

du 2 au 22 Juillet
sol des d'été
NICOLL
 la tradition anglaise du vêtement
 29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

VENTE - RECLAME DE BAGAGES
 à la Grande Maroquinerie de Paris
RIVES
 156, rue de Rivoli
 MÉTRO : LOUVRE

nouvelle frontière
 découverte individuelle
 Paris/ Athènes 580
 Casablanca 850
 Bruxelles/ New-York 1420
 Montréal 1520
 Los-Angeles 2200
 vols à dates fixes

initiation au voyage
 du 11 juillet au 1er août
 du 31 juillet au 21 août
 du 29 août au 19 septembre
EGYPTE 2000f
 avec transport Paris/ Le Caire A-R en jet

NOUVELLES FRONTIÈRES
 63 av. Denfert-Rochereau Paris 14^e
 (01.57.51 et 033.98.40)
 Nom
 Adresse
 Je désire recevoir votre documentation sur
 Lic. 793 A

je ne veux pas bronzer idiot, je vais en Tunisie
ou FESTIVAL DE TABARKA.
 Hôtel ou village 2 semaines PARIS-PARIS à partir de 1278 F
EN PROVINCE DANS TOUTES LES SUCCURSALES DE VOYAGE CONSEIL (CREDIT AGRICOLE)
GRANDES VACANCES
 En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.
 1, rue du Louvre, Paris 1^{er}
 métro : Louvre
 260.34.35
 Demandez le programme du Festival
 Nom Adresse

مكتبة الأمل